

## RIVAROL

N° 3216

*"Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir"*

DU 24/12/2015

AU 6/1/2016

HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE PARAISSANT LE JEUDI

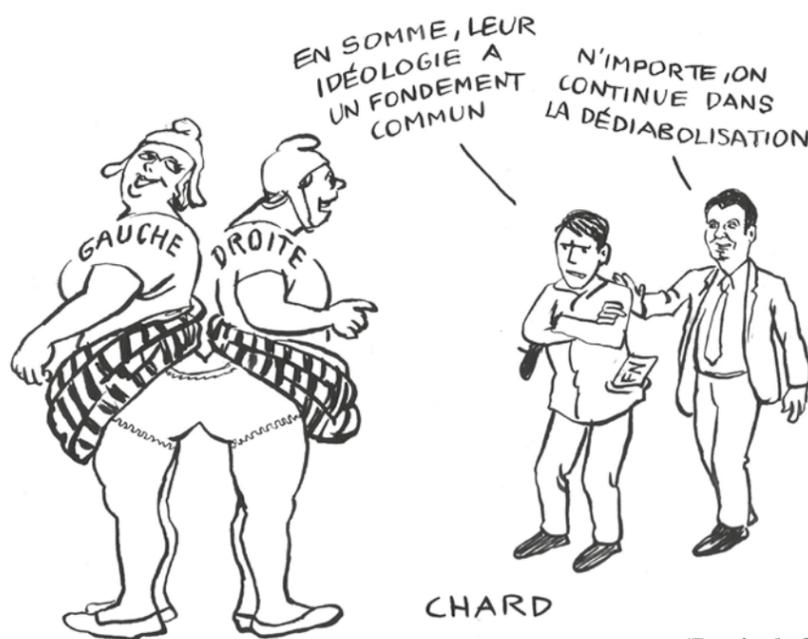
## Le cinglant échec de la stratégie de dédiabolisation

L'OFFENSIVE actuelle contre le Front national prouve, s'il en était besoin, l'inanité de la stratégie de dédiabolisation. En l'espace de quelques jours, Marine Le Pen a essuyé deux tempêtes médiatiques. Pour avoir véhémentement protesté contre le parallèle établi par le journaliste de BFM-TV Jean-Jacques Bourdin entre Daech et le mouvement qu'elle préside en reproduisant, de manière certes discutable, des photos de victimes de l'Etat islamique, l'une décapitée, l'autre brûlée vive dans une cage, l'autre enfin écrasée par un char, elle a fait l'objet d'une condamnation unanime de la classe politico-médiatique, du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve qui a parlé « d'abjection, d'abomination et d'insulte aux victimes », du Premier ministre qui a traité la présidente du FN « d'incendiaire du débat public » (Valls est bien mal placé pour adresser un tel reproche, lui qui parlait entre les deux tours de risque de « guerre civile » en cas de victoire du FN). Par ailleurs, le Parquet de Nanterre a ouvert une enquête préliminaire pour « diffusion d'images violentes » et les media ont rappelé avec gourmandise que la présidente du FN risquait jusqu'à cinq ans de prison ferme et 75 000 euros d'amende. Il y a dans tout cela une grande hypocrisie car les media n'ont pas eu ces scrupules pour diffuser l'image du cadavre du jeune Aylan Kurdy étendu sur une plage pour émouvoir le grand public afin qu'il accepte l'invasion du Vieux Continent. Et on n'hésite pas non plus à montrer *ad nauseam*, y compris aux enfants des écoles, des monceaux de cadavres, des déportés squelettiques et faméliques pour créer des générations d'antifascistes disposés à rejeter instinctivement toute tentative de renaissance nationale, tout rétablissement d'un ordre politique et moral. Ce que Bernanos appelait dans *La France contre les robots* « la machine à bourrer le crâne » n'a jamais aussi bien fonctionné qu'aujourd'hui. On l'a encore vu entre les deux tours des élections.

Quelques jours après, le 21 décembre, on apprenait que la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP), organisme présidé par le socialiste Jean-Louis Nadal et créé après l'affaire Cahuzac, transmettait les déclarations patrimoniales de Jean-Marie Le Pen et Marine Le Pen au Parquet financier, leur reprochant d'avoir vo-

lontairement sous-estimé la valeur de leurs actifs. Les gazettes ont répété que la présidente et le président d'honneur du Front national risquent dans ce dossier jusqu'à 45 000 euros d'amende, trois ans de prison ferme et dix ans d'inéligibilité. Sans nous prononcer sur le fond du dossier dont nous ignorons tout, on peut toutefois s'étonner de la concomitance de ces offensives qui interviennent quelques jours après que le FN eut réussi le meilleur résultat de son histoire, en pourcentage au premier tour et en voix au second. Comparer le FN et Daech en condamnant un même « repli identitaire » en dit long sur le mépris du Système envers les Français qui ne veulent pas mourir, qui n'entendent pas être submergés ni remplacés.

IL SEMBLE QUE la stratégie machiavélique de François Hollande, qui est en cela un digne héritier de François Mitterrand, ait été dans un premier temps de favoriser le FN, de le faire grimper pour affaiblir la droite et assurer sa réélection en 2017, la seule chance pour le chef de l'Etat de se succéder à lui-même étant d'être opposé à Marine Le Pen qu'il faut donc à la fois favoriser et diaboliser. Un vrai cynisme mitterrandien ! En 2015 Florian Philippot et Marine Le Pen ont été ainsi les politiques les plus invités des matinales télé. Et l'on sait que quelques semaines avant le premier tour France 2 avait prévu d'inviter pendant trois heures Marine Le Pen, en première partie de soirée, dans *A vous de juger* de David Pujadas. Or l'expérience a montré que plus l'on invitait un responsable ou un parti politique, plus ses scores progressaient. Ce qui est logique. Lorsqu'on ne parle pas d'un phénomène ou d'une personnalité dans les media audiovisuels, ils n'existent pas. Mais dès que les résultats du premier tour ont été



(Dessin de Chard)

connus avec un FN en tête dans six régions, la diabolisation a de nouveau fonctionné à plein régime. De manière certes moins intense qu'en 2002 pendant la quinzaine de la haine mais de manière bien réelle. Tant que le FN n'aura pas abdicqué la totalité de son programme historique, tant qu'il n'aura pas définitivement renoncé à combattre l'immigration et l'Union européenne, et même s'il a mis beaucoup d'eau dans son vin, il ne sera pas intégré à l'arc républicain. D'autant que les autres partis voient d'un mauvais œil ce mouvement qui menace leurs mandats, leurs places, leurs prébendes et leurs émoluments. Le FN malgré ses 27 à 28 % reste très isolé sur la scène politique, comme l'étaient le Parti communiste et le RPF gaulliste sous la Quatrième République, à partir de 1947, malgré leur puissance électorale. IVe République qui a su à l'époque efficacement se protéger par la fameuse loi des apparentements.

FACE à ce harcèlement du Système il y a deux solutions : soit faire face à la diabolisation en disant la vérité, en rejetant les principes de 89, en ne faisant aucune concession, soit essayer de se faire accepter par les adversaires. Cette dernière stratégie est vouée à l'échec et ne peut qu'aboutir à des reniements successifs et c'est pourtant celle qui semble toujours être d'actualité parmi les instances dirigeantes du FN. Dans l'espoir de briser le fameux plafond de verre empêchant d'atteindre les 50 % des suffrages exprimés, la direction du FN envisagerait sérieusement d'abandonner le nom du mouvement créé par Jean-Marie Le Pen, soit dès 2016 dans le cadre d'un « grand congrès fondateur », comme l'appelle de ses vœux le maire de Béziers Robert Ménard, soit au plus tard lors du prochain congrès national prévu fin 2017. Cette idée est stupide car il ne suffit pas de

changer le nom du FN pour n'être plus diabolisé. Comme il n'a pas suffi de commettre un odieux parricide pour devenir présidente de la région Nord-Pas-de-Calais. On s'étonne que des hommes politiques puissent être à ce point naïfs. A moins qu'ils ne soient aussi malveillants et qu'ils veuillent liquider non seulement le nom et le logo du FN mais aussi son substrat historique, ses fondamentaux comme ils l'ont déjà fait sur les questions sociales. Car il est clair que quoi que dise ou quoi que fasse Marine Le Pen, elle restera à vie la fille de Jean-Marie Le Pen. Rien ne peut changer cette réalité.

PLUTÔT que de perdre son temps à s'interroger sur l'éventuel abandon du nom du FN, qui serait une insulte aux militants qui ont tant donné au Front depuis sa création et dont certains ont perdu pour leur idéal politique leur santé, leur conjoint, leur liberté voire leur vie, la présidente du FN devrait plutôt s'inquiéter des manœuvres de ses adversaires. On peut en effet compter sur le Système pour avoir enregistré le message des régionales et empêcher la multiplicité des candidatures en 2017. Si Jean-Marie Le Pen a pu être qualifié en finale de la présidentielle de 2002, c'est à cause de l'atomisation des candidatures qui n'a été rendue possible à l'époque que par l'affaiblissement momentané du FN après la scission mégrétiste. Les autres partis pensant que le FN était durablement hors course à la suite de cette grave crise interne, qui a eu pour conséquence une grande hémorragie de cadres, de militants et même d'électeurs comme en ont témoigné les européennes de 1999, ils n'ont pas hésité à partir en ordre dispersé à l'élection-reine de la Ve République. Il n'en sera pas de même cette fois-ci. Le député socialiste Urvoas a déposé une proposition de loi pour durcir les conditions nécessaires à une candidature présidentielle. Les signatures de maires devraient ainsi être envoyées directement au Conseil constitutionnel et ne transiteraient plus par les équipes des candidats qui ne pourraient ainsi vérifier la réalité de ces parrainages. L'égalité du temps de parole pendant la campagne officielle serait remplacée par une vague équité qui permettrait toutes les injustices et rendrait quasiment impossible l'émergence de candidats hors du système des grands partis. Et le bruit court qu'au dernier moment, en échanges de circonscriptions réservées aux législatives par le PS pour ses alliés, le nombre de signatures pourrait passer de 500 à 1 000, ce qui serait une façon définitive pour Hollande de tuer dans l'œuf toute candidature écologiste, communiste et d'extrême gauche à la présidentielle. Le Système n'a sans doute jamais été aussi affaibli et contesté qu'aujourd'hui mais il est encore loin, très loin, d'avoir rendu les armes.

RIVAROL,

&lt;jeromebourbon@yahoo.fr&gt;

N°3216 du 24 DÉCEMBRE 2015  
AU 6 JANVIER 2016

www.rivarol.com

Imprimé en France/Printed in France

L 14240 - 3216 - F: 3,50 €



# Jean-Marie Le Pen : “Abandonner le nom du

**RIVAROL :** Le 16 décembre Marine Le Pen a posté sur son compte Twitter trois photos de victimes de Daech, l'une d'un journaliste américain décapité, l'autre d'un pilote jordanien brûlé vif dans une cage, l'autre enfin d'un soldat syrien écrasé par un char, en réaction aux propos du journaliste de BFMTV Jean-Jacques Bourdin établissant le matin même un parallèle entre le Front national et l'Etat islamique. La polémique n'a cessé d'enfler depuis. Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve s'est exprimé à l'Assemblée nationale pour condamner l'attitude de Marine Le Pen, l'accusant d'avoir repris des photos de propagande de Daech. Le parquet de Nanterre a ouvert une enquête préliminaire pour « diffusion d'images violentes » et l'on nous répète que « le fait de diffuser des images de barbarie est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende ». Que pensez-vous de tout cela ?

**Jean-Marie LE PEN :** Le régime d'état d'urgence permet manifestement au gouvernement d'exercer la censure la plus sévère. Qu'un chef de parti qui est également parlementaire se voie disputer le droit d'user librement de son compte twitter est significatif de la réduction croissante des libertés publiques. Bien que ces photos soient du domaine public, peut-être n'était-il pas approprié de les reproduire, notamment celle de cet Américain décapité dont la famille a protesté car ce n'est en effet pas agréable de voir la tête d'un de ses proches sur le ventre d'un exécuté. Cependant j'ai très bien compris ce qu'a voulu faire Marine : marquer la différence qu'il pouvait y avoir entre Daech et le Front national.

Mais cette affaire est une preuve qui lui est apportée qu'il ne suffit pas de se débarrasser de Jean-Marie Le Pen pour cesser d'être diabolisée. J'ai d'ailleurs toujours contesté la ligne de dédiabolisation car par définition c'est l'adversaire qui nous diabolise. Si nous voulons qu'il cesse de nous diaboliser, c'est qu'en réalité nous nous rapprochons de lui. Marine a repris il y a quelques jours l'une de mes formules, ce qui m'a fait plaisir : « J'aime mieux être battue sur mes idées qu'élue sur celles de mes adversaires. » Et cela fait justice d'une accusation qui a longtemps couru dans nos milieux : « Le Pen n'a jamais voulu le pouvoir ». Eh bien, non, je n'ai jamais voulu le pouvoir avec 15 % des voix. Car vouloir le pouvoir avec 15 %, comme auraient pu le souhaiter Mégrét ou quelques autres, c'est être ministre dans un gouvernement de cohabitation, ou de coagulation si j'ose dire. On ne peut appliquer ses idées que lorsqu'on dépasse la barre des 30 %. Ce sont alors les autres à qui vous posez vos conditions. Sinon vous êtes au service du pouvoir en place, ce que je n'ai jamais accepté de faire. Les mauvaises langues ajoutent : « Jean-Marie Le Pen n'a pas eu beaucoup de mérite à avoir été vertueux car on ne lui a jamais proposé d'entrer au gouvernement ». Ce qui n'est pas faux non plus.

**R. :** Quelle analyse faites-vous du résultat des élections régionales ?

**J.-M.L.P. :** Les résultats ont été très bons en ce qui concerne le volume des électeurs car nous sommes passés de six millions au premier tour à plus de six millions huit cent mille voix au second. C'est très remarquable. Généralement au deuxième tour nous perdons des voix, là nous en avons gagné dans toutes les régions à l'exception de l'Ile-de-France et de la Corse. Un certain nombre de nos voix ont permis à Madame Pécresse en région parisienne de débarrasser les Franciliens du gouvernement socialiste de la région.

C'est certes un échec relatif par rapport aux régions que nous aurions pu diriger, essentiellement le Nord-Pas-de-Calais et la PACA. Mais là il faut faire une remarque très importante : chaque système électoral comporte une philosophie et une morale. La philosophie et la morale des élections régionales, c'est que l'assemblée régionale soit constituée proportionnellement aux tendances de l'opinion. Le risque d'instabilité est corrigé par la prime de 25 % des sièges accordée à la liste arrivée en tête. En retirant leurs candidats arrivés en troisième position au premier

tour, et plus encore en faisant voter pour ce qui est en principe leur adversaire, la droite, les socialistes ont commis une véritable forfaiture politique, une trahison, une faute très grave contre la philosophie et la morale d'une institution politique dont ils ont été les créateurs. Et cela c'est impardonnable.

Les ruffians qui ont bénéficié de cette disposition scandaleuse, que ce soit M. Estrosi ou M. Bertrand, s'en réjouissent parce que sans cela ils n'auraient pas été élus. Si l'on avait respecté la philosophie et la morale de l'institution, les socialistes seraient restés en piste et Marine et Marion auraient été élues présidentes de région. Mais comme vous le dites dans le titre de l'éditorial de RIVAROL du 17 décembre, « la République gouverne mal mais se défend bien ». Quand on assiste, lors de la campagne électorale, à la déclaration aberrante d'un Premier ministre qui dit, alors que nous sommes théoriquement en guerre contre Daech, que l'ennemi numéro un c'est le Front national, on est atterré ! Un FN qui fait près de sept millions de voix mais pour le pouvoir ce ne sont que des voix égarées, des mécréants qui ne méritent pas d'être représentés. La preuve c'est que la classe politique s'est réjouie de voir qu'enfin on en ait été débarrassé. Hélas pour elle peut-être pour un temps très court !

J'ai fait un pronostic. J'ai prédit avant l'élection que dans l'hypothèse où Marine et Marion seraient battues par une manœuvre de ce genre, ce pourrait être une assurance pour Marine Le Pen, à condition toutefois qu'elle refasse auparavant l'unité du camp national, d'être élue présidente de la République. Parce que l'opinion éprouvera un haut-le-cœur devant une manœuvre de ce style. Ou alors c'est qu'il n'y a plus de peuple, qu'il n'y a plus rien. Si nous ne sommes plus un organisme vivant, il n'y a plus rien à faire !

Je pense que la victoire nationale aux élections de 2017 ne peut être obtenue d'abord que par une unité reconstituée du mouvement et par une amnistie générale des décisions de la commission des conflits. Viendront ceux qui voudront. Il y a des gens qui ne souhaitent pas revenir. Mais tous ceux qui voudront participer à la bataille de France devraient être acceptés. C'est la colonne vertébrale de l'action. Et puis j'insiste sur la volonté d'associer à la grande bataille décisive, qui est peut-être notre dernière chance, toutes les forces nationales périphériques, y compris celles qui ne participent pas directement à l'action électorale : des journaux, des revues, des courants, des associations.

C'est mon point de vue, et je l'ai maintenu ces derniers temps avec quelque mérite car j'ai fait voter aux deux tours des élections régionales pour tous les candidats du Front national, quels qu'ils soient, malgré ma situation personnelle d'exclu mais toujours président d'honneur du Front national. Je crois que nous devons tous faire quelque sacrifice sur nos points de vue pour ne penser qu'à la nécessaire victoire.

**R. :** Mais croyez-vous vraiment que Marine Le Pen puisse être d'accord avec un tel programme (amnistie générale, unité reconstituée du mouvement et de toute la mouvance nationale sans exclusive) ?

**J.-M.L.P. :** Je fais ce que je dois. Et advenue que pourra. Je prends sur moi, et sur mes sentiments légitimes, pour privilégier l'unité du mouvement national car sans elle il n'y a pas d'espoir de victoire. Nous sommes sur un terrain démocratique, c'est ainsi, nous avons une réalité constitutionnelle, il y a eu des élections et il y en aura à nouveau en 2017 : élections présidentielle et législatives. L'adversaire répète qu'il n'y a aucune chance pour Marine Le Pen. Elle sera battue au deuxième tour, quel que soit le cas de figure, comme on le démontre aujourd'hui. Or cette analyse est fallacieuse. Elle peut très bien gagner et c'est la peur qu'ils ont. Car si elle gagnait la présidentielle, il y aurait une grande chance d'emporter derrière la majorité législative. Est-ce que cela sera suffisant pour arracher ce pays au désastre ? Je l'espère même si je n'en suis pas sûr.

Je considère la politique comme un devoir. J'en ferai donc *usque ad mortem*. Je souhaite agir à l'intérieur du Front, car je crois que c'est ce qui est le plus efficace, ou sinon

j'agirai à l'extérieur, parallèlement. Je ne ferai pas une bataille contre le Front national, mais je ferai quelque chose d'autre, quelque chose d'adjacent. J'ai publié récemment le tweet suivant : « La France et les Français d'abord. Il ne doit pas manquer une voix aux candidats du Front national. Mais l'avenir sera bleu blanc rouge. » Le Rassemblement Bleu Blanc Rouge pourrait être au Front national Le Pendant du Rassemblement Bleu Marine. Mais il peut aussi être une force autonome, indépendante, qui ne s'interdit pas d'ailleurs de négocier avec le FN ou avec toute autre organisation pour créer les conditions d'une victoire nationale en 2017. Car j'estime que c'est probablement la dernière chance. Je crains que l'évolution des différentes composantes de la situation politique ne rende irréversible les effets du torrent migratoire.

Une affiche du FN dit : « Unis, les Français sont invincibles ». Si on appelle à juste titre les Français à l'unité nationale, il faut d'abord réaliser l'unité au sein de son mouvement. C'est du simple bon sens. Marine Le Pen a accepté l'union nationale proposée par François Hollande après les attentats de Daech ayant ensanglanté Paris et son agglomération le 13 novembre dernier, il serait invraisemblable qu'elle la refuse durablement avec le fondateur et président d'honneur du Front national qui est également son père.

La dédiabolisation a consisté à se débarrasser de Le Pen considéré comme emblématique d'un certain ostracisme. A mon sens la révélation du fait que le FN n'était pas aussi uni qu'on pouvait l'espérer a été nuisible. Le procédé lui-même a été condamné par un certain nombre de gens. Cela n'a certes pas empêché la déferlante en faveur du FN, mais cela lui a enlevé, me semble-t-il, de la force. Il faut remédier à cette division en vue des échéances de 2017.

**R. :** Avez-vous eu Marine Le Pen au téléphone ?

**J.-M.L.P. :** Non. Je l'ai eue au premier tour. Je lui ai passé un coup de fil pour la féliciter mais je n'ai pas eu de conversation avec elle. Et je n'ai pas réussi à le joindre le soir du second tour. Je pense prochainement lui écrire une lettre ouverte pour donner mon point de vue sur la situation et expliquer ce qu'il me paraît souhaitable de faire. Je préférerais que l'initiative vienne de l'actuelle direction du Front national, ce serait plus flatteur, je n'ai pas d'amour-propre d'auteur, je ne tiens pas du tout à apparaître comme le *deus ex machina* du grand rassemblement national. Mais la période de Noël, où nous accueillons le Prince de la Paix, est particulièrement propice pour une large réconciliation nationale. Je l'appelle de mes vœux.

Car je suis préoccupé, c'est le moins que l'on puisse dire, de l'évolution des phénomènes en France. Et je crains que nous n'agissions trop tard. Je rappelle que la première affiche du Front national il y a 43 ans avait pour slogan : « Avec nous avant qu'il ne soit trop tard ». Cette affiche exprimait déjà le sentiment de l'urgence de la réaction. Quatre décennies se sont écoulées depuis au cours desquelles la France, l'Europe n'ont cessé de décliner à peu près dans tous les domaines. Nous arrivons maintenant très près de ce que humainement on peut considérer comme un point de non-retour. Pour le Ciel il n'est jamais trop tard tant que nous avons un souffle de vie. Mais, à vue humaine, il y a ici-bas des événements qui sont plus qu'inquiétants.

J'ai déjà demandé que soit réunie la seule instance démocratique du Front national avec sa présidente, le comité central qui n'a jamais été réuni. Il comprend 120 membres, dont 20 cooptés. Il faudrait que Marine accepte qu'en fassent partie tous ceux qui ont été élus au congrès de Lyon en 2014 car un certain nombre d'entre eux ont été écartés depuis par la commission des conflits. Dans sa formation issue du dernier congrès ce comité central devrait pouvoir exprimer une opinion. J'ai été exclu par quatre membres du bureau exécutif. Est-ce que cela correspond à la volonté du bureau politique ? Jusqu'aux élections régionales il était inhibé par cette consultation. Maintenant que les jeux sont faits, les gens ont reconquis leur liberté et peut-être pourraient-ils s'exprimer. Marine Le Pen pourrait être encouragée par

l'expression de la volonté des dirigeants du FN d'aboutir à une victoire.

Si par maladresse je n'étais pas réintégré au FN, Marine Le Pen n'a aucune chance de gagner. Parce que mon influence affective reste forte dans le mouvement, et surtout dans l'appareil militant, celui qui structure le mouvement et dont l'enthousiasme, ou au contraire le découragement, peut changer complètement la donne. Pour gagner il va falloir un effort coordonné, joyeux et conquérant. Pour cela il faut oublier ce qui nous sépare et ne penser qu'à la défaite des ennemis et à la victoire de nos idées, à ce sursaut français qui a illustré notre histoire au cours des siècles.

Il n'y a pas de bataille qui soit gagnée ou perdue d'avance. Napoléon aurait pu perdre à Austerlitz, il aurait pu gagner à Waterloo. Cela a tenu à un certain nombre d'impondérables, peut-être à une certaine fatalité. Cela dit il y a des conditions élémentaires qui doivent être remplies. Si elles ne le sont pas, il n'y a pas de chance de succès. Si on ne tire pas la conclusion que l'unité est indispensable à la victoire, alors il n'est même pas sûr que Marine sera au deuxième tour, surtout si la gauche et la droite présentent chacune un seul candidat de leur camp au premier tour de la présidentielle.

**R. :** Robert Ménard dans un entretien à *Valeurs actuelles* le 17 décembre et Gilbert Collard à la télévision ont souhaité que le FN change de nom en 2016. Le maire de Béziers a même proposé la tenue d'un grand congrès fondateur avant la présidentielle de 2017 qui enterrerait définitivement le FN et ouvrirait à un vaste rassemblement d'une droite patriote et souverainiste. Collard a indiqué au *Parisien* : « Il faut enlever aux socialistes et aux Républicains toutes les armes qui leur permettent de nous faire passer pour des fachos. » Florian Philippot s'est montré lui aussi favorable à la démarche : « Est-ce qu'on est capable d'abattre les clichés de la même étiquette ? C'est un débat que l'on doit avoir. » Marine Le Pen sur *Europe 1* et dans *Le Parisien* du 19 décembre a indiqué, quant à elle, que « la question du changement de nom du FN sera abordé, parmi d'autres sujets, lors de notre séminaire de début d'année. On avait déjà évoqué l'idée en 2014, mais à l'époque Le Pen avait dit : "Moi vivant, cela ne se fera jamais". Le Front national, ajoute Marine Le Pen, c'est un nom qui a une forte histoire. Il représente une limite dans la tête de certains électeurs, car il est toujours diabolisé. » Il semble donc que le changement de nom du FN est sérieusement envisagé par la direction du FN. Que pensez-vous de ce débat ?

**J.-M.L.P. :** Les deux personnes qui s'avancent pour demander de changer le nom du Front national n'en font pas partie mais lui doivent leur siège, aussi bien M. Ménard à Béziers que M. Collard dans le Gard. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils n'ont vraiment pas la reconnaissance du ventre. Que des gens extérieurs au FN souhaitent le changement de nom du FN est aussi saugrenu que si je demandais que le Parti communiste change de sigle ! L'initiative de Collard et de Ménard est une façon de faire parler d'eux. Est-ce que le Cognac-Martel va changer de nom pour s'appeler le cognac Collard ? Ou est-ce que le champagne Moët&Chandon va changer de nom, et devenir Collard&Ménard ? Il faut 20 ou 30 ans pour créer une marque et celle-ci me semble avoir connu un certain succès. En général c'est après une lourde défaite que les gens changent de nom dans l'entreprise ou dans la politique. Il n'y a aucune raison de changer le nom du FN qui est un nom glorieux dans la bataille politique. Ce serait une sottise de communication. Que cela corresponde dans l'esprit d'un certain nombre de gens à la volonté de détruire le FN, ce n'est pas impossible. Il faut que les gens qui soutiennent ces propositions aient fait la démonstration qu'ils aient été capables de faire aussi bien. Or ce n'est ni le cas de M. Collard ni celui de M. Ménard qui sont élus grâce aux voix du FN et qui, s'ils s'étaient présentés sous leur propre couleur, auraient fait tchoufa comme on disait en Algérie.

Tout cela est non seulement ridicule mais un tel changement serait criminel. Ce serait faire fi des efforts qui ont été dé-

# Front national serait criminel”

ployés pendant 45 ans par les militants du Front national, des souffrances qui ont été subies, ce serait une insulte aux militants et adhérents qui ont perdu leur santé, leur vie, dans cette bataille et qui sont fiers du Front national, un FN qui n’a jamais été aussi fort qu’il l’est aujourd’hui sous son drapeau. Il n’y a que les maisons en faillite qui changent de nom. Si certains le prônaient ouvertement à l’intérieur du FN, ils se révéleraient comme d’authentiques traîtres. Ce ne serait pas se tirer une balle dans le pied mais carrément une balle dans la tête ! Mais il est vrai que quand on voit que c’est un haut fonctionnaire qui s’occupe de la com !

Plus qu’une faute, ce serait un crime. Dans ce cas que deviendrait-on ? Un parti collardo-ménaresque ? Un parti marinoïde ? Un Front mariniste ? L’idée est grotesque et suicidaire. C’est beaucoup de temps perdu alors qu’il faudrait se consacrer à renforcer l’unité du mouvement et le dynamisme du courant national populaire.

En tout cas, si l’on veut lancer un débat sur ce sujet, il faut y associer Jean-Marie Le Pen et ses amis. Sinon ce n’est pas un vrai débat, c’est un monologue. Pour qu’il y ait débat, il faut que les gens qui ont participé à la création de ce mouvement, à son développement, à son maintien, à sa pérennité puissent faire connaître leur point de vue sur la question. Mais alors il faut organiser un congrès physique, pas un congrès postal !

Enfin, une chose est sûre, si la direction du FN abandonne le nom, je le récupérerai. J’ai un certain droit d’antériorité. Car j’ai non seulement fondé le Front national en 1972 mais j’ai créé en 1957 un Front national des combattants (dissous en 1958), puis un Front national combattant (créé en 1958, dissous en 1960) puis un Front national pour l’Algérie française (créé en 1960, dissous en 1961).

**R. : Que pensez-vous de la théorie du plafond de verre pour le FN ?**

**J.-M.L.P. :** Il n’y a pas de plafond de verre. C’est seulement le reflet de l’équilibre actuel des forces politiques. Cet équilibre est sans cesse modifié. L’alliance UMPS peut bien être un jour minoritaire. Le FN n’a cessé de se renforcer au fil de ces années. Il est donc tout à fait légitime d’espérer qu’il obtienne un jour la majorité avec ses propres forces.

**R. : Mais ne faut-il pas des alliés pour gagner ? Or le FN est très isolé...**

**J.-M.L.P. :** Le réflexe de victoire ne peut être qu’un réflexe référendaire, un débordement. Il n’est pas du tout gravé dans le marbre qu’un parti qui n’a pas d’alliés n’obtienne pas la majorité. Ce qui fait la majorité, c’est le vote des électeurs. Or Marine et plus encore Marion ne sont qu’à quelques points de la majorité. L’événement peut jouer un rôle considérable. Il y a toute une partie de l’électorat qui est instable. Un événement spectaculaire peut entraîner le basculement de millions de voix : des attentats, une crise économique et financière majeure, des émeutes, etc. Par conséquent une victoire n’est pas du tout exclue mais elle requiert un certain nombre de convictions objectives, l’unité du mouvement et la renaissance de son esprit gavrochien.

**R. : Pensez-vous que Sarkozy est hors course pour 2017 comme le laissent entendre les gazettes ?**

**J.-M.L.P. :** Il est certain que les Républicains sont dans une situation très difficile et, à l’occasion des primaires, il va y avoir des règlements de compte intérieurs. Je pense tout de même que Sarkozy a les moyens de gagner cette bataille car ses deux principaux concurrents (Juppé et Fillon) ont des têtes de croque-mort qui sont véritablement impayables. L’ancien chef de l’Etat est quand même de loin le meilleur candidat des Républicains. Et il est celui qui n’hésitera pas à tenter de déborder Marine sur sa droite. Juppé est quand même plombé par sa réputation d’homme de gauche. Sarkozy est un bateleur de qualité. C’est le meilleur orateur de masse, il a du charme, ce que n’ont ni Juppé ni Fillon qui ont tous les deux des gueules d’empeigne. Sarkozy, lui, peut faire rêver. C’est un peu Astérix : certes j’ai fait des bêtises mais cette fois-ci j’ai compris, je

ne recommencerai pas. Ce serait une erreur de croire que Sarkozy est fini.

**R. : La gauche se tire beaucoup mieux que prévu de ces régionales. C’est plutôt un motif de satisfaction pour François Hollande...**

**J.-M.L.P. :** Ce qui n’a pas été assez remarqué dans la stratégie du président de la République, c’est d’avoir fait coïncider le deuxième tour des élections avec la clôture de la COP 21, où il était probable qu’il ait un petit regain de popularité avec l’accord unanime sur le climat. Inviter en France les représentants de 195 pays pour dire que l’eau est humide a contribué à remonter sa cote dans les sondages. Il avait manifestement calculé son coup. Il a d’abord établi le calendrier de la COP 21 et puis il a fixé les régionales à la même date, en hiver, alors qu’en règle générale les élections se font



au printemps. Peut-être escomptait-il aussi sur la difficulté d’un certain nombre de gens, notamment des personnes âgées, de se rendre au bureau de vote à la mi-décembre. Manque de chance il fait chaud ! Ce qui n’est pas un événement extraordinaire puisqu’un proverbe dit : « Noël au balcon, Pâques au tison ». Ce n’est donc pas là un effet du réchauffement climatique qui est devenu aujourd’hui un véritable dogme !

**R. : Quels commentaires vous inspire l’arrivée des séparatistes corses à la tête de l’exécutif de l’île de Beauté ?**

**J.-M.L.P. :** Les nationalistes ont bénéficié du système de la liste arrivée en tête. La liste de Talamoni est une liste d’union des autonomistes et des indépendantistes. Mais cette alliance est minoritaire. Les nationalistes corses représentent 35 % des exprimés. La majorité des Corses sont patriotes français et se sont prononcés pour d’autres listes. Par conséquent c’est abuser de leur public que de faire croire que la Corse a voté pour l’indépendance. M. Talamoni a cru devoir se dispenser de parler en français pour son discours se mettant ainsi en contrevention avec la loi. Car la loi française veut que ce soit le français qui soit la langue commune sur le plan administratif et politique.

Mais ce que l’on ne dit pas, et c’est le vrai problème de la Corse, c’est que l’île de Beauté compte 35 % d’immigrés, ce qui est tout à fait considérable.

**R. : Le 8 janvier 2016 le Conseil constitutionnel va rendre sa décision sur la loi Gayssot qu’il peut soit abroger, soit maintenir dans l’actuel arsenal répressif. Etes-vous optimiste sachant que le président du Conseil Jean-Louis Debré nommé par Chirac en 2007 quitte ses fonctions dans deux mois ? La famille Debré n’est cependant pas connue pour être un modèle de bravoure ni pour être une briseuse de barrage...**

**J.-M.L.P. :** Que le Conseil constitutionnel puisse avoir un tel courage paraît inespéré. Qui sait ? Une grâce d’état de son président sur le départ, pourquoi pas ?

**R. : Jean-Pierre Raffarin a proposé un « pacte républicain » avec la gauche pour réduire le chômage. Croyez-vous au succès de cette initiative ?**

**J.-M.L.P. :** Le titre lui-même de « pacte républicain » suffit à assurer l’initiative d’un échec certain. Le pacte républicain ne marche jamais. Et quand il marche, c’est mortel pour ceux qui en ont fait la promotion. Un pacte qui unit le grand patronat avec le parti socialiste, cela ne sert à rien. Il faut créer les conditions d’un retour à la prospérité, à l’initiative. C’est la po-

litique incarnée par le programme historique du Front national, la seule qui soit possible, la seule surtout qui soit alternative du programme du PS et des Républicains qui est à des nuances près le même.

**R. : En matière d’exportation de son agriculture et de l’agroalimentaire la France est passée en dix ans de la seconde à la cinquième place. Quelle en est la cause directe et que proposez-vous ?**

**J.-M.L.P. :** La position de l’agriculture française est liée à la situation générale du pays. Tant que le pays sera écrasé d’impôts comme il l’est, et il le sera de plus en plus puisqu’on nous annonce des taxes nouvelles sur l’énergie, nous continuerons à décliner. Je crois que sous Sarkozy et sous Hollande 64 taxes nouvelles ont été créées. Le seul moyen pour cet Etat décadent de survivre, c’est d’essayer de tirer la substance de ce qui reste dans l’économie pour en nourrir cette espèce de monstre bureaucratique qui est à la tête de la France. Avant d’être élu président des Etats-Unis, Reagan avait eu une excellente formule : « *Je souhaite que l’Etat descende de mon dos et sorte les mains de mes poches* ». Nous pensons sur ce point la même chose. Nous avons toujours préconisé : moins d’Etat, mieux d’Etat. Cette ligne doit être conservée ou remise en vigueur par le Front national s’il souhaite recueillir la majorité des suffrages à un moment qui sera décisif pour la France et son avenir, la présidentielle et les législatives de 2017.

**R. : D’après les sondages la majorité des Britanniques serait favorable à la sortie du Royaume-Uni de l’Union européenne sachant qu’un référendum aura lieu sur cette question avant fin 2017. Qu’en pensez-vous ?**

**J.-M.L.P. :** Les Britanniques ont été d’abord très réticents pour entrer dans l’Union européenne, ils l’ont fait à leurs conditions. Il leur a été en fait en quelque sorte un chemin de violettes, un traitement différencié. Et ils ont accepté sous toutes réserves. Poussés par leur instinct insulaire et compte tenu de l’échec évident de l’Union européenne, ils souhaitent aujourd’hui s’en dégager, probablement pour se rapprocher de ce qui est plus près de leur cœur et de leurs intérêts, les Etats-Unis.

Contrairement à l’Espagne où il y a eu naguère un référendum du même style, sinon avec la même finalité, il semble qu’il y ait aujourd’hui une majorité britannique pour la rupture avec l’Union européenne.

**R. : Que pensez-vous de l’attitude de la Turquie qui a détruit sciemment un avion russe ?**

**J.-M.L.P. :** La réaction turque a été délibérément agressive. L’avion russe a été quinze secondes seulement dans l’espace aérien turc. On peut même aller jusqu’à dire qu’il était attendu. Les Turcs n’ont pu agir ainsi qu’avec l’assentiment des Américains car le risque est quand même important. Qu’on soit allé solliciter la Turquie de bien vouloir avoir la gentillesse de ne pas laisser partir ses réfugiés en échange d’une promesse de renforcement des modes d’adhésion à l’Union européenne est affligeant. Quelle est l’étendue actuelle du mouvement migratoire s’abattant sur l’Europe et venant de la Turquie ? C’est bien difficile à dire puisque, lorsqu’il ne passe pas à la télé, il n’existe pas.

J’ajoute qu’à mon sens la Turquie ne rendra jamais les îles du Dodécannèse dans lesquelles elle s’est infiltrée sous couleur de migrants. Parce qu’il y a en jeu les terrains offshore de la mer Egée. Les Turcs ont déjà réclamé que la ligne de partage ne s’établisse pas de façon médiane entre les îles du Dodécannèse et le continent turc mais passe par la moitié de la mer Egée. Si la Grèce n’est pas mieux soutenue qu’elle l’a été à Chypre, c’est mal parti !

**R. : L’influence russe pèse-t-elle plus que les autres sur l’échiquier britannique en Syrie ?**

**J.-M.L.P. :** L’arrivée de la Russie dans le jeu de l’Est méditerranéen pèse d’un poids très lourd, surtout après la démonstration qui a été faite de la capacité des Russes à atteindre

des objectifs très précis à partir de la mer Caspienne. C’était là un coup de maître non seulement militaire mais diplomatique.

Rappelons que Bachar el Assad en Syrie — comme Saddam Hussein avant lui en Irak — est un dictateur laïc et non pas islamiste. Il est donc l’ennemi numéro un de l’islamisme. C’est en partie à ce titre que les Russes les soutiennent. Et c’est en partie parce que les Etats-Unis étaient très liés à l’Arabie saoudite pour des raisons pétrolières qu’ils ont pris les positions que l’on sait, même si ce lien s’est atténué au fur et à mesure de la découverte des gaz de schiste aux Etats-Unis et de la reconquête d’une certaine indépendance énergétique qui a relâché les liens de solidarité qui existaient entre ces deux pays. Reste que les seules troupes qui sont sur le terrain actuellement en Syrie face à l’Etat islamique, ce sont celles de Bachar el Assad. S’il n’y avait pas ces troupes, Daech serait déjà très probablement à Damas.

**R. : Des drapeaux de Daech ainsi que des photos de têtes coupées ont été retrouvés sur des migrants réfugiés en Norvège. Toute l’Europe est-elle en danger ?**

**J.-M.L.P. :** Il est évident que l’influence islamiste radicale s’exerce partout, soit sur des populations déjà installées en Europe, soit sur des populations qui entrent avec les vagues migratoires. Ce danger est latent et le crime des gens qui nous ont dirigés, c’est de ne pas avoir perçu depuis quarante ans le risque évident que comportait l’arrivée massive de ces populations étrangères caractérisées par leur option religieuse, parfois très radicale.

**R. : Le 21 décembre la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) indiquait dans un communiqué qu’elle transmettait au Parquet financier votre déclaration patrimoniale, ainsi que celle de Marine le Pen, jugeant « qu’en l’état il existe notamment un doute sérieux quant à l’exhaustivité, l’exactitude et la sincérité de (ces deux) déclarations, du fait de la sous-évaluation manifeste de certains actifs immobiliers détenus en commun par M. Jean-Marie Le Pen et Mme Marine Le Pen et, par ailleurs, de l’omission de biens mobiliers par M. Jean-Marie Le Pen ». Quelle est votre réaction ?**

**J.-M.L.P. :** Cela participe de l’offensive de harcèlement républicain. C’est-à-dire le harcèlement des adversaires du gouvernement et de l’établissement. Quand ils font des perquisitions c’est en votre absence et en pleine période électorale. Quand ils font des inculpations, c’est la veille de Noël. C’est du harcèlement social et psychologique. Cette Haute Autorité n’est pas neutre. Elle est présidée par un militant socialiste Jean-Louis Nadal. On a décidé de déposer dans mes sabbots pour la nuit de Noël un petit colis piégé, j’espère factice !

**R. : Pour conclure quel vœu formez-vous pour la France et pour les rivaroliens ?**

**J.-M.L.P. :** Quel vœu offrir à ma patrie à un moment où elle est plus menacée qu’elle ne l’a jamais été sans toujours qu’elle en prenne conscience ? L’espoir est constitué par la foi que nous avons dans le destin de notre pays. C’est vrai que nous sommes de ceux qui croyons que la France est missionnée et qu’à partir de là elle surmontera toutes les difficultés et tous les périls qui sont nombreux. Il est bien évident que rien ne peut être espéré sans un changement. Mon vœu est que ce changement se mette en place pendant le courant de cette année pour laquelle je souhaite à la patrie française qu’elle se prépare à accueillir un véritable changement, une révolution politique qui n’est pas forcément, contrairement à ce que répète M. Valls, la guerre civile. La révolution, c’est le changement. Ce changement est absolument nécessaire dans la plupart des domaines de l’activité.

RIVAROL est un des éléments de la bataille nationale, un organe intéressant et de qualité même si à certains moments il peut exister des contradictions, des oppositions, des inimitiés. La cause nationale étant supérieure, des gens qui ne partagent pas exactement les mêmes points de vue dans tous les domaines s’unissent comme les autres pour gagner. Je souhaite à tous vos lecteurs une bonne santé et, comme on disait en Bretagne dans mon enfance, la joie, le bonheur, l’amour et le paradis à la fin de vos jours.

Propos recueillis par Jérôme BOURBON et Robert SPIELER.

## Un chancelier au passé trouble

L'ancien chancelier de l'Allemagne de l'Ouest Helmut Schmidt est décédé le 10 novembre à l'âge de 96 ans. Il avait exercé sa fonction de 1974 à 1982. Les nécrologies qui lui ont été consacrées par les médias de divers pays ont été en règle générale louangeuses. Les seules réserves que l'on peut remarquer portent sur sa personnalité, plutôt effacée par certains titres. On note aussi une curieuse erreur au sujet de son parcours sous le Troisième Reich.

En effet, il est signalé son origine juive par son grand-père paternel, et que de ce fait, la famille fut "aryanisée". Il y a là une indication qui ne correspond pas aux pratiques de l'Allemagne nationale-socialiste. La législation de 1935, dite de Nuremberg, définit comme juif tout individu qui a au moins deux grands-parents de religion juive, et ne comporte aucune spécification raciale. Helmut Schmidt n'avait donc pas besoin d'une quelconque "aryanisation". D'ailleurs, sa carrière militaire souligne qu'il ne subit aucune discrimination par suite de son "Ahnentafel", autrement dit sa généalogie. Né en 1918, il avait l'âge de porter les armes en 1939. Les Allemands ayant des membres de leur famille de religion juive pouvaient être mobilisés, mais en règle générale, ne servaient pas dans les unités combattantes, mais dans des services auxiliaires de l'arrière. Et on n'en rencontre aucun avec un grade d'officier. Or, Helmut Schmidt devint vite lieutenant, sans encombre.

Et il ne servit pas n'importe où. Il fut affecté à Berlin, dans les services du ministère en charge de la Luftwaffe, l'arme aérienne allemande. Helmut Schmidt passait ses journées au milieu des chiffres

de production d'avions de combat et de bombardement, de documents de planification de stationnement d'escadrilles, etc. A partir du moment où la capitale du Reich se trouva systématiquement bombardée, il courait des risques qui, sans équivaloir à ceux des militaires sur le front, n'étaient pas inexistantes. Il servait dans une position où tout était du domaine du secret militaire, ce qui intéressait les Etats en conflit avec l'Allemagne.

### UN "COMPORTEMENT CONVENABLE"

A partir des années 1960, une multitude d'ouvrages parurent en Allemagne de l'Ouest, et dans le monde entier, bloc de l'Est y compris, les uns exaltant une organisation d'espionnage soviétique connue sous le nom de l'« Orchestre Rouge », les autres l'étudiant afin de faire ressortir les techniques d'infiltration des services communistes de renseignement. L'Orchestre Rouge fonctionnait dans toute l'Europe, occupée par la Wehrmacht ou non, et la plupart de ses agents n'appartenaient pas aux PC des divers pays concernés. Lorsque le réseau de Berlin fut démantelé, parmi les personnes arrêtées, on découvrit des membres de milieux religieux, aristocratiques, "bourgeois", et même des nationalistes contestataires du national-socialisme. L'éclectisme du recrutement permit aux Soviétiques de profiter d'une quantité énorme d'informations de tous ordres. Ce qui les intéressait le plus touchait aux projets militaires du Reich. En particulier, à Moscou, on n'ignorait rien des documents les plus sensibles du ministère de l'Aviation. Le contre-espionnage allemand



D.R.

## Quand le PC menait le bon combat

Lorsque, pendant des décennies, on a mené un combat intransigeant contre le communisme et ses partisans en France, on a le droit, et même le devoir en ce moment, de reconnaître qu'en certaines occasions, rares il est vrai, le PC agissant dans notre pays s'écarta de sa ligne de trahison et de destruction de notre nation, jouant, ô surprise, un rôle positif. Il y a 35 ans, pas moins, ce fut le cas. Qui n'a rien perdu de son actualité, au contraire. En pleine vague de l'abrutissement pervers et meurtrier du « pas d'amalgame » des libéraux sarkozystes et des sociaux-démocrates à la Hollande (toujours des sociaux-traites, on peut sans hésitation reprendre le qualificatif infamant que leur collait le PC autrefois), il faut ressusciter un sursaut salutaire du secrétaire général du PC de France, Georges Marchais, contre l'invasion migratoire entamée depuis quelques années alors.

A la fin du giscardisme, il y avait des décennies que le PC se vautrait dans l'internationalisme, compris comme un mondialisme avant la lettre. Dès sa naissance officielle en 1920, il avait recherché l'incorporation dans ses rangs des pires éléments de l'immigration en France, individus de diverses provenances haineux contre leur terre d'accueil. Pour cela, le PC avait créé des structures spéciales, dans sa direction et à la base. La CGT, syndicat contrôlé par les communistes en totalité à partir de 1948, en fit autant. Longtemps, cela fut bénéfique à ses deux organisations, leur procurant des troupes de choc en diverses circonstances, et une grande influence internationale, en particulier dans les pays d'origine des recrutés.

Mais, progressivement, après 1956 et le fameux rapport Khrouchtchev contre Staline, le mouvement communiste mondial se fissura, puis partit en morceaux. Des PC étrangers, agissant en France (ainsi l'espagnol et le marocain, entre autres), divergèrent du PCF, et s'opposèrent à ce que leurs adhérents militent avec les troupes de Marchais. En août 1980, celui-ci lança un avertissement clair aux intéressés dans l'*Humanité* : « Parce qu'il y a en effet une seule classe ouvrière en France, il ne peut y avoir qu'un seul PC pour l'aider à mener son combat d'avant-garde. » Traduit du jargon marxiste en bon français, c'était un avertissement clair aux immigrés de ne pas suivre leurs compatriotes politisés dans des formations spécifiques. Cette admonestation fut ignorée, surtout par les originaires d'Afrique, les Européens en revanche, par exemple les Portugais, mieux pris en main, suivirent l'attitude exigée.

### "NON À L'IMPORTATION DE LA MISÈRE"

Il convient de noter que si l'on rencontrait des immigrés adhérents du PC, leur présence dans la direction de ce parti était pratiquement inexistante. De manière inavouée, vu l'internationalisme affiché, la direction communiste les écartait des postes de responsables (Paul Laurent, secrétaire à l'organisation, le père de l'actuel patron du PC, y veillait). Le principe discret en vigueur, c'était qu'un immigré pouvait toujours privilégier son pays d'origine au détriment du PC de France, voire contre l'intérêt national, dans la mesure où le PC soutenait celui-ci. Cette démarche partait de très loin, puisque, sous la plume de Georges Marchais, on pouvait lire dans les *Cahiers du Communisme* (novembre 1965), les lignes suivantes, qui pa-

raissent aujourd'hui incroyables et feraient hurler au racisme :

« ...Le pouvoir gaulliste fait un effort particulier pour accroître le nombre des travailleurs immigrés dans notre pays. Cependant la situation économique en France n'est pas tellement florissante puisque nous comptons actuellement 300 000 travailleurs français à la Recherche d'un emploi...L'introduction massive de travailleurs immigrés ne répond donc pas à des besoins économiques... »

Dès mai 1979, au congrès du PC, un salarié algérien de Renault, Mohammed Moktari, en tant que simple délégué, avait été mandaté pour prendre la parole et déclarer ceci : « ... nous demandons de stopper l'immigration... C'est une question humaine. » (*Cahiers du Communisme*). Et Pierre Agudo, collaborateur permanent du Comité Central du PC, s'exprimait ainsi dans *France Nouvelle* de septembre 1979 : « Pour les communistes, l'immigration n'est pas un phénomène fatal, inéluctable... Pourquoi importer et exporter la misère ? »

Georges Marchais ne se camouflait pas derrière des subordonnés. Il préparait des actions concrètes. Dans l'*Humanité* du 1<sup>er</sup> août 1980, il entrait dans les détails des retombées négatives de l'immigration : « Nous luttons pour le droit à un logement décent et accessible à tous. De ce point de vue, il faut en finir avec la politique discriminatoire du pouvoir qui concentre les travailleurs immigrés et leurs familles dans les seules communes ouvrières... C'est inacceptable pour les travailleurs français alors qu'existe dans notre pays une grave crise du logement, que des centaines de milliers de jeunes couples attendent durant des mois, des années, le droit de bénéficier de conditions d'habitation normales. » Au passage, constatons que, par rapport à 1980, la situation du logement, du fait de l'immigration aussi, a empiré considérablement depuis trente-cinq ans.

La ligne du secrétaire général du PC était partagée par les adhérents et les responsables. Citons les maires communistes, par exemple, d'Aulnay-sous-Bois (93) et de Colombes (92), Pierre Thomas et Dominique Frelaut. Le premier trouvait (juillet 1980) que 70 % de « familles étrangères » aux « 3000 » (un ensemble de sa commune), c'était trop, et l'autre demandait « l'arrêt de l'immigration », ni plus ni moins, dès avril 1979. Par ailleurs, afin de montrer que l'arrivée sans arrêt de nouveaux immigrés posait problème, les édiles communistes les fichaient systématiquement. On vit même le cacique socialiste Gaston Defferre, député-maire de Marseille, s'en indigner publiquement (septembre 1980).

Bien d'autres initiatives furent prises par le PC, jusqu'à la destruction des locaux d'un foyer pour immigrés africains en banlieue parisienne, sur ordre d'un maire PC, affaire très médiatisée alors. Il importe de savoir qu'il ne s'agissait pas d'un geste local. Le florilège et les citations ici évoqués sont parlants. Aujourd'hui, les communistes sont devenus amnésiques à ce sujet. Les maux dénoncés en 1979/1980 existent toujours, au centuple, aggravés de nombreuses excroissances, de nature mortelles. Ah, si l'esprit du Marchais de 1965 pouvait revenir hanter la Place Fabien... Il ne faut quand même pas rêver !

N. T.

s'en doutait, mais il ne parvint pas à identifier la source à l'œuvre dans cet endroit.

Dans des écrits sur l'Orchestre Rouge, section Allemagne, la présence d'Helmut Schmidt au ministère chargé de la Luftwaffe, est signalée, avec diverses allusions équivoques, en particulier sur ses relations avec tel ou tel opposant plus ou moins discret au régime d'Hitler. Cela ne suffit pas pour faire de lui un agent. Sa carrière politique au SPD, Parti socialiste de la RFA, contient néanmoins des démarches curieuses de sa part. Il s'entretenait souvent en privé avec des personnalités tenues pour pro-soviétiques, certaines ayant passé la guerre à Moscou. Il avait d'excellentes relations avec les représentants de l'Allemagne communiste, et une fois chancelier, il fit des concessions majeures à Berlin-Est, officialisant la reconnaissance du ca-

ractère légitime du « Mur de la Honte », mettant les deux Allemagnes pratiquement sur un pied d'égalité, et accroissant l'important soutien économique dont jouissait la "RDA" de la part de la République de Bonn. Cependant, dans la presse américaine au même moment, on ne tarissait pas d'éloges à son sujet. Lorsqu'il quitta ses fonctions de chancelier en 1982, il y eut à cette occasion un article très positif à son sujet, dans la *Neues Deutschland*, l'organe officiel du PC d'Allemagne orientale, avec cette phrase surprenante : « Helmut Schmidt a été de ceux qui ont su se comporter comme il convenait sous l'hitlérisme ». Sans la moindre précision. Et sans que le chancelier en partance ait jamais fait de confidences sur ce point.

Nicolas TANDLER.

## Le cauchemar démographique africain s'enclenche

Un colloque réussi, c'est celui où l'on assiste à une confrontation du type diamant : des facettes multiples, une beauté multipliée. En mai 2015 se tenait à Paris une assemblée de l'Institut de Géopolitique des Populations sur le thème « Afrique : le cauchemar démographique ». Son président, Yves-Marie Laulan, avait réuni autour de lui huit autres intervenants, aussi divers que complémentaires. Les communications présentées à cette occasion sont déjà parues et accessibles, chose remarquable lorsqu'on sait qu'il faut souvent attendre des années pour voir enfin publier les actes de travaux collectifs de haut niveau.

1,2 milliard aujourd'hui, 4,2 milliards à la fin du siècle, soit près de la moitié de la population mondiale. A comparer aux 500 millions d'Européens attendus, soit autant qu'aujourd'hui. Yves-Marie Laulan fixe d'emblée l'intérêt des propos, et le triple enjeu explosif recélé par les chiffres. L'économie africaine permettra-t-elle de faire face à cette démographie ? L'islam du continent ne grossira-t-il pas dans les mêmes proportions, avec ses ferments ravageurs déjà à l'œuvre ? Et quid des flux migratoires vers l'Europe ?

### DÉSIR DE MIGRATION, DÉMOGRAPHIE GALOPANTE, HISTORIQUE D'UNE DÉGÉNÉRESCENCE

Jean-Paul Gourevitch, l'expert bien connu, a cadré les données, riches d'avertissements. Citons-en deux : l'ONU prévoyait jusqu'à 1,2 milliard d'habitants en Afrique pour 2025. En 2015, ce chiffre est déjà dépassé. Le total prédit pour 2100 ne représente qu'une estimation moyenne. Les informations qu'il ajoute indiquent que l'on peut s'attendre à coup sûr au gonflement annoncé, et M. Gourevitch n'avance que des certitudes : diminution de la mortalité, augmentation de la longévité, natalité et fertilité très fortes. Au chapitre des incertitudes, il souligne les aléas des transitions démographiques (fluctuations du nombre des naissances, impact des phénomènes écologiques, conflits internes des Etats africains, montée de l'islamisme radical). Les développements qu'il fournit sur ces sujets donnent beaucoup à penser (par exemple, le fort pourcentage de candidats au départ vers d'autres lieux que les leurs). L'intervenant évoque aussi la diaspora déjà arrivée du Sud en France, avec le « désir de migration » qu'elle génère. Il insiste enfin sur la nécessité de s'informer dans tous les sens.

Bernard Lugan, historien et observateur de l'Afrique aussi courageux que compétent, poursuit en se rattachant à la nécessité d'un dialogue franco-africain. Il va aux sources historiques de la démographie africaine, traite des espaces et des moyens de subsistance du continent, éclaire les mutations récentes, et leur impact bouleversant, se confronte aux dangers des interprétations fausses enseignées partout chez nous. M. Lugan, d'une manière concise et percutante, nous équipe des points d'ancrage nécessaires pour dire la vérité aux Africains, et à nous-mêmes. On sait qu'il donne constamment l'exemple de ce qu'il demande, en dépit d'une persécution vigilante de l'idéologie dominante.

Philippe de Parseval, qui a déjà traité en détail de *La dérive du continent africain*, suit les méandres historiques de plusieurs Etats africains et, à partir de l'accession à l'indépendance de ces pays, constate que leurs peuples ont vu leur situation s'aggraver. Il suggère donc « des remèdes au mal africain ». Il définit une méthode de redressement, tournant le dos à la subventionnisme et met en garde contre de grandes figures douteuses d'Afrique. Il convient de souligner cette rareté, les spécialistes invités n'interprètent pas la même partition, chacun apporte à l'ensemble une touche particulière.

### MALADIES AFRICAINES

Philippe Randa, l'éditeur bien connu, s'attaque pour sa part aux maladies et pandémies de l'Afrique. Les particularités qu'il éclaire, avec des citations d'experts chevronnés (Philippe de Parseval, Bernard Plouvier, André

Prost...), rendent songeur. P. Randa établit une différence entre les « maladies négligées » et les autres, explicite le phénomène Ebola en sortant des sentiers battus, met en cause les organisations humanitaires, y compris les plus connues, telle l'OMS des Nations Unies (« administrations inefficaces »), il s'intéresse aux fonds privés et aux médecins africains, et n'hésite pas à signaler les trafics de médicaments. Son angle d'observation ne se situe pas hors sujet, mais en plein dedans.

Le président de Démographie responsable, Denis Garnier, doit être, lui, au moins autant lu qu'entendu, en raison des précieux graphiques qu'il présente, et sur l'Afrique, et sur l'ensemble de la planète, faisant ressortir les diverses situations et variations. D'emblée, il nous fait comprendre la vigueur de la progression africaine, et la comparaison avec la France donne le vertige. Il aborde des sujets peu popularisés, tels l'« empreinte écologique » et la « biocapacité », qui font éclater la spécificité de l'Afrique, ainsi que la densité corrigée (par les capacités nourricières des terres). Il y ajoute le problème de l'eau douce, et il termine sur le taux de fécondité, avec une conclusion écrasante. Son scepticisme quant à la possibilité de maîtriser la situation africaine ne peut que recueillir l'adhésion.

A Aristide Leucate, du Partenariat Eurafrique, devait revenir la tâche de disséquer l'Islam d'Afrique. Il releva les erreurs d'interprétation des liens entre l'Islam et la France, plaça la réalité islamique d'aujourd'hui en Europe sur le terrain de ses origines « arabo-berbère-africaines ». Il procéda à l'état des lieux du christianisme au moment de l'arrivée des musulmans. Notant que l'islamisation se fit longtemps sans réelle islamisation, il montra que ce phénomène apparut avec la colonisation, qui fit place nette pour lui en détruisant les structures traditionnelles, au nord comme au sud du continent. A partir des années 80 du XX<sup>e</sup> siècle, l'interventionnisme missionnaire des Etats arabes diffusa l'islam systématiquement. M. Leucate en signale les diverses versions propagées, cite le cas du Nigeria, et le rôle social des écoles coraniques. Il évoque la prospective du courant islamique dans le contexte de sa progression impressionnante.

L'agréé et économiste Bernard Moisy décrit la formation propagée par la France en Afrique, son importance et ses résultats, les erreurs des idéologues de métropole, les applications pratiques au terrain des établissements formateurs. Au travers d'anecdotes, il rectifia des vues simplistes sur la mentalité africaine, dégageant l'importance des positions sociales. Il chiffrera des actions concrètes, montrant que les résultats ne sont pas liés nécessairement à l'ampleur de la dépense. Il mit en garde contre un « plan Marshall » dans le contexte d'un continent dépourvu des structures élémentaires pour son succès.

Le général Lamina Cissé traça les grandes lignes du problème sécuritaire actuel. Il en dégagait les aspects globaux impressionnants, du fait du développement urbain, de la nécessité d'agir par la coopération entre Etats, de s'adapter à l'évolution rapide des terroristes, de faire face à la criminalité ordinaire sous ses diverses formes. Sans jamais négliger le principe de souveraineté nationale chez les acteurs africains et le préalable d'une volonté politique ferme chez les acteurs locaux. La note générale de ses propos traduisait un réalisme non dépourvu d'un certain optimisme.

Le président Laulan conclut en rappelant que « la géopolitique ne se gère pas avec des bons sentiments ». Il insista sur le fait que l'objectif du colloque était de se vouloir « un cri d'alarme avant qu'il ne soit trop tard. Or il est déjà bien tard ».

N. T.

Yves-Marie Laulan : *Afrique : le cauchemar démographique*, L'Aencre 23 euros, 133 pages.

# Chronique de la France asservie et... résistante

**B**ONNE chance ! Le porte-avions Charles de Gaulle est parti pour la Syrie. Un dixième des militaires sont de confession musulmane. Et alors ? Et alors, on se souvient de la mutinerie qui eut lieu en 1999 à bord du porte-avion Foch, des marins musulmans s'étant insurgés contre les frappes sur le Kossovo islamiste. Ils avaient même pris des officiers en otage et les commandos durent intervenir pour rétablir l'ordre. Autre exemple émouvant : en 2009 des militaires musulmans refusèrent de partir en Afghanistan combattre leurs frères de religion. C'est une vieille histoire qui ne fait que se répéter. En 1990, Jean-Pierre Chevènement avait reçu un rapport sur les Beurs et le service national qui précisait que « les JFOM (jeunes Français d'origine maghrébine) commettent 3,5 fois plus de désertions, 6 fois plus de refus d'obéissance, 6 fois plus d'outrages à supérieurs et 8 fois plus d'insoumission » (source : Centre d'études sur la sélection du personnel de l'armée de terre).

## MARION MARECHAL-LE PEN, C'EST JEANNE D'ARC !

Sarah Palin, l'ex-gouverneur de l'Alaska, figure conservatrice du Tea Party, qui fut la colistière de John McCain à l'élection présidentielle de 2008, clame son admiration pour Marion Maréchal-Le Pen, déclarant : « J'ai un coup de cœur politique. » Elle précise : « Je ne pouvais voter, parce qu'elle se présentait en France. ». On avait compris, mais il était important qu'elle le précisât. Séduite par sa prise de position contre les subventions au planning familial, elle voit en Marion une femme qui lui rappelle Jeanne d'Arc (ce qui est pour le moins excessif) et déclare avoir été séduite par son discours « antisystème », par sa foi, affirmant voir en elle une « fervente catholique ». Pour Sarah Palin, le discours de la benjamine de l'Assemblée nationale n'est pas un « discours de haine », mais bien un discours « d'amour », « l'amour profond de son pays ». Sarah Palin compare la montée en France de Marine Le Pen, de Marion Maréchal-Le Pen et du Front national à la puissante poussée de Donald Trump aux États-Unis : « Appelez cela la montée des populistes », commente M<sup>me</sup> Palin.



pas un « discours de haine », mais bien un discours « d'amour », « l'amour profond de son pays ». Sarah Palin compare la montée en France de Marine Le Pen, de Marion Maréchal-Le Pen et du Front national à la puissante poussée de Donald Trump aux États-Unis : « Appelez cela la montée des populistes », commente M<sup>me</sup> Palin.

## ESTROSI, UN CLOWN À LA BOTTE DES LOBBYS

Christian Estrosi (Les Républicains), qui a remporté la région Paca face au FN grâce notamment aux voix de gauche, estime, se démarquant de Nicolas Sarkozy, que « plus on va à droite, plus on fait monter le FN ». L'ex-supposé droitiste qui a certes du talent (quand il pilote une moto) n'est pas, sur le plan politique, à une clownerie près. Ce zozo d'envergure avait déjà tenté de remettre, devant les caméras, le dernier livre de tante Simone Veil à Marion Maréchal-Le Pen, cadeau que cette dernière avait fort justement refusé d'accepter. L'individu

que j'évoque (les mots que j'aimerais utiliser tombent sous le coup de la loi, et RIVAROL a suffisamment de procès en cours. Au fait, aidez-nous !) a, avec une puissance de pensée inouïe, précisé « faire une différence entre le Parti socialiste et le Front national, qui est un mouvement sectaire et nau-séabond », alors que des élus PS « m'ont, ici, apporté un soutien sans faille et sans contrepartie ». Sans commentaires !

## QUEL MALHEUR D'AVOIR UN FILS ! (SUITE)

Thomas Fabius, le fils du ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, a été placé en garde à vue pour blanchiment d'argent, faux et escroquerie. Son appartement situé boulevard Saint-Germain à Paris a également été perquisitionné. C'est la première fois que Thomas Fabius est entendu dans cette affaire par les enquêteurs de l'office central de répression de la grande délinquance financière de la direction centrale de la police judiciaire. Les enquêteurs se penchent notamment sur l'achat d'un appartement à Paris pour sept millions d'euros. Une paille. Il est accusé aussi d'avoir rédigé des chèques en bois d'un montant total de plus de 3,5 millions de dollars (3,2 millions d'euros) dans plusieurs casinos de Las Vegas, mi-2012. Résultat : il est visé par un mandat d'arrêt délivré par les États-Unis fin octobre. Il est sorti libre après douze heures d'audition. Un petit coup de fil de son papa y a-t-il contribué ?

## HITLER « N'EN AVAIT PEUT-ÊTRE PAS TUÉ ASSEZ »

Gilles Bourdouloux (ex-UDI) est le député-maire de Cholet. Il s'était un tout petit peu lâché lors d'une altercation avec des « gens du voyage », déclarant qu'« Hitler n'en avait peut-être pas tué assez ». Du coup, il avait été condamné à 3 000 euros d'amende, somme relativement modeste si on la compare aux condamnations que subit RIVAROL pour des propos infiniment plus modérés. Bref, la Cour de cassation a annulé la condamnation de Bourdouloux dans la mesure où, selon elle, le délit d'apologie de crime contre l'Humanité ne peut être constitué que si la volonté de leur auteur de rendre publics ses propos est établie, ce qui n'est pas le cas ici. Heureux homme qui a l'avantage de faire partie, il est vrai, du Système.

## LA RÉPRESSION POLITIQUE EN ALLEMAGNE

Je l'ai souvent exprimé dans ces chroniques. L'Allemagne est sans doute le pays le plus répressif d'Europe à l'encontre du politiquement incorrect. Pire que la France, ce qui n'est pas peu dire. Le journaliste de Die Welt (l'équivalent du Monde) Matthias Matussek avait déclaré, de façon tout à fait inconsidérée, après les attentats du 13 novembre à Paris, que les actes de terreur dans la capitale de la France « vont donner une nouvelle direction au débat sur les frontières ouvertes et le quart de million de jeunes hommes non enregistrés qui

circulent librement en Allemagne ». Il était tout simplement devenu fou, le pauvre homme. La réaction ne tarda pas. Le rédacteur en chef de Die Welt avait immédiatement répondu en « prenant ses distances, au nom de Die Welt, un journal qui défend d'autres valeurs, des valeurs de liberté et d'humanisme. » Il ajouta plus loin « ...pour le reste, nous en discuterons en interne ». La discussion fut des plus rapides. Matthias Matussek a été licencié, ce qui était la moindre des choses, à défaut d'être traduit devant le tribunal de Nuremberg et pendu haut et court.

## LE FILS DU GRAND VIOLONISTE JUIF YEHUDI MENUHI RÉVISIONNISTE !

Incroyable. Gerard Menuhin, le fils de Yehudi Menuhin, le grand violoniste, vient de faire paraître un livre dont le titre est « Sag die Wahrheit, auch wenn sie weh tut » ! (dis la vérité, même si elle fait mal). Il y écrit : « L'holocauste est le plus grand mensonge de l'Histoire », ajoutant : « L'Allemagne n'a aucune responsabilité dans la Seconde Guerre mondiale et Adolf Hitler était le seul homme d'Etat au monde qui aurait pu délivrer le monde de la menace ploutocratique et juive. » Que subirait-on si RIVAROL se permettait d'écrire de telles choses !

## HONTEUSE CONDAMNATION D'ÉRIC ZEMMOUR

L'interview avait été publiée en octobre 2014, dans le journal italien Corriere della Sera (en italien). Zemmour avait déclaré que les musulmans « ont leur code civil, c'est le Coran », qu'ils « vivent entre eux, dans les périphéries » si bien que « les Français ont été obligés de s'en aller ». « Cette situation d'un peuple dans le peuple, des musulmans dans le peuple français, nous conduira au chaos et à la guerre civile ». Le jeudi 17 décembre, Eric Zemmour a été condamné à 3 000 euros d'amende pour provocation à la haine raciale. Il avait, il est vrai, fait fort, déclarant « Je pense que nous nous dirigeons vers le chaos. Cette situation de peuple dans le peuple, des musulmans dans le peuple français, nous conduira au chaos et à la guerre civile » et répondant avec une insolence inouïe au journaliste qui lui posait la sournoise question : « Mais alors, que suggérez-vous de faire : déporter 5 millions de musulmans français ? », il déclara : « Je sais, c'est irréaliste, mais l'histoire est surprenante. Qui aurait dit en 1940 qu'un million de Pieds-Noirs, vingt ans plus tard, seraient partis d'Algérie pour revenir en France ? » En attendant, Philippe de Villiers et Robert Ménard ont lancé une pétition dénonçant cette décision inique de la justice supposée française. Silence radio du côté du FN mariniste... Au fait, que dit Zemmour des résultats des récentes élections ? « La dédédiabolisation a été inutile et vain le parricide. Il ne s'agit même pas de ligne politique. Le social-colbertisme de Philippon, le social-ouvriérisme de Marine ou le libéralisme réac de Marion ont également été balayés ». Et de prôner un grand rassemblement, style RPF. Bof...

## CHRISTINE BOUTIN MARTYRISÉE PAR LA "JUSTICE"

Christine Boutin vient d'être condamnée le vendredi 18 décembre à 5 000 euros d'amende pour « provocation publique à la haine ou à la violence » envers les homosexuels pour avoir dit que « l'homosexualité est une abomination ». Le tribunal correctionnel a été au-delà des réquisitions du procureur, qui avait réclamé à l'audience fin octobre une amende de 3 000 euros à son encontre. Christine Boutin a également été condamnée à verser 2 000 euros de dommages et intérêts à chacune des deux associations, Mousse et Le Refuge, qui s'étaient constituées parties civiles. A ce rythme-là le



(Dessin de Chard)

jour viendra bientôt où l'on ordonnera de brûler la Bible et le catéchisme pour crimes d'"homophobie" ?

## DES MILITAIRES FRANÇAIS TRAITÉS COMME DES CHIENS

C'est tout simplement une ignominie dont personne, à droite ou à gauche n'a parlé ni ne parle. Merci à mon camarade rivarolien, le général A.V., de nous avoir transmis cette lettre d'une épouse de militaire adressée au ministre de la Défense et au Premier Ministre. Voici sa lettre, qui ne demande aucun commentaire :

« Monsieur le Ministre, Je suis une épouse de militaire outrée, outragée de constater le mépris que vous portez à notre armée. Ces hommes et ces femmes sont déployés sur le territoire national afin d'assurer la sécurité des Français et de leurs institutions dans le cadre du plan Vigipirate. Nos soldats sont logés, pour la plus grande majorité, dans des conditions honteuses dans nos villes.

Certains, à Paris, dorment sous des tentes, d'autres sont hébergés dans des bâtiments désaffectés sans rien pour assurer leur confort minimum (hygiène corporelle et vestimentaire). Nos militaires sont obligés de prendre sur leurs deniers personnels pour pallier vos manquements inacceptables.

Je prends pour exemple la situation des hommes que vous avez déployés à Nice. Ils sont 150 militaires logés dans une ancienne maison de retraite délabrée, ils ont 2 douches et aucun lavabo avec miroir pour pouvoir se raser correctement.

Monsieur le Ministre, un gouvernement qui se permet de loger, de nourrir, de distribuer des aides à n'en plus finir à des clandestins aux frais des contribuables et qui ne montre aucun respect, aucun honneur envers nos militaires est un gouvernement que je vomis !

J'en terminerai, Monsieur le Ministre, en vous signifiant que je ne lâcherai rien pour nos militaires, que je suis prête à aller très loin dans mon combat pour nos soldats qui, eux, œuvrent chaque jour, en France ou à l'étranger, pour notre sécurité.

Vous comprendrez, Monsieur le Ministre, que je ne vous salue point. »

## "JUPITER REND FOU CEUX QU'IL VEUT PERDRE"

Konrad Lorentz (1903-1989) avait obtenu en 1973 le prix Nobel de médecine pour ses travaux sur les comportements des animaux. Cet immense spécialiste de l'éthologie vient d'être déchu de son titre de « docteur honoris causa » de l'université de Salzbourg en raison de son passé nazi, a annoncé cette institution jeudi dernier. Pourquoi ? Il se serait singularisé dès les années 1930 par sa volonté de « diffuser l'idéologie nazie ». Il aura fallu à ces tarés 80 ans pour s'en apercevoir. Dans sa demande d'adhésion au parti national-socialiste, formulée moins de quatre mois après l'annexion de l'Autriche au Troisième Reich en 1938, et exhumée par l'université, Lorenz avait notamment souligné avoir mis « toute (sa) vie scientifique [...] au service de la pensée nationale-socialiste ». L'université de Salzbourg réexamine actuellement toutes les distinctions qu'elle a attribuées par le passé, plusieurs récipiendaires étant soupçonnés de compromissions avec le régime hitlérien. Selon l'adage romain, « Jupiter rend fou ceux qu'il veut perdre... »

Robert SPIELER.

## Ecrits de Paris

### AU SOMMAIRE DE DÉCEMBRE 2015

#### DOSSIER ATTENTATS DU 13 NOVEMBRE DANS LA CAPITALE :

François-Xavier ROCHETTE : Le 13 novembre et ses premières conséquences sur l'opinion — Jim REEVES : Quand des journalistes américains osent dénoncer les zones de non-droit européennes — Nicolas BERTRAND : L'instabilité persistante en Afrique occidentale et équatoriale —

Scipion de Salm : Une déclaration révisionniste du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ? — Patrick LAURENT : Afflictions et sciences-fictions.

19 avenue d'Italie 75013 Paris. Prix : 6 € (8,40 € fco).

Abt. un an : 53 €. Chèques à l'ordre d'Editions des Tuileries

Spécimen gratuit sur simple appel au 01-45-86-06-39 ou <contact@rivarol.com>.

Archives numériques en vente à 2 euros sur <http://boutique-rivarol.com/>.

# Yvan BENEDETTI : "Une justice expéditive et politique"

**RIVAROL. :** Vous avez été l'objet la semaine dernière d'une lourde condamnation : 5 000 euros d'amende et 2 500 euros de dommage et intérêts pour injures publiques à l'encontre d'un préfet. Qu'en est-il réellement ?

**Yvan BENEDETTI :** En mars dernier nous publions un article sur le site Jeune-nation.com pour saluer à notre manière la promotion de Jean-François Carenco comme Préfet de Paris. Dans cet article intitulé « *L'antifascisme et l'arbitraire payent dans leur République : Carenco propulsé préfet de Paris, Robin nommé à l'Intérieur* », nous revenons sur les grands axes de la politique de cet individu dans la région lyonnaise, marquée par la répression féroce contre les nationalistes, depuis les interdictions de manifestations jusqu'aux arrestations préventives et arbitraires, pour finir avec les procédures de dissolution contre les deux principaux mouvements nationalistes français dont l'Œuvre française que j'avais l'honneur de présider. Avant son départ, Jean-François Carenco avait déposé une plainte avec constitution de partie civile pour injure publique. Leur justice qui d'ordinaire est plutôt tortue que lièvre — je rappellerai à vos lecteurs que l'affaire Tapie traîne depuis plus de 20 ans — a été plus qu'expéditive à mon encontre. En moins de dix mois l'affaire a été instruite et jugée. En mars l'article était publié, en décembre, je suis condamné. Vous voyez qu'ils peuvent être efficaces ! Et cerise sur le gâteau répressif, eux qui n'ont de cesse de me surveiller et de me convoquer, n'ont pas cru utile de me prévenir du procès dont je faisais l'objet. Heureusement que la presse a relaté les extravagantes réquisitions du parquet, 12 000 euros d'amende, c'est-à-dire tout simplement le maximum possible en la matière, puis mes condamnations. Cela va me permettre de faire opposition au jugement afin d'être rejugé.

**R. :** Sur quels propos portait exactement la plainte ?

**Y. B. :** Nous dénonçons la promotion de Carenco, l'homme des dissolutions promu par Valls en ces termes qui ont donc été

condamnés : « *C'est en novembre 2010 que Jean-François Carenco a été nommé préfet du Rhône et de Rhône-Alpes. En quatre ans, il s'y est illustré par un antifascisme rabique. L'agent officiel de l'anti-France à Lyon s'est particulièrement fait remarquer par sa servile obéissance aux ordres d'Israël via leur laquais Manuel Valls. C'est lui qui, après une bagarre survenue à Paris, ne mettant aucunement en cause les groupes nationalistes, avait lancé les procédures de dissolutions contre l'Œuvre française et les Jeunesses nationalistes (JN). Malgré les rumeurs à son sujet, sa haine de la France et des Français non reniés a conduit le gouvernement de Manuel Valls, dont il fit le zélé serviteur quand l'homme « éternellement lié à Israël » était ministre de l'Intérieur, à nommer Jean-François Carenco préfet de Paris et d'Île-de-France, en remplacement de Jean Daubigny. » Le but était de démontrer qu'il suffit pour un fonctionnaire du système de taper sur les nationalistes pour obtenir automatiquement une promotion. Je vous signale aussi, en ce sens, que M<sup>me</sup> Pascale Leglise, que d'aucun ont surnommée Mme Synagogue, et qui était chargée de mener la procédure de dissolution de l'Œuvre française en tant que directrice du bureau du ministère de l'Intérieur dit « des Libertés Publiques » a reçu comme sucette en récompense la Légion d'Honneur sur demande expresse de Valls ! Et pour enfoncer le clou, comme si la nomination comme préfet hors classe à Paris ne suffisait pas, Carenco vient d'être nommé par Hollande sur rapport du Premier ministre Valls, encore lui, « *délégué interministériel au projet Euro Disney en France* ». Remarquez, lui qui n'a pas brillé pour ses compétences en matière de lutte contre le terrorisme et qui de l'aveu de nombreux maires de la région lyonnaise n'est plus opérant après 4h de l'après-midi, ne sera pas en mauvaise compagnie avec le nain Simplet ou le chien Pluto...*

**R. :** Comme nous ici à RIVAROL vous êtes un abonné des palais de justice...

**Y. B. :** En effet je suis sur le coût d'une dizaine de procès en cours, ou à venir dont celui pour « *maintien ou reconstitution de ligue*

*dissoute* ». Mais je remarque qu'aujourd'hui la répression s'étend et ne s'applique pas qu'aux méchants "racistes" et vilains "révisionnistes" que nous serions vous et moi. Ces derniers jours, cinq procès politiques se sont tenus contre des représentants politiques aussi divers qu'Eric Zemmour, Christine Boutin, Roselyne Bachelot, Marine Le Pen et Gilles Bourdouleix, maire d'une commune de l'Ouest de la France. Tous les poursuivis sont à la droite du Parti Socialiste qui a tendance à décréter ce qui est le Bien et le Mal, ce qu'un Français peut dire, ce qu'un homme public a le droit de dire.

Certains de ces procès sont particulièrement iniques parce qu'ils touchent des personnalités ayant toujours dénoncé les lois liberticides comme vous et moi par exemple. D'autres au contraire se sont engagés dans une voie de normalisation acceptant de se soumettre aux forces ennemies. C'est le cas de Marine Le Pen qui a ainsi expulsé de son parti des centaines de nationalistes et de patriotes "coupables" d'avoir réclamé l'étude libre de l'histoire, dénoncé avec trop de véhémence — selon elle et les journalistes auxquels elle obéit — l'occupation de notre terre, quand ils n'étaient tout simplement pas d'accord avec certains abandons et reniements. Le résultat est le même : les procès s'abattent indifféremment sur un maire excédé par les crimes et délits d'un gang d'étrangers, sur un polémiste dénonçant l'islamisme, sur un chef nationaliste dénonçant un préfet et ses maîtres. Le dernier en date s'est terminé par la condamnation de l'ancienne présidente du Parti chrétien-démocrate. Christine Boutin qui a écopé de 5 000 euros d'amende, plus 4 000 euros à payer aux associations, pour provocation publique à la haine ou à la violence contre les homosexuels, une peine encore plus lourde que les réquisitions. Le "crime" de Christine Boutin, c'est d'avoir qualifié la pédérastie d'"abomination" tout en précisant qu'elle se plaçait dans la tradition chrétienne et que si « *le péché n'est jamais acceptable, le pécheur est toujours pardonné* ». Cela n'a pas empêché les juges rouges de très lourdement condamner l'ancienne ministre.

« *Votre décision aura des conséquences énormes sur la liberté d'expression. Si vous suivez les réquisitions du procureur, alors il faut saisir la Bible !* » avait lancé son avocat. Il serait étonnant que leur République, qui veut

interdire les crèches, mais fait naître l'islam terroriste et soutient les groupes juifs violents comme la LDJ, ne l'envisage pas déjà.

**R. :** Comment nos lecteurs peuvent-ils vous aider ?

**Y. B. :** Bien entendu vous êtes bien placés pour savoir qu'il est interdit de lancer un appel pour financer les condamnations de justice. Et même si l'opposition que je vais déposer annule le résultat du procès, restent les frais de procédure et les autres procès en cours. Néanmoins si nous ne réclamons pas d'argent, nous accueillons bien volontiers les dons réguliers ou ponctuels, pour faire fonctionner Jeune Nation. Nous rappelons à vos lecteurs que le site jeune-nation.com est un journal indépendant et bénévole. Aucun de ses collaborateurs ne gagne d'argent. Nous ne touchons pas plus de fonds de l'Union Européenne, de la CIA ou d'Israël que de l'Iran ou de la Russie. Nous finançons nous-mêmes les frais techniques liés à la gestion du site, comme notre matériel militant et à l'organisation des rassemblements comme le Forum de la Nation qui se déroule chaque année à Lyon. Vos lecteurs peuvent également aider les nationalistes persécutés en finançant le Comité de liaison et d'aide nationaliste (CLAN). Mais il faut tout de même insister sur le fait que si nous parlons de la répression qui nous frappe afin d'informer vos lecteurs, cela ne nous empêche pas d'accentuer le combat. Selon le rapport annuel de Reporter sans frontières (RSF) dans le domaine de la « *liberté de la presse* » (sic) la république de Taubira dont le racisme anti-blanc est le moteur et de Valls, dont le racisme anti-français est l'inspiration, pointe en 38<sup>e</sup> place, derrière des pays comme la Jamaïque, le Costa Rica, la Namibie, le Ghana, l'Uruguay ou le Surinam. Preuve que le délitement du système s'accroît. Ce que nous avons pu constater lors des dernières élections. L'heure de vérité approche et avec elle, l'opportunité de sortir la France et l'Europe du tombeau où les mondialistes rêvent de les ensevelir.

Pour nous soutenir : Jeune-nation.com ou le Clan BP 1030 69201 Lyon Cedex 01.

Propos recueillis par Jérôme BOURBON.

## Espagne : une situation politique incertaine

LES électeurs espagnols, le dimanche 20 décembre, ont renouvelé totalement la chambre des députés. Les citoyens espagnols ont beaucoup voté : le taux de participation est de 74 %. Les résultats sont complexes. La vie politique espagnole est éclatée en quatre principaux partis nationaux. Les partis sécessionnistes, par définition régionaux, ont retrouvé une capacité de nuisance aux Cortès du fait de l'absence de majorité claire de vraie gauche ou de fausse droite. Curieusement, les quatre principaux partis espagnols ont tous crié victoire dimanche soir. Y a-t-il un vainqueur véritable à ces élections ? L'Espagne sera-t-elle gouvernée par une coalition, ou, ingouvernable, se dirigera vers de nouvelles élections législatives en 2016 ?

### QUEL BILAN POUR LE SORTANT RAJOY ?

Si depuis un an, l'économie espagnole a timidement retrouvé le chemin de la croissance, après plusieurs années de terrible dépression (2008-2013), les maux qui menacent son existence demeurent. Ils ont certes commencé avant l'arrivée au pouvoir de Rajoy, sous la majorité socialiste précédente. Lui-même prétend avoir su gérer un bilan socialiste calamiteux et fait, dans la durée, remonter la pente à l'Espagne. Ce point de vue est tout de même fort optimiste. En baisse récente, le chômage demeure massif, à près de 20 %, et la croissance paraît encore fragile. Rajoy a surtout été passif, aux ordres de Bruxelles. Pendant ce temps de terribles scandales ont frappé des élus du PP, tout comme du PSOE d'ailleurs ; les électeurs n'en ont pas forcément beaucoup tenu compte.

Sur le plan de l'unité nationale, la Catalogne est toujours au bord de la sécession ; même si l'épreuve de force décisive, constamment promise par les sécessionnistes catalans, depuis

2014 au moins, a toujours été différée, elle pourrait finir par avoir lieu. Pour l'instant, les sécessionnistes divisés entre centre gauche et extrême gauche peinent à s'entendre entre eux pour former le gouvernement régional à Barcelone. Il reste qu'une sécession de la Catalogne provoquerait probablement aussi celle du Pays Basque, et dynamiserait les sécessionnistes pour l'instant plus faibles en Galice et en Andalousie. Une contamination n'est pas à exclure dans d'autres régions d'Europe, en particulier en Corse, désormais gouvernée par des sécessionnistes.

Pendant ce temps l'immigration-invasion continue en Espagne. Depuis les années 2000, elle n'est plus à dominante latino-américaine, donc en principe chrétienne et hispanophone, même si racialement diverse, mais désormais musulmane, arabe et noire. Même dans ce pays bâti sur des siècles de Reconquête de chevaliers chrétiens face à l'Islam, la réaction populaire est nulle, voire favorable ! Pour la gauche, le catholicisme, la monarchie et les nobles chevaliers-combattants, auraient tué un âge d'or de la civilisation, l'Espagne musulmane. Rien n'est plus faux, mais cette dangereuse illusion domine culturellement, au-delà de la seule gauche idéologique.

Enfin, les promesses électorales du PP de restreindre la législation particulièrement permissive sur l'avortement n'ont absolument pas été tenues. Il ne s'agissait que de restreindre, non d'abolir, la législation tolérant l'avortement. Le tollé a été général dans les médias du Système, dans la gauche culturelle et politique qui a multiplié les manifestations bruyantes. Bien sûr, la fausse droite du PP a fini par reculer complètement. Elle n'est pas davantage revenue jadis sur le "mariage" homosexuel, les lois mémorielles sanctuarisant la vision de gauche de l'Histoire de l'Espagne, le rejet dans tous les domaines du passé catholique de l'Espagne, etc. Le PP, qui

peut paraître plus à droite que les LR, ce qui est tout de même d'une grande facilité, relève parfaitement de la fausse droite, avec un mélange d'absence de convictions fortes et de franche lâcheté.

### UNE DROITE NATIONALISTE TOUJOURS MARGINALE

Quant à l'extrême-droite nationaliste espagnole, elle reste inexistantes quarante ans après la mort de Franco. L'immigration-invasion, de plus en plus doublée d'islamisation, menace l'Espagne ; le chômage reste massif ; les mœurs publiques ou privées s'effondrent. Et les citoyens espagnols restent contents du Système. Aucun regain véritable ne soutient le combat de nos camarades, phalangistes ou d'autres écoles du nationalisme espagnol.

Elle souffre aussi de son éclatement, en plus de 6 formations, dont pour les principales 4 Phalangies et la Démocratie-Nationale/Democracia Nacional. Certaines ne se présentent pas par principe aux élections. D'autres le font, où elles le peuvent, mais restent très marginales régulièrement, à moins de 1 %. Le vote supposé utile en faveur du PP assèche encore tout vivier électoral potentiel. En outre, il y a tout lieu de croire que, dans ses grandes masses, le peuple espagnol est visiblement satisfait de la démocratie libérale, et même de l'europhisme. Les petites minorités nationalistes espagnoles n'en sont que plus méritantes dans leur combat.

Encore premier parti d'Espagne, le PP (centre droit) a obtenu 7 millions de voix, 28 % et 123 sièges. Le deuxième parti reste le PSOE (centre gauche), avec 5,2 millions de voix, 22 % et 90 sièges. Le troisième est Podemos (gauche radicale) avec près de 5 millions de voix, 20 % et 63 sièges, et le quatrième les Citoyens (centre) avec 3,2 millions de voix ou 14 % et 40 sièges.

Le PP demeure dominant dans le Centre de l'Es-

pagne, le Nord-Ouest et le Sud-Est, la Castille, le Léon, la Galice, Valence. Le PSOE reste en tête dans ses zones de force historiques, le Sud et le Sud-Ouest, l'Andalousie et l'Estrémadure. Les régions tentées par le sécessionnisme ont voté différemment, ce qui n'est pas bon signe pour l'unité espagnole, les premiers partis étant Podemos, à l'attachement plus que douteux à l'unité espagnole et promoteur d'autonomies maximales, et les sécessionnistes basques et catalans.

Le PP a fortement reculé par rapport à 2011, avec une perte de 4 millions de voix et 63 sièges. La plus sévère défaite est néanmoins celle du PSOE, qui réalise son plus mauvais score depuis 1976 ; il a clairement été victime d'un glissement d'une grande partie de son électoral vers Podemos ; il a encore perdu 1,8 millions de voix et 20 députés, par rapport au score déjà historiquement faible de 2011. Podemos n'a absolument pas réussi à devenir le premier parti d'Espagne, ni même en sièges celui de la gauche. Enfin, les Citoyens sont loin de devenir le premier parti d'Espagne ou de devancer le PP comme ils le souhaitaient. A ces quatre grands partis s'ajoutent 25 sièges répartis entre divers partis sécessionnistes, basques et catalans, régionalistes comme les Canariens, ou d'extrême-gauche. Ils constituent un réservoir pour coalitions potentielles, penchent plutôt à gauche, mais peuvent permettre un basculement dans un sens ou l'autre.

En effet, la majorité est de 176 sièges. Ni le bloc de droite PP-Citoyens, ni le bloc de gauche PSOE-Podemos, ne l'atteignent, avec 163 sièges pour le premier et 153 pour le second, mais avec davantage de réserves dans les 25 sièges des petits partis. Toutes les combinaisons sont possibles. Mais le plus probable semble à moyen terme l'organisation de nouvelles élections tant le pays semble difficilement gouvernable.

Scipion de SALM.

# Révolution ou continuité ?

IL SERAIT temps de ne plus se lamenter après chaque rendez-vous électoral manqué. La droite dite nationale, les nationalistes dans leur ensemble, se heurteraient, dit-on, à un plafond de verre. En cause, le gréganisme ovin des électeurs auxquels, entre deux tours, il suffirait de faire les gros yeux, de froncer les sourcils pour leur faire réintégrer dare-dare le bercail républicain. Cela fait d'ailleurs fort moult années que cela marche ainsi. On ne le sait que trop : le Front des nationaux constitue en soi une menace potentielle supérieure à toutes les criminalités immédiates, matérielles, dolosives, pourtant en expansion constante et rapide. Ce mal absolu, à savoir la réinjection d'un peu d'ordre et de morale dans un monde qui vire au chaos, serait maintenant bien pire que la guerre terroriste et ses jonchées de corps pantelants. Guerre terroriste que nous, Français, Occidentaux, livrons à la Syrie après l'avoir précédemment conduite en Libye, mais qui à présent se venge et nous saute au visage par un retour de flamme cependant hélas infiniment prévisible.

Bref, au lieu de tourner en rond en répétant et en maugréant « c'est à n'y rien comprendre », il s'agirait de parler de "stratégie". Stratégie politique au sens vrai, la politique étant une continuation de la guerre des factions par des moyens moins brutaux, mais parfois tout aussi expéditifs. Laissons de côté la cuisine politiciarde, un art du charcutage électoral et de l'accommodement à toutes les sauces qui a ses grands chefs étoilés... quoique leur tambouille politicienne nous reste généralement sur l'estomac. Parce qu'en temps ordinaires, ce sont les statisticiens, les gens de sondages, les experts en enquêtes de marché et autres faiseurs d'opinion qui tiennent le haut du pavé. Mais si, histoire de faire place nette, nous jetions tout cela aux poubelles d'un passé révolu ? Certes plus simple à dire qu'à faire, sauf à tout chambouler, à faire tomber des têtes, en un mot à faire la révolution. Ce qui n'est pas vraiment à l'ordre du jour. Réfléchissons, n'existe-il pas d'autres chemins de reconquête ? Que faire en effet pour remettre le train sur ses rails ?

## LES URNES OU L'INSURRECTION ?

Apparemment il n'existe que deux voies pour parvenir à l'exercice du pouvoir. Non par ambition personnelle mais pour le bien commun, est-il besoin de la préciser ? À savoir les urnes et l'insurrection ! La seconde — au moins sous la forme d'un *golpe*, d'un coup d'État — est *a priori* exclue non tant pour des raisons morales que pratiques. Car mis à part quelques fanatiques messianiques — hélas existants et proactifs, embusqués à tous les coins des bois médiatiques et armés d'escopettes à décerveler le quidam inconscient — personne ne songe vraiment au recours à la violence armée ou à la subversion nihiliste pour fracturer la porte d'accès au poste de pilotage.

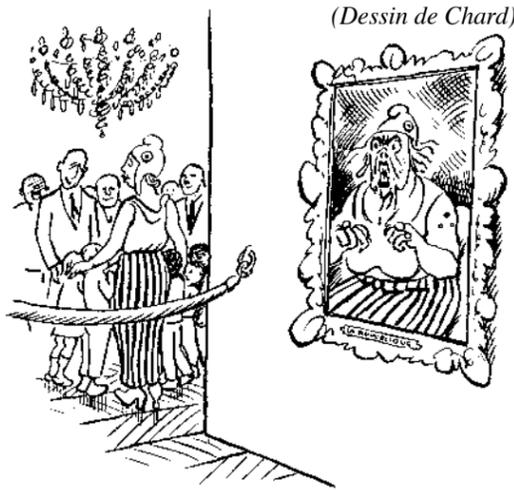
Bien que nous approchions du centenaire de la Révolution bolchévique, en 1917, les techniques de prise du pouvoir auxquelles la

trilogie du Mal — Parvus, Lénine et Trotski — a recouru, sont catégoriquement antinomiques des buts que nous poursuivons. Ces gens visaient à la Révolution universelle — ce que de nos jours le sieur Attali nomme la Gouvernance mondiale — et pour ce faire, la fin justifiait tous les moyens, surtout les plus radicaux, les plus amoraux. Méthodes en comparaison desquelles celles de l'État islamique apparaissent comme d'aimables bluettes. Moyens qui se résumèrent, outre l'arme meurtrière du mensonge, à provoquer la guerre en appelant au pillage de la propriété privée, c'est-à-dire à l'expropriation de la terre et des usines. Première étape aussitôt coiffée par l'instauration de la Terreur, ce que pudiquement d'aucuns désignèrent comme la Dictature du prolétariat, celle en vérité d'une clique d'impitoyables bourreaux<sup>1</sup>.

Cette option, celle de la violence sans limites, nous étant fermée par principe car essentiellement exclusive de notre *weltanschauung* et fondamentalement contraire à une quelconque restauration civilisationnelle, cela ne signifie pas pour autant que seule la voie électorale nous resterait ouverte. À nous de faire preuve d'un peu d'imagination et de trouver un moyen terme, une alternative salvatrice dans la course au pouvoir. Cela au-delà des herbes juridiques établies une fois pour toutes par notre marâtre la République pour canaliser et contenir la supposée volonté populaire maniable et malléable à merci. Parce que ces barrières sont d'abord et avant tout virtuelles, quasi fictives, ne procédant en grande partie que d'un préjugé, c'est-à-dire d'un conformisme grégaire. Dont personne ne cherche non plus à s'émanciper d'une manière ou d'une autre. C'est toute l'erreur de la droite nationale, ces quarante dernières années. Grave erreur, lourde de conséquence puisque le pays n'a cessé de s'enfoncer dans la vasière d'une modernité postindustrielle de plus en plus dissolvante.

## TYRANNIE CONSENSUELLE ET GOULAG MOU

Tous acquiescent et communient de cette façon au sein d'une sorte de goulag intellectuel mou qui incarcère l'exercice du suffrage démocratique — sous couvert d'égalité et d'universalité — dans des règles restrictives aussi étroitement contraignantes que biaisées<sup>2</sup>. Bref, point de salut hors des clous d'une démocratie électorale, avec, il va sans dire, ses règles et ses mécanismes vicieux qui établissent des monopoles de fait, des rentes de situation et des primes au sortant pour ceux qui se sont une fois pour toutes installés aux Affaires. Ici il conviendrait de rappeler que les actuels occupants du pouvoir sont les héritiers directs, ou mimétiques<sup>3</sup>, des troubles sanglants à caractère



révolutionnaire qui ont suivi en France l'Invasion alliée de juin 1944.

Référence faite à la Libération et à l'épuration qui l'a accompagnée : 40 000 morts — peut-être le double voire le triple — ce qui est loin d'être une bagatelle. Mais un massacre, une Saint-Barthélemy, qui visait à éliminer les cadres dirigeants d'une nation appartenant au camp des vaincus, ainsi qu'une partie non négligeable de ses élites<sup>4</sup>. Une seconde Révolution, culturelle et subversive celle-là, évincera les anciens caciques et prébendiers au profit d'une nouvelle vague déferlante porteuse des "valeurs" libérales-libertaires du chaudron cosmopolite californien. "Valeurs" qui seront très vite identifiées à celles de la République. Celles que nous voyons en ce moment à l'œuvre comme agents virulents de décomposition sociétale.

Comprenons que loin d'être le pur produit d'un choix librement consenti par des foules ballottées par l'agit-prop et les démagogues de tous poils, les pouvoirs en place sont issus d'un coup de force initial, puis se sont re forgés à l'occasion d'une subversion des institutions publiques et médiatiques dès lors noyautées par des idéologues et des sectaires. Les uns animés par la soif du pouvoir, les autres aveuglés par un fanatisme messianique et la foi tragique en la bonté intrinsèque et naturelle du genre humain... spécialement du *lumpenprolétariat*, endogène ou importé, la canaille fer de lance et cheville ouvrière de toutes les révolutions.

## À L'ARRIÈRE-PLAN DES POUVOIRS EN PLACE LE COUP DE FORCE

Maintenant si l'on comprend enfin qu'en paraphrasant et en inversant la proposition de Clausewitz, « la politique c'est la guerre poursuivie par d'autres moyens » (ce qui néanmoins n'exclut pas nécessairement de jouer le jeu truqué de la démocratie électorale), il s'agit, après avoir tracé la carte notamment idéologique et individuelle du territoire ennemi, d'engager non plus un simple combat politique, mais une véritable guerre politique. Guerre dans laquelle il faudra *in fine* refuser certaines règles qui nous sont imposées mais dont l'adversaire use à volonté tout en nous déniait le droit d'y recourir. Ainsi l'attaque *ad hominem*<sup>5</sup> qui serait aux mains de certains l'abomination de l'abomination mais qui devient licite lorsqu'il s'agit de démolir l'un(e) ou l'autre appartenant au camp de la Bête immonde.

Rappelons bêtement aux niais qui postulent à une noblesse sans tache, que les idées qu'ils prétendent combattre sont portées par des hommes et que pour dévisser les idées il faut commencer par les individus qui s'en font les vecteurs. C'est le b-a-ba du b-a-ba, mais l'on trouve encore de soi-disant opposants qui prétendent ne jamais vouloir adopter les méthodes ennemies. Voilà pourquoi votre fille est muette et que nous nous condamnons à perdre toutes les guerres ! À commencer par la guerre politique puisque c'est de cela qu'il s'agit et rien que de cela... ceci dit pour ceux qui n'ont pas encore aperçu qu'une caste étrangère à la Nation — ce qui inclut également le concept de Nation — lui livre une inexorable guerre d'éradication sans pitié ni répit. Ce n'est pas en vain que certains parlent de populicide et de Grand remplacement. Les gens qui nous dirigent

nous font effectivement la guerre. Insistons, la guerre sur deux fronts, intérieur et extérieur. À nous de prendre par conséquent la mesure des enjeux et d'en relever les défis.

## DOIT-ON RESPECTER DES RÈGLES QUI NOUS TUENT ?

Alors aux "Républicains" respectueux de la lettre des lois, qui veulent « le changement dans la continuité », et qui surtout ne veulent ne rien bousculer, nous ne pouvons que conseiller de chausser leurs lunettes et leurs charentaises car la politique n'attendra pas après eux. À nous de considérer et de comprendre que nous devons nous acheminer vers de nouvelles formes — non violentes *a priori* — de prise du pouvoir. Sans que l'exercice de ce pouvoir soit absolument nécessairement coercitif, mais conduit avec une lucidité et une fermeté suffisantes pour rompre avec un passé immédiat mettant en péril imminent la survie même de la Communauté nationale.

Ce pourquoi, à contresens des guerres partisans, il est urgentissime de réconcilier les Français dans la défense de leur héritage, de leur terre et de leurs racines parce qu'il n'est finalement pas du tout certain que ce fameux « plafond de verre » saute le moment venu. Quand la France ne pourra plus payer ses dettes, ni ses pédagos, ses chômeurs, ses retraités, outre ses malades, ses fonctionnaires, ses immigrés et ses parasites en tous genres. La France s'écroulera alors peut-être mais le système perdurera parce qu'entretemps le Congrès réuni à Versailles aura manœuvré, statué et voté avec suffisamment d'habileté rhétorique pour instaurer une dictature hexagonale aux petits oignons. Démocrature qui incarnera évidemment, à plein, toutes les Valeurs frelatées de la République et relèguera le reliquat des indigènes dans quelques bantoustan de Haute ou de Basse Normandie. C'est en cours. Déjà des gares de triage juridique sont édifiées pour barrer le passage vers les élections présidentielles aux petits candidats au prétexte d'équité ! Notion qui s'est substituée depuis peu à celle d'Égalité devant la loi. On voit comment fonctionne la machine aux États-Unis. Ici l'on s'embarrassera d'encore moins de scrupules et de faux-semblants. Bonjour à la Dictature démocratique du XXI<sup>e</sup> siècle, sociale-libérale, messianique et plurielle...

Léon CAMUS.

1. On lira avec un intérêt très soutenu la biographie romancée de Lénine par l'ingénieur polonais Ferdynand Ossendowski, [1876/1945]. 1932 Paris, Albin Michel.

2. *Quid* en effet de la proportionnelle intégrale ou d'une authentique votation d'initiative populaire ? On sait que la démocratie directe est la bête noire de nos gouvernants dont la vocation première est de confisquer le vote de leurs mandants au seul profit de leurs choix idéologiques, de leurs ambitions et de leurs intérêts personnels ou collectifs.

3. On comprendra ce terme de "mimétique" si l'on pense à ceux qui se réclament par exemple aujourd'hui du gaullisme et qui sont en fait des trotskistes recombinaés freudo-marxistes grand teint issus, à partir de la fin des années soixante, de la Révolution culturelle mondiale.

4. En novembre 1944, le ministre de l'Intérieur Adrien Tixier produit le chiffre de cent mille victimes. Quelques noms parmi les plus connus : Louis Renault assassiné à Fresnes par la CGT, l'amiral Charles Platon, les écrivains Paul Chack, Robert Brasillach, les journalistes Georges Suarez, Albert Lejeune, le sculpteur Aristide Maillol dont Wikipédia nous dit « qu'il meurt en 1944 des suites d'un accident de voiture, près de son village natal »... sans autre date ni précision. Mais si l'on va sur le forum de discussion dudit site l'on y découvre avec consternation « qu'Aristide Maillol n'est pas mort dans un accident de voiture comme voudrait le faire croire la version officielle. Considéré comme un collaborateur parce qu'ami du sculpteur Arno Brecker, Maillol est embarqué dans une Citroën de sbires du PCF. On l'entraîne dans la forêt de Fontainebleau où l'on fait tomber un arbre sur la voiture (témoignage du peintre Ray Thallier). Vingt ans plus tard il aura droit à des funérailles nationales qui passent sous silence le crime du PCF, lequel parti aura régenté un demi-siècle durant le milieu intellectuel français ». Ce simple exemple montre comment l'histoire à l'usage des jeunes générations est réécrite et maquillée pour héroïser les assassins dont les héritiers *tristent* aujourd'hui tous les juteux pouvoirs, jouissant sans vergogne ni retenue de mirifiques prébendes publiques à tous les étages de la maison publique qualifiée d'État.

5. Distinguons l'insulte et la diffamation « *ad personam* » des attaques « *ad hominem* », ces dernières ne s'adressant qu'à un individu, eu égard à son statut, ses actions éventuellement délictueuses, ses engagements, ses déclarations mensongères, etc. dans le but de mettre en évidence les contradictions existant entre son ethos, ses mœurs par rapport à ses pratiques sociales et politiques.

## ABONNEMENTS SPÉCIAL NOËL

Pour nous aider, face aux difficultés de tous ordres qui nous sont faites (dont la lourde condamnation à plus de 10 000 euros prononcée par la cour d'appel de Paris le 19 novembre) et pour soutenir l'hebdomadaire le plus ancien de la résistance sans concession au mondialisme sous toutes ses formes, pourquoi ne pas (vous) offrir un abonnement à prix réduit à RIVAROL ?

**100 EUROS POUR UN AN (au lieu de 114).**

**140 EUROS (au lieu de 167) pour un abonnement d'un an à RIVAROL et à *Écrits de Paris*.**

Offre valable du 19 NOVEMBRE 2015 au 31 JANVIER 2016 pour la France métropolitaine

et réservée aux lecteurs n'ayant JAMAIS ÉTÉ ABONNÉS à RIVAROL.

Les abonnements, on ne le dira jamais assez, sont la première et principale ressource du journal. S'abonner, ou abonner de la famille, des amis, des connaissances, des relations de travail, c'est contribuer au développement et à la pérennité du doyen et du plus radical des journaux du mouvement national en France.

Chèques à l'ordre des Editions des Tuileries,  
19 avenue d'Italie, 75013 Paris.

On peut aussi payer par Paypal ces abonnements de Noël sur notre site Internet <[www.boutique-rivarol.com](http://www.boutique-rivarol.com)>.

# Daech, Front national et “repli identitaire”

## Une retranscription verbatim qui explose les mensonges de Bourdin

**B**OURDIN est capable d'une expression calme, sereine, flegmatique, impartiale, détachée des écumes partisans. Le lendemain de son entrevue avec Keppel, il se présentait ainsi sur son antenne. Seul, évidemment. Lorsqu'il est face à son micro et qu'il peut insulter souvoisement sans risque d'être contesté : « *Je voudrais, susurre-t-il, encore répondre tranquillement et calmement aux excès des dirigeants du Front National... voilà le tweet de Louis Aliot : "Si pour JJ Bourdin, le FN c'est comme Daech, alors rien ne m'interdit de comparer Bourdin à Goebbels". Où est la limite ? Vous voyez où on en est. Vous voyez le niveau de ces responsables politiques ?* ». Et pour montrer quels calomnieux sont ses adversaires il va lire ce qu'il a dit à Keppel, la veille, à l'antenne, en présentation du livre de ce dernier : « *Le livre fait la genèse du Djihad français et pose de nombreuses questions. L'objectif de Daech est-il de déclencher une guerre civile en France ? Daech joue avec les peurs et veut pousser la société française au repli identitaire. Quel lien entre le succès du Front National au premier tour des régionales et les attentats du 13 novembre... je pose la question, Daech cherche-t-il à organiser un climat d'insécurité en France ? Ne tombe-t-on pas dans le piège ?* ».

C'est donc ce qu'il est supposé avoir dit. Rien de plus, rien de moins et qui lui permet de proclamer, triomphant : « *Voilà, alors vous allez me dire à quel moment j'ai dit que le FN était comme Daech ? Ah, à aucun moment, mais à aucun moment. Et je suis désolé de constater cette réaction hystérique de la part des dirigeants du Front National. Je leur laisse leur réaction et je ne donnerai pas suite à tout cela parce que je trouve cela tellement dérisoire. Il est gênant d'ailleurs de devenir hystérique lorsque nous posons des questions. Et notre rôle est de poser des questions et nous continuerons à les poser que ça plaise aux dirigeants du Front National ou pas.* »

Il ne s'en tiendra cependant pas qu'à cela, ajoutant un petit morceau choisi de tartufferie. Faut-il lui rappeler les colères fielleuses qui le saisirent au cours des années passées, l'incitant plus d'une fois à couper le micro à des auditeurs qui avaient dépassé ses bornes et ses valeurs à lui : « *J'ai trop de respect pour tous les électeurs du Front National, vraiment trop de respect, trop de respect pour entrer dans une polémique qui me paraît parfaitement inutile.* »

### Et maintenant les jérémiades du journaliste Hervé Ghesquière !

Une semaine après le coup de colère de la présidente du FN, c'est l'ancien otage des Talibans Hervé Ghesquière, ami de la famille Foley, qui en remet une louche. Et là on est en pleine pantalonade. Rappelons qu'ayant effectué 547 jours de détention entre 2009 et 2011, il fut accusé par les autorités françaises d'avoir fait courir des rumeurs insensées à ses libérateurs. Contre leur avis s'étant aventuré avec un photographe en zone dangereuse, sans protection et dans l'ignorance absolue des conditions. 9 soldats furent tués au cours des diverses opérations de secours. Lesquelles auraient coûté 20 millions de dollars et 17 chefs talibans échangés. L'Etat sarkozyste nia toujours avoir payé une rançon mais le président de la république parla « *d'imprudences vraiment coupables* ». Claude Guéant s'en prit « *aux journalistes qui font courir beaucoup de rumeurs à nos forces armées* ». Il fut quand même condamné pour avoir traité le colonel porte-parole des forces spéciales en Afghanistan de « *lâche* ». Kouchner annonça « *qu'il leur faudra s'expliquer* ». (Quelles suites ?). Yves Debay, natif du Congo Belge, ancien commando des forces armées rhodésiennes, puis sud-africaines, figure emblématique des correspondants de guerre, créateur du magazine *Raid*, abattu par un tireur embusqué à Alep en 2013, porta sur cette affaire des jugements extrêmement sévères, évoquant « *l'imbécile ambition des héros* ». Soulignant « *leur mélange d'antimilitarisme... additionné d'une recherche malsaine du sensationnel (ayant mené au drame de cette prise d'otage qui a causé mort d'homme* ».

Traitant, dans une tribune du *Monde*, la démarche de Marine Le Pen d'indécence, mélangeant tout et occultant ce qui serait de nature à rendre ridicule son intervention il s'exclame : « *Je suis révolté et écéuré par cette ignominie* ». Osant ajouter : « *Je songe à ma famille qui aurait pu découvrir ma photo sur Internet prise pendant ma captivité. Quel effroi !* ». Que n'y a-t-il pensé avant d'aller crapahuter « *à la recherche malsaine du sensationnel* ». Et en quoi Marine Le Pen serait-elle responsable des photos qui circulent sur le Net ?

Non, décidément, pas lui, pas un tel personnage pour donner des leçons de morale. M. Ghesquière aurait mieux fait de rester dans son coin. Et de se taire. Il a déjà fait suffisamment de mal jusqu'ici...

R. B.

Cette tentative de justification est presque savoureuse tant il est à ce point imprégné de haine pour ce qu'il appelle l'extrême droite qu'il est incapable de déceler son propre fiel. Dans cet extrait qu'il brandit comme une preuve irrécusable de sa probité il ne dit certes nulle part la formule qui l'eût déconsidéré : Daech et FN c'est tout pareil. Mais il avance analogiquement. Il suggère. Petites touches, insinuations, induction. Et quand il interroge : « *Quel lien entre le succès du Front National au premier tour des régionales et les attentats du 13 novembre ?* » s'il ne donne pas de réponse c'est parce qu'il le fera quelques minutes plus tard.

Alors, nouveau verbatim :

Question de Bourdin à Keppel : « *Dans votre livre vous faites le lien entre le djihadisme français et la poussée du Front National.* »

Keppel : « *Oui, effectivement...* ». Mais il hésite, conscient d'être allé au-delà de ce qui est acceptable. Alors il rebrousse un peu chemin « *... Je crois que ce sont deux phénomènes... alors c'est bien sûr pas la même chose, hein... heu... comme on dit en sociologie... congruents... ils se... ils... se ressemblent parce que dans les deux cas on est dans une société dans laquelle il y a une inclusion qui est de plus en plus faible.* »

Ah, pas très facile de se dépêtrer d'un cataplasme hasardeux. Il va donc s'engager dans un débat oiseux sur l'immense déception des jeunes de banlieue auxquels on refuse tout, que l'on prive de tout et qui se révoltent... « *A partir du moment où vous avez le sentiment que ce que vous apprenez ne vous sert absolument rien, d'une certaine façon les valeurs que porte l'école aussi, la laïcité, la nation, la république, elles sont jetées avec l'eau du bain par ceux-là même qui sont marginalisés.* » Mais il sent bien que son raisonnement est bancal. Parce que dans le Nord-Pas de Calais et en Lozère on ne brûle pas de voitures pour un oui pour un non et on ne se torche pas avec le drapeau français. Pourtant on a encore infiniment moins de perspectives, d'aides, de soutien, de passe-droits et de privilèges camouflés en « *discriminations positives* ».

### LEITMOTIV DE LA CAMPAGNE : “FN = DAECH”

Alors il tente de se rattraper : « *Dans le cas de l'extrême droite vous avez un phénomène qui*

*n'est pas complètement différent. Qui touche d'autres personnes mais qui est aussi, et c'est le sens, je crois, de ce vote massif pour le Front National au premier et au deuxième tour des Régionales.* ».

Bourdin : « *Revenons sur Daech. Je vais revenir sur les liens entre Daech et le Front... enfin les liens, pas les liens directs entre Daech et le Front National... mais ce repli identitaire qui finalement est... heu... heu... heu... une communauté de... heu... d'esprit parce que l'idée pour Daech — il lit une feuille — c'est de pousser la société française au repli identitaire* » — (le mot identitaire est depuis longtemps un terme codé qui renvoie soit à l'extrême droite, soit à ceux qui protestent hautement ne pas en être mais qui copient son langage — comme Sarkozy —)

Keppel : « *Oui, à la casser en deux et faire d'un côté une espèce d'enclave où il n'y au-*

*rait que des "musulmans" entre guillemets qui s'identifieraient aux plus radicaux parce qu'ils ont été persécutés et de l'autre des identitaires qui rejettent l'immigration, rejettent l'Islam, etc. qui cassent si vous voulez le tissu social français...* ». L'Islam étant sans doute la trame de ce tissu social français.

Chacun pourra, manquant du plus élémentaire courage de défendre ses opinions lorsqu'elles deviennent gênantes, prétendre qu'il n'aura jamais dit ce dont on l'accuse. Mais à la relecture comment ne pas donner raison à Marine Le Pen lorsqu'elle déclare à France-Info : « *Une fois de plus c'est nous qui sommes victimes et nous nous trouvons dans la position du coupable.* »

D'autant que l'allusion à un lien existant entre Daech et le Front National, qui a émergé dans les derniers jours de la campagne des Régionales au point d'en devenir un des leitmotivs, a été complètement occultée. Que proclame l'UDI Lagarde : « *Le FN favorise la propagande de Daech.* » Et Mourad Boudjellal, président du RC Toulon : « *Voter FN c'est voter Daech* ». Ou François Patriat, président socialiste de la région Bourgogne, qui, le 1<sup>er</sup> décembre, reprend la formule. Et on n'en restera pas là. (Voir ci-dessous les propos de l'ancien otage des Talibans Hervé Ghesquière). N'importe quel imbécile sur n'importe quelle radio se fera important avec le nouveau slogan, sans que nul ne proteste. Une galéjade lancée dans l'air du temps, renvoyée sur les réseaux sociaux et devenue, de ce fait, vérité dogmatique.

### La propagande de Daech sur Radio France

Le 12 décembre dans la rubrique de France Culture « *Le Secret des Sources* », un étonnant échantillon d'agit-prop a été offert aux auditeurs. On doit bien comprendre qu'aucun représentant, porte-parole, intellectuel, militant de la mouvance d'extrême droite ou de la tradition catholique n'a jamais été reçu à cette antenne et s'il est arrivé exceptionnellement que l'on parla d'eux, ce fut dans une dénonciation systématique par leurs adversaires de ce qu'ils disent et de ce qu'ils sont censés penser.

Outre Frédéric Barreyre, était présent un bel aéroplane de techniciens tous contempteur d'El-Assad et, en réalité, admirateurs honteux de Daech.

Hala Kodmani, une Syrienne opposée à la famille El-Assad depuis des décennies avec sa sœur Bassa. L'une dirigeant l'association Souria Houria, pour le renversement de Bachar El Assad, l'autre le Conseil National Syrien qui depuis Paris organise une des résistances armées au gouvernement de Damas. L'une et l'autre étant responsables de l'émergence de Daech. Hala tient la rubrique Syrie à *Libération*, ce qui donne la mesure de l'indépendance des opinions diffusées par ce quotidien sur le Moyen-Orient.

Eric Thompson est un ancien correspondant de RFI à Tunis. Il est l'auteur d'un ouvrage, *Les Français djihadistes*, dans lequel il exalte ces jeunes gens, convertis ou pas, pour lesquels le nouveau graal s'appelle Syrie. Dans une interview surréaliste qu'il aura donnée à la journaliste de France 24, Armelle Charrier, il explique qu'il y a dans son livre un parti pris : « *Donner la parole exclusivement à 18 jeunes djihadistes, à l'exclusion de leurs familles, des services judiciaires, policiers...* ». Ce qu'il définit comme « *objectivité* ». La journaliste, très excitée, enthousiaste, l'interroge : « *Il y a un témoignage qui est fantastique parce qu'il raconte une jeune fille qui est derrière son ordinateur, dans un petit village de France, dans une famille catholique et qui cherche comment se convertir sur Google* ». (sourire extatique de Melle Charrier).

Eric Tompson : « *Clémence, au moment où elle se convertit n'a jamais rencontré un musulman de sa vie. Elle est allée au catéchisme. Elle a eu ses sacrements. Elle est pratiquante (Rien de cela n'est crédible !). Elle a toujours quelque chose qui la gêne dans le catholicisme et un jour, par hasard, elle tombe sur un exemplaire du Coran : elle a une révélation. Ensuite elle poursuit son apprentissage de l'Islam sur Internet en autodidacte... Elle s'éloigne des mosquées et poursuit sur les forums et les réseaux sociaux. Aujourd'hui elle est en Syrie* ». Un véritable conte de fée ! Il

Dès ce jeudi matin 17 sur RMC, dans une chronique insultante au vitriol d'une pimbeche à particule, l'analogie honteuse devenait croisade vertueuse. Il faut s'y arrêter un instant parce M<sup>me</sup> Appoline de Malherbe met fièrement dans sa biographie « *l'entretien mémorable* » qu'elle eut avec Marine Le Pen au cours duquel elle fut en vérité sévèrement corrigée — façon Mélenchon — par la présidente du Front National. Ceux qui n'ont pas vu cette vidéo sur Internet ne comprendront donc pas tout à fait cette hargne, on devrait dire cette haine, qui éclatait à chaque ligne de sa chronique.

Or les raisons qui provoquèrent la réaction brutale du Front National furent évidemment occultées par tous. Valls immédiatement puis Cazeneuve se permettant à leur tour d'insulter grossièrement la présidente du Front National et s'interrogeant hypocritement sur son sang-froid et sa capacité à gouverner.

Il n'est pas inutile de reprendre mot à mot les termes de ce débat parce que, solidarité intermédiaire oblige — qui ne s'exerce évidemment pas pour RIVAROL — les bons confrères ont tous volé au secours du gentil journaliste de BFMTV Jean-Jacques Bourdin. *L'Express* par exemple que ne dérange pas ce gros mensonge que tout le monde peut vérifier : « *Elle l'accuse à tort d'avoir dressé un "parallèle" entre son parti et Daech qui a revendiqué les attentats du 13 novembre* ». Il a fait bien plus que de dresser un simple « *parallèle* ». Il les a comparés l'un à l'autre jusqu'en leur motivation identitaire, en cela parfaitement en accord avec Gilles Keppel, professeur hautement médiatisé qui enseigne notamment à Sciences Po-Paris, membre de l'Institut du Monde Arabe et détenteur d'une chronique hebdomadaire sur France Culture.

René BLANC.

résumera toute cette histoire d'une phrase péremptoire : « *C'est l'Islam qui nous a rendu notre dignité parce que la France nous a humiliés* ». Tout au long de l'émission il reprendra ces thèmes faisant une apologie non déguisée de ces jeunes assoiffés d'identité et de spiritualité... dit-il. Il s'étendra longuement d'ailleurs sur la qualité des opérateurs et des programmeurs des services de propagande de l'Etat islamique.

Puis intervient Eric Biegala, chef du Service Etranger de France Culture qui, inlassablement, discrédite tous ceux qui ont encore un souffle de respect pour les racines européennes, au premier rang desquels la Russie de Poutine. Mais qui passe une partie de ses journées sur les sites de Daech. « *Afin de s'informer* », dit-il. Sauf que cela est le travail des cellules spécialisées, pas des journalistes. Qui alors ne sont que les relais de cette propagande. Chaque fois que l'un d'entre eux répercute un slogan de Daech c'est une victoire pour lui.

Luc Mathieu, enfin, Prix Albert Londres sur la Syrie, est journaliste à *Libération*, qui cadenasse donc ce débat. Tous les Syriens, dit-il, qu'il a fréquentés au cours de ses séjours combattent contre le régime syrien. On n'en sort pas. Sous le prétexte de dénoncer la propagande de Daech nous serons bombardés pendant trois quarts d'heure par une véritable opération de communication de l'Etat islamique. Chacun des participants en est pleinement intoxiqué. On aura droit aux chants patriotiques dont M<sup>me</sup> Kodmani nous fera une relation chaleureuse, aux harangues, aux reportages héroïques. La description de scènes de décapitation. On ne nous épargnera pas les journaux radio que M. Biegala aura enregistrés : « *Chers auditeurs nous vous présentons le bulletin d'information pour le mardi 19 du mois de Safar de l'année 1437 de l'Hégire...* ». On ne manquera pas de nous démontrer à quel point ces gens sont sérieux, professionnels et méthodiques. Mathieu regrettera qu'il n'y ait pas de porte-parole de Daech en Syrie. Auquel les braves journalistes pourraient s'adresser. A ceci près qu'il y a deux agences officielles syriennes opérant à l'intérieur du pays et qui sont systématiquement ignorées parce qu'elles seraient au service du Pouvoir. En revanche depuis le début des troubles ils « *s'informent* » exclusivement auprès d'une officine infiniment plus douteuse, l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme.

Pour le moment c'est Daech qui gagne. Sa voix est relayée sur tous les réseaux médiatiques d'Occident par les armées de kollabos bénévoles qui y sévissent.

R. B.

# itaire” : autopsie d’une manipulation

## Est-elle au-dessus de tout soupçon, finalement, cette famille Foley ?

IL NE FAUT pas être naïf, la réaction brutale de la famille Foley à la suite de la publication de trois photos de victimes de Daech par Marine Le Pen n’est pas innocente. Ces gens sont des militants qui ont récupéré, et ils ne s’en cachent même pas, le destin tragique de leur fils, au profit du combat anti-occidental que les uns et les autres mènent depuis des années. Dans le communiqué furibard qui évidemment a fait le tour du monde, ils le disent même avec une franchise confondante et qui remet à sa place le camaïeu de tartuffes qui a volé à leur secours : « *Nous avons choisi d’illustrer notre tragédie, peut-on lire, pour améliorer le monde autour de nous.* » Ils insistent sur le fait que leur dénonciation du geste de Marine Le Pen entre dans leur stratégie de récupération : « *Nous sommes terriblement contrariés par l’utilisation de Jim pour un avantage politique de Le Pen.* » Pas convaincus ? Eh bien, voici : « *Les actions de Le Pen vont à l’encontre de tout ce pourquoi Jim et la Fondation pour le Legs de James W. Foley se battent.* »

Cette Fondation a pris en quelques mois une importance considérable. Elle organise des dizaines de courses de charité à travers le monde, récupérant de plus en plus d’argent réinvesti dans le développement de l’organisation. Officiellement elle a pour but d’œuvrer pour la libération d’otages américains, et plus particulièrement de journalistes, la mise sur pied de programmes sociaux et culturels en Syrie et ailleurs, la lutte contre le terrorisme. On en voit cependant les limites lorsqu’elle commence par s’en prendre à ceux qui sont les plus déterminés à lutter contre lui. Le site de la Fondation n’hésita pas à reprendre une furieuse diatribe du journal d’extrême gauche britannique *Guardian*, porte-parole du Labour. Pour lequel il existerait un lien de cause à effet entre la réaction de Marine Le Pen et la « cuisante défaite qu’elle a subie dans des élections régionales critiques, échouant dans sa tentative de remporter aucune région. Humiliation personnelle pour elle qui se présentait dans le Nord ».

James Foley, alors qu’il opérait en indépendant dans l’est de la Libye pour *Global Post*, journal en ligne dépendant de CBS, fut arrêté en avril 2011 par les troupes de Kadhafi. Il était clandestin et ne possédait aucun visa, ayant rejoint les salafistes qui combattaient le gouvernement de Tripoli comme quelques mois plus tard ils combattent celui de Damas. Il fut détenu pendant 44 jours puis relâché, ayant été bien traité et nourri, ni frappé, ni torturé. Pourtant il sympathisait avec ceux qui affrontaient Kadhafi alors que celui-ci était attaqué par l’OTAN qui finançait, armait et entraînait ses adversaires. Quelques semaines plus tard Foley était de retour en Libye, parmi les mêmes terroristes assistant même à la capture et à l’assassinat de Kadhafi. Avant d’être journaliste — y compris à France-Presse — il était avant tout un militant des causes anti-occidentales. C’est encore ce qu’il ira faire en Irak : témoigner en faveur des djihadistes et chercher des preuves pour faire condamner Assad. C’est toute l’ironie de son destin que tombé entre les mains de ceux qu’il soutenait ils appliquèrent sur lui leur nouvelle expertise. A moins qu’ils n’aient eu quelques doutes sur sa sincérité envers eux et soupçonné quelque double jeu.

Sur le site de la Fondation Foley, on peut lire une surprenante attaque contre l’armée américaine après qu’elle eut annoncée que « *Jihadi John* » auteur de nombreuses décapitations dont celle de Foley, avait été abattu par un drone le 15 novembre. Les six Blancs qui furent ainsi assassinés par ce djihadiste d’origine irakienne étaient des “humanitaires” ou des journalistes en reportage auprès des terroristes. N’est-il pas choquant que les familles s’en prennent aux autorités alors que ces gens n’ont été victimes que de leur imprudence ? « *C’est une mince consolation, écrivent-ils, d’apprendre que Djihadi John pourrait avoir été tué par le gouvernement américain. Sa mort ne nous ramènera pas Jim. Si seulement un tel effort avait été entrepris pour retrouver Jim et les autres otages qui, par la suite, ont été assassinés par Daech, ils auraient pu être vivants aujourd’hui.* » Ils se consolent donc comme ils peuvent. Utilisent

la mort de leur fils pour assurer la pérennité de leur fondation, laquelle milite également pour l’accession à l’éducation des jeunes défavorisés.

### JAMES FOLEY : HUMANITAIRE OU AGENT DE LA CIA ?

Jim Foley, en effet, commença par militer à *Teach for America*, une ONG d’ultra-gauche qui entend apporter une meilleure éducation aux Noirs et aux immigrés des Etats-Unis. Son slogan : « *Un jour tous les enfants de cette nation bénéficieront d’une excellente éducation.* ». Son financement est assuré par trois mécènes. La famille Walton, une des plus riches du monde, propriétaire des hypermarchés Walmart. Arthur Rock, un milliardaire juif qui a fait fortune dans la Silicon Valley. Et la Fondation Eli Broad, autre milliardaire juif. Selon Forbes, il serait la 65<sup>e</sup> fortune dans le monde, grâce à KB-Home, l’une des plus importantes entreprises de construction de la planète. On peut y ajouter trois donateurs de moindre envergure : John Arnold qui fit fortune dans les fonds spéculatifs (Enron, Amaranthe et Centaurus). La Julian Robertson Foundation, encore un milliardaire qui aura fait fortune dans les placements pourris. Enfin Stephen Mandel, au parcours à peu près identique à celui de Robertson, considéré par Forbes-Israël en 2014 comme ayant été en 2013 parmi les 25 directeurs de fonds spéculatifs ayant gagné le plus

d’argent. Tout ceci ne sentirait-il pas fortement le blanchiment d’argent ?

Outre sa belle empathie pour les groupes arabes portés vers le terrorisme, sous prétexte d’indépendance Foley s’enrôla en Irak en tant que journaliste intégré à des projets de développement, financés et soutenus par l’USAID, considéré par beaucoup comme un sous-marin de la CIA. Cet organisme se décline comme Agence des Etats-Unis pour le Développement International. Directement sous la supervision du Président des Etats-Unis, du Secrétaire d’Etat et du Conseil National de la Sécurité. Officiellement il a pour mission « *d’établir un partenariat afin d’en finir avec l’extrême pauvreté et promouvoir des sociétés résilientes et démocratiques tout en faisant progresser la sécurité et la prospérité des Etats-Unis.* ». Peut-être bien que James Foley n’était pas tout à fait celui que disent sa famille et sa fondation. Faut-il ajouter que son frère était officier dans l’US Air Force en Irak au moment où lui-même était arrêté par des djihadistes, qui sont pour la plupart d’anciens soldats de Saddam Hussein. Se pourrait-il que les communiqués incendiaires du groupe Foley et de tous ceux qui prennent prétexte des tweets de Marine Le Pen pour tenter de désintégrer le Front National dont la menace pour le Système en place est loin d’avoir été écartée, ne seraient pas dénués d’arrière-pensées politiques ?

Ces attaques allant d’ailleurs de pair avec celles

qui redoublent aux Etats-Unis contre Donald Trump. N’est pas passé inaperçu le spectaculaire rétro-pédalage effectué depuis quelques jours par les deux principaux candidats Démocrates, Clinton et Sanders, qui désormais font cause commune. Réservant leur temps d’antenne à des attaques concertées contre... Trump. Se lançant dans une surenchère d’insultes, Sanders le traitant de « *meilleur agent recruteur de Daech* ». Comme s’ils tentaient de l’amener à l’élection en tête, tous les sondages affirmant qu’il serait alors écrasé par l’ancienne première Dame... Comme un copié-collé d’une situation que tous les Français découvrent également.

Jim REEVES.



Nuit et Brouillard : contre la “barbarie nazie” il n’y a pas de honte à diffuser dans les écoles ces images monstrueuses.

## Haine et délation : ce n’est pas nous qui réclamons le retour à la “gégène” !

*Street Press* est une entreprise « *pure player* », c’est-à-dire qu’elle n’exerce d’activité que sur Internet. Son cœur de cible est urbain, entre 20 et 35 ans, campant sur un créneau mondialisé, politiquement correct, bien ancré dans l’extrême gauche anti-nationale. Créé en 2009, il a pour fondateur Patrick Weil, historien et politologue omniprésent sur la scène médiatique française, militant pour le métissage de l’Europe et l’idéologie migratoire menant au Grand Remplacement. *Street Press* collabore étroitement avec BFMTV d’un autre Weill, Alain, celui-là, propriétaire de RMC où officie... monsieur Bourdin ! Au départ ses collaborateurs sont une demi-douzaine. Johann Weisz, ancien journaliste de Radio Shalom. Cecilia Gabizon, actuelle rédactrice en chef du pôle féminin du *Figaro/Madame* qui fait une place de choix à tout ce qui concerne les Juifs et Israël (auteur avec Johann Weisz d’*OPA sur les Juifs de France*). Robin d’Angelo, qui est le co-auteur d’un pamphlet délirant contre Soral, où le conspirationnisme à la sauce gauchiste le dispute à un racisme anti-européen et anti-Blanc sommaire. Le 16 janvier 2015, il avait dénoncé dans une diatribe surexcitée « *le pire de la presse d’extrême droite, spécial Charlie Hebdo* » d’où il ressortait que nous proclamant « *Je ne suis pas Charlie* » nous aurions mérité d’être mis au pilori par les nouveaux censeurs des morales convenues. Cet ouvrage écrit avec Mathieu Molard, *Le Système Soral : enquête sur un facho-Business*, nous transporte encore dans le conspirationnisme respectable qui cible l’extrême droite, telle que la fantasment les officines de l’ultra-gauche. Evidemment Soral n’est « *qu’un boutiquier avide de gloire, qui fait commerce de sa haine.* »

Le même Molard, qui se fait appeler « *Red Chef* », étant rouquin et mesurant 1m90, commettra une autre diatribe intitulée : « *Les 5 pires solutions de l’extrême droite contre le terrorisme.* » Il y dénonce une espèce de paranoïa proliférante, de *Présent à Minute*, et de RIVAROL au site Boulevard Voltaire, débusquant les rottweilers de la pensée d’extrême-droite : celle qui ne réfléchit pas mais grogne et aboie... Nous ne nous intéresserons ici qu’à ce qui nous concerne directement allant de soi que si « *Red Chef* » falsifie ce que nous écrivons dans RIVAROL, il ne doit pas agir différemment ailleurs.

Donc, dit-il, nous préconiserions le recours à « *la bonne vieille gégène* », « *Cet instrument de torture... employé par l’armée française pendant la guerre d’Algérie, serait pour RIVAROL, l’outil parfait pour faire parler par tous les moyens* »

les terroristes que l’Etat a « *sous la main* ». Et il poursuit, en sortant de son contexte la phrase suivante : « *Le technicien qui a le plus efficacement utilisé ces méthodes s’appelaient Aussaresses. La seule façon, certes moralement plus que discutable, de faire se délier les langues c’est la “gégène”.* » Phrases découpées à la convenance du truqueur. Et ce n’est pas par hasard. Ailleurs on lira même que « *RIVAROL propose de réhabiliter la torture.* » Voici le paragraphe concerné dans un article de plus de 9 000 signes qu’il a accommodés en leur faisant dire le contraire de ce qu’ils signifiaient.

### ET QUAND ILS TORTURAIENT LES GENS DE L’OAS ?

« *Faut-il illustrer le propos par l’actualité la plus brûlante : l’équipe impliquée (dans les massacres du 13 novembre) nous disent les gazettes aurait été composée de 14 à 18 personnes. La moitié a donc échappé à la police. Mais il s’agit des cerveaux et des artificiers. Tant qu’ils courent, les cellules n’ont aucune difficulté à se reconstituer. Quand on voit l’hystérie qui s’est emparée de la classe politique et de la caste intello-médiatique, aussitôt déchaînées contre les terroristes et se livrant à une surenchère idéologique et une invraisemblable récupération des événements, on peut penser que, comme ce fut le cas pour les Américains avec Ben Laden, s’emparer de ces gens-là est vital pour nos responsables et leurs factotums médiatiques. De quelles méthodes disposent-ils ? Une seule : faire parler par tous les moyens ceux qu’ils ont sous la main. Le technicien qui a le plus efficacement utilisé ces méthodes s’appelaient Aussaresses. La seule façon de faire se délier les langues c’est la “gégène”. Les paras et la Légion ont parfaitement bien réussi pendant la Bataille d’Alger qu’ils ont pacifiée en quelques mois. Nous voici donc, avec d’autres socialistes, oh certes qui s’en défendent, à l’orée d’une remise en cause radicale des Accords de Genève sur les Lois de la Guerre. C’est ce que Bush a fait il y a près de quinze ans avec Guantanamo, Abu Ghraib et les “prisons itinérantes” dans le monde. Les démocrates crient au scandale. C’est pourtant ce que fait depuis 7 ans Obama qui aura même considérablement renforcé l’arsenal totalitaire et les règles transgressives de la Magna Carta britannique. Mais, insensiblement, dans l’indifférence des chiens de garde droites de l’hommes, les cibles visées deviennent les groupes identitaires, nationalistes et patriotes Blancs.* »

« *Ne nous dit-on pas aujourd’hui que les listes de fichiers “S” en France ne seraient pas de 4.000 noms mais plutôt aux alentours de 20.000 et qu’elles ne concernent pas uniquement des terroristes islamiques potentiels mais qu’on y trouve de plus en plus de gens d’extrême droite.* »

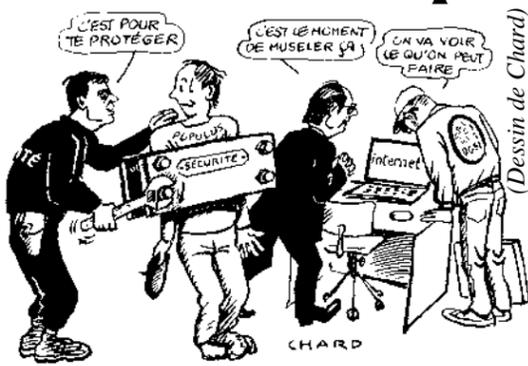
A méditer, sous l’ère Valls... »

Ce n’est donc pas assez qu’il nous faille lutter contre l’Etat minotaure, contre les lois totalitaires à la Gayssot-Fabius, contre des media coréens qui trompent et tronquent toutes les vérités, voici que surgissent les petits auxiliaires de police prompts à mentir, falsifier, déformer à seule fin d’alimenter les rôles des tribunaux d’exception dont nous savons un peu plus ce qu’il en est à RIVAROL que ces rigolos qui jouent aux victimes et aux souffre-douleur dès que trois CRS leur alignent trois claques. Nous savons, nous, que ces limitations des libertés nous frapperont en premier parce que nous sommes les seuls à subir les insultes et les menaces de l’ensemble de la classe intello-médiatique. Et puisqu’il paraît que nous appellerions de nos vœux le retour à la “gégène”, qu’ils sachent que notre mémoire algérienne est toujours vivace. Si la leur ne leur parle que de la Bataille d’Alger, de la torture ciblant le FLN, si la littérature de ce pays regorge de témoignages en ce sens, notre mémoire à nous est celle de l’OAS. Nous ne disons pas Aussaresses, mais nous pensons toujours très fort Debrosse. M<sup>me</sup> Geneviève Salasc, qui vient de décéder, en fut l’une des victimes emblématiques dont le nom n’a jamais écorché les colonnes du *Monde*, du *Nouvel Observateur* ou de l’*Express*. Le boucher qui nous vient à l’esprit s’appelait Katz. Ceux qui tuèrent plusieurs centaines de Pieds-Noirs en quelques semaines et posèrent des centaines de bombes contre des civils, s’appelaient les Barbouzes et ils obéissaient directement au ministre de l’Intérieur, Frey. La caserne des Tagarins et ses gardes mobiles, celle de l’Ecole de Police d’Hussein Dey et ses CRS, la Villa Rajah et quelques autres hauts lieux où s’exerçaient les polices parallèles, font partie d’une Histoire que Molard et les siens ont occulté depuis 55 ans et qu’ils continuent à taire aujourd’hui.

Alors, ce n’est pas nous qui réclamons l’Etat d’urgence, le Patriot Act ou le retour à la “gégène” et nous savons trop bien que dans les années 61 et 62, ceux qui pédaient c’étaient bien ses potes à lui et les grands-pères des lecteurs assidus de *Street-Press*.

R. B.

# La liberté d'expression sur internet en danger



L'HORRIBLE massacre commis au Bataclan le 13 novembre dernier par des islamistes fanatiques aurait-il pu être évité si les services de renseignement s'étaient montrés à la hauteur ? Connu depuis cinq ans des services de police et de justice, le projet d'attentat suicide au Bataclan aurait-il pu pour autant être déjoué ? À ces questions plus ou moins polémiques nul n'apportera jamais de réponse satisfaisante tant le sujet demeure empreint d'émotion et de polémique. Il n'empêche, et c'est une constante, que chaque attentat commis sur le territoire français, quels qu'en soient le lieu et les modalités, semble invariablement fournir un prétexte supplémentaire à une surveillance accrue des citoyens et à une extension des droits alloués aux divers services de renseignement.

Manuel Valls déclarait, le 19 mars dernier, soit un peu plus de six mois avant l'attentat : « *Le problème n'est pas de savoir s'il y aura un attentat de nouveau en France ou en Europe mais de savoir quand et où. À mes concitoyens je veux dire la prégnance de cette menace.* »

Le 29 octobre 2015, soit deux semaines avant la fusillade au Bataclan, le général Vincent Desportes confirmait : « *Il y aura des attentats de masse en France.* » Il manquait à ces certitudes les précisions nécessaires à une efficace prévention. La tuerie commise au nom de l'Islam et de la Syrie aura été une fois de plus l'occasion d'une gigantesque manipulation destinée à lutter contre l'islamophobie et les odieux amalgames, de ceux qui oseraient évoquer un lien entre islamisme et islam ou entre religion mahométane et djihad. Quelle idée saugrenue !

Dans un espace médiatique verrouillé par une grande presse aux importants tirages, relativement sous contrôle, ne bouclant ses fins de mois qu'à coups de subventions étatiques et de publicité, internet représente une liberté inespérée d'échanger et de s'informer, au détriment de la pensée unique. Les milieux dissidents ne cessent de témoigner des bienfaits de ce mode de communication à la portée du plus grand nombre et à moindre coût. Mais pouvait-on sérieusement imaginer que la dictature mondiale qui vient allait éternellement tolérer une dissidence polymorphe, insaisissable, à la portée du premier internaute venu ? Pour la presse papier, réellement indépendante dont RIVAROL incarne le parfait exemple, le pilonnage judiciaire destiné à ruiner des titres souvent impécunieux devrait suffire au Système. Dans les mains du pouvoir, quel qu'il soit, l'arme judiciaire présente le double avantage de démoraleser les présumés contrevenants mais aussi et surtout de les ruiner. Derrière la ruine financière se profile la ruine sociale et lorsque les projecteurs des grands media s'éteignent, il ne reste que des hommes seuls abandonnés de tous ou presque, ruinés et sans emploi. Les exemples ne manquent pas.

Le maniement subtil des aides à la presse permet aussi d'assurer la survie des zéloteurs dociles et d'asphyxier financièrement les esprits libres. Ainsi la ministre de la Culture, Fleur Pellerin, celle qui se vantait naguère de n'ouvrir jamais le moindre livre, a-t-elle décidé de priver d'aide à la presse les journaux ayant eu à répondre en justice d'« *incitation à la haine raciale* ». Ce mauvais coup porté à *Minute*, à *RIVAROL* et à *Valeurs actuelles* (mais qui ne concerne pas *Présent* qui vient de recevoir quelque 250 000 euros du gouvernement) aura surtout valeur d'avertissement pour l'ensemble de la presse et permet de limiter les velléités d'information de leurs confrères sur la submersion migratoire et le grand remplacement en cours.

Pendant ce temps, une manne de plusieurs dizaines de millions d'euros continue à renflouer la presse docile dite de droite comme celle dite de gauche. Qui sait que *l'Humanité* est aujourd'hui le journal le plus subventionné au numéro, au nom du pluralisme ? Le quotidien

officiel de l'idéologie la plus meurtrière de tous les temps, de l'univers concentrationnaire, des camps de la mort, des massacres de masse et de la terreur institutionnalisée se trouve donc en grande partie financé par l'argent public d'un brave peuple dont l'immense majorité rejette l'idéologie.

La République gouverne mal mais se défend bien dit-on. Pour les conformistes de l'anti-conformisme tel Mediapart, un bon redressement fiscal de 4 millions d'euros, tantôt amnistié, tantôt non, devrait suffire à calmer les ardeurs journalistiques du trotskiste Edwy Plenel, par exemple, mais comment en finir avec le foisonnement numérique offrant à tous et à chacun, pour peu qu'il soit muni d'un simple ordinateur et d'une liaison internet, de s'exprimer en toute liberté et loin des sentiers battus de la bien-pensance universelle ? Comment faire taire ces dissidents du clavier et de la souris ?

## L'ÉTAU SE RESSERRE SUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Les gouvernements acquis à l'irrésistible expansion du mondialisme, titre significatif d'un ouvrage publié en 1981 par le regretté Yann Moncomble, misent sur une surveillance généralisée d'internet au détriment des libertés individuelles.

Émoussillé à l'idée de restreindre encore les libertés dans les échanges numériques, le vibrant Premier ministre, Manuel Valls, alla même, suite aux massacres du 13 novembre, jusqu'à évoquer l'interdiction des wifi libres et partagés pendant l'état d'urgence, l'interdiction du réseau d'anonymisation Tor, l'obligation pour les cybercafés et taxiphones de conserver de nombreuses données sur leurs clients, la possibilité d'exiger des éditeurs d'applications de messagerie qu'ils communiquent leurs clés de chiffrement ou qu'ils procèdent à l'installation de *backdoors* (portes dérobées), permettant ainsi aux services de renseignements de pénétrer à tout moment dans n'importe quelle messagerie. Répondant à l'inquiétude des grands acteurs du numérique Valls rétropédala au sujet des wifi libres et d'une interdiction du réseau Tor, sans pour autant se dédire sur les autres résolutions. De plus, il enrôle les fournisseurs d'accès à internet dans sa boulimie répressive leur enjoignant de se pourvoir d'une représentation juridique en France, exigeant d'eux qu'ils retirent les contenus litigieux et aident les services de police à identifier leurs auteurs afin de les traduire en justice. « *La passivité sur internet, c'est fini* » s'est même exclamé notre bouillonnant Premier ministre alors qu'il annonçait un durcissement des sanctions contre les racistes. Oui, parce que l'on aura beau dénombrer un nombre croissant de victimes françaises d'islamistes, l'ennemi numéro un demeure le raciste ou présumé tel, bien entendu.

Ces mesures s'inscrivent, hélas, dans la stricte continuité de la loi relative au renseignement, promulguée le 24 juillet 2015 renforçant de façon significative le cadre juridique national du renseignement en France au prix d'une atteinte sans précédent à la vie privée de nos concitoyens. Ladite loi prévoit, entre autres, l'installation chez les opérateurs internet, de « *boîtes noires* » destinées à détecter les comportements suspects à partir de données de connexion. Autrement dit le fichage d'internautes se connectant à des sites qu'il suffira de lister en fonction des humeurs répressives du gouvernement du moment.

Les mesures évoquées prévoient aussi une libéralisation dans l'utilisation des écoutes, la mise en place de logiciels espions et l'utilisation des redoutables IMSA-catchers, capables d'espionner la téléphonie mobile, d'intercepter les communications mais aussi de pister les déplacements des terminaux (smartphones) et par conséquent de leurs porteurs.

## BIG BROTHER DEVIENT UNE RÉALITÉ

Big Brother est un personnage de fiction du roman *1984* de George Orwell. Par extension, Big Brother est devenue l'expression générique utilisée pour qualifier l'ensemble des institutions et pratiques de surveillance portant atteinte aux libertés individuelles et à la vie privée. La maxime officielle de Big Brother, « *Big Brother is watching you* » (*Big Brother vous regarde*), fait référence à la présence de télé-

crans obligatoires dans chaque foyer capables d'assurer en permanence la surveillance visuelle de tous les citoyens dans leur vie privée et d'écouter l'ensemble de leurs conversations. Mais la science-fiction s'est fait rattraper et même devancer par la technologie et *Big Brother* semble quelque peu dépassé.

La télévision capable de voir et d'entendre ce qui se passe chez son possesseur existe et s'avère déjà parfaitement au point. Des 2012, certains de nos concitoyens, férus de technologie, se sont interrogés sur l'utilisation possible de certaines fonctionnalités dont disposent les télévisions Samsung HD dont, notamment, une caméra connectée en permanence, assortie d'un logiciel de reconnaissance des visages et de micros internes. Ces prouesses technologiques sont bien entendu justifiées, comme à chaque fois que telle polémique se déclenche, par d'incomparables avantages offerts à l'utilisateur : reconnaissance des visages pour adapter les programmes, commandes vocales... Mais que pèsent de tels gadgets face au danger potentiel d'une surveillance permanente ? Grâce à une telle technologie, un pirate informatique un peu doué ou les services de renseignement peuvent ainsi aisément voir et entendre les téléspectateurs chez eux. Pour quelle utilisation ? Sans parler du smartphone, véritable Saint Graal du policier cyber-surveillant et version nomade du fil à la patte qui peut à la fois servir de micro d'ambiance, de traceur permettant de suivre son utilisateur à quelques mètres près et de connaître, minute par minute, l'ensemble de ses activités, déplacements, échanges, contacts, achats, goûts et habitudes. Par ailleurs, qui sait, autre exemple, que la puce de paiement sans contact des cartes de crédit (NFC) qu'il convient d'approcher à quelques centimètres du terminal pour régler ses achats peut en réalité se détecter à plus de quinze mètres ? La surveillance d'internet permet aussi, le cas échéant, de pénétrer les disques durs de n'importe quel utilisateur à son insu, quel que soit le brillant firewall dont celui-ci ait équipé son PC ? Sans parler des réseaux sociaux et notamment le plus couru, Facebook, dont il est établi que la CIA fut l'un des premiers actionnaires dès son lancement. Loin de n'être qu'une simple figure de rhétorique, la fin de la vie privée, thème fort prisé ces derniers temps, s'annonce comme une évidence qui s'imposera sans doute à tous et à très court terme.

## L'EUROPE TOTALITAIRE FOURBIT SES ARMES CONTRE LES PEUPLES

Le musellement des peuples et l'anéantissement des libertés résiduelles dont ils bénéficient encore passe et passera par une fuite en avant technologique sacralisée par une législation régressive au service d'une volonté affirmée de surveillance de masse. Aux actuelles cellules de cyber-surveillance déjà très actives sur la Toile, il est question d'adjoindre une unité nationale de lutte contre les contenus illicites sous les ordres du ministère de l'Intérieur. Les cyber-enquêteurs, officiers de police judiciaire rattachés à la plateforme PHAROS (Plateforme d'Harmonisation, d'Analyse, de Recoupement et d'Orientation des Signalements), auront pour mission essentielle d'obtenir le retrait de contenus litigieux en s'adressant directement aux hébergeurs et fournisseurs d'accès internet (FAI), sans omettre d'identifier leurs auteurs et d'engager des poursuites judiciaires. Mais, impossible de rien comprendre aux menées liberticides des gouvernements européens sans se pencher sur celles des instances européennes commanditaires d'un vaste, très sophistiqué et coûteux programme de censure sur internet.

Le projet PHEME, du nom d'une déesse grecque personnifiant la renommée, devrait aboutir, dès 2016, à la mise en œuvre du plus grand logiciel de censure jamais imaginé, capable de trier l'ensemble de l'information en ligne et de la cataloguer en « bonne » ou « mauvaise » information.

Concrètement, toute information n'émanant ni d'un site officiel, ni d'un grand media reconnu se verra immédiatement classée dans l'une des quatre catégories suivantes : controverse, spéculation, fausse information ou désinformation. Pas bien difficile d'imaginer que, soumises à de telles étiquettes, les informations diffusées par les mal-pensants perdront immédiatement de leur crédibilité. Le programme PHEME, subventionné par les instances européennes à hauteur de plusieurs millions d'euros,

se fixe visiblement l'objectif d'une reprise en main de l'information au service des grands groupes de presse soumis au conformisme de la pensée unique et victimes d'une baisse continue de leurs ventes au profit de media indépendants. Technologie et algorithmes seront mobilisés au service du discrédit de tout ce qui n'émane pas du Système et ce programme, sauf parades à imaginer, risque fort de siffler la fin de la récréation contestataire.

Par ailleurs, nous nous acheminons vers une rupture épistémologique, un changement radical de cap dans les approches de surveillance et de répression de la population. Du traitement circonstancié d'informations ciblées et de la surveillance spécifique de populations et individus potentiellement déviants, la France s'engage dans une dérive à l'américaine vers un traitement massif et indifférencié de toutes les métadonnées disponibles. La surveillance de masse, appuyée sur des raisonnements mathématiques rendus possibles grâce à des algorithmes sophistiqués dont les variables sont soigneusement tenues secrètes, devrait, selon ses concepteurs, permettre une approche prédictive des comportements dangereux pour l'ordre établi.

Cette approche extrêmement inquiétante pour les libertés individuelles a pourtant prouvé sa parfaite inefficacité aux États-Unis, malgré de colossaux investissements. La persistance dans cette démarche devrait éveiller les soupçons du citoyen lambda, tout au moins de celui capable d'un minimum d'analyse. Et si la prévention du terrorisme n'était en elle-même qu'un prétexte ? La vérité tangible, c'est que nous nous acheminons à grands pas vers une surveillance généralisée de l'ensemble de l'activité numérique et notamment de la totalité des échanges systématiquement analysés et stockés à l'insu de la population. Jamais en retard d'un alignement atlantiste, la France a progressivement rejoint les protocoles du projet « Échelon » mis en place entre les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande dans leur doctrine sécuritaire axée sur une surveillance systématique des populations.

Le silence des bateleurs de la politique politicienne en dit d'ailleurs long sur leur degré de soumission aux promoteurs du Meilleur des Mondes. Il ne manquera d'ailleurs pas de collabos pour appuyer cet embrigadement, tels un Christophe Barbier (*L'Express*) déclarant « *Internet, ça se régule ! Les Chinois y arrivent bien* » ou un Alain Finkielkraut évoquant « *la malédiction internet* ». Pensons aussi à l'adoption sereine par l'Assemblée nationale de la loi de programmation militaire et notamment de son article 20 élargissant les possibilités d'accès aux données de connexion des internautes, c'est-à-dire la surveillance des individus via leurs données numériques. De même la loi relative au renseignement, passée comme une lettre à la poste et promulguée en pleine période estivale, le 24 juillet dernier, participe-t-elle de cette volonté liberticide.

À l'aune de cet assujettissement, on comprend d'ailleurs mieux l'indignation vite escamotée suite aux révélations d'Edward Snowden. Ses déclarations avaient pourtant dévoilé l'ampleur du flicage mondial mis en place par la NSA dans le cadre présumé de la lutte contre le terrorisme. N'oublions pas que la France avait à l'époque refusé l'asile au courageux transfuge au prétexte de ne pas altérer les bonnes relations avec les États-Unis. Où sont les nécessaires contre-pouvoirs ? L'inefficacité et l'impuissance de la CNIL interrogent sur l'utilité résiduelle de cette organisation dont les préconisations et avertissements se font de moins en moins audibles dans un monde en voie de cadencasser au niveau planétaire l'ensemble des échanges numériques.

La leçon majeure à tirer de cet aperçu rapide sur une prévisible mise au pas des échanges numériques et de leur surveillance généralisée n'est-elle pas de considérer que nombre de nos contemporains ont sans doute tiré un peu trop hâtivement un trait sur la communication sur papier (presse, livres...) ? Le rêve d'une communication illimitée, sans entraves, ni censure et à petit prix semble toucher à sa fin sans qu'il soit pour autant question de renoncer aux énormes avantages du numérique. Il apparaît salutaire de se souvenir que le journal, le magazine, le livre constituent d'irremplaçables espaces de liberté, hors d'atteinte de *Big Brother* et dont les délais et la simplicité de conservation demeurent sans commune mesure avec les archives numériques. Loin d'être antagonistes, le papier et le numérique se combinent parfaitement pour assurer une qualité et une indépendance durables de l'information.

Arnaud RAFFARD de BRIENNE.

# Tous fichés, tous soignés ?

**N**OUS vivons, plus que jamais, des temps incertains, l'époque reine de l'incertitude pour parler comme quelques sociologues à la mode. L'incertitude a tout contaminé, c'est indéniable. D'abord la religion, qui en relativisant ses dogmes en Occident, n'a pas créé une masse d'athées mais une population d'agnostiques s'interrogeant perpétuellement sur son devenir, son utilité, sa valeur, son rôle sur Terre (on voit bien que les masses "cherchent"), sur sa solitude ou son excep-

tion dans l'univers, sur l'éventuelle existence d'extra-terrestres et sur la gentillesse ou la méchanceté des Aliens ou des énergies psychiques issues d'une autre galaxie voire d'une autre dimension ; car tout est possible. La famille, cible privilégiée des libéraux et des progressistes aujourd'hui, est devenue une chose créatrice d'Incertain. Son évolution récente est d'ailleurs si violente, si brutale qu'il est impossible de ne pas voir en son implosion-explosion la patte du Démon. Toutes les valeurs fondamentales qui nous éloignent de la bête et qui devraient s'y incarner et triompher à travers l'unité du couple, l'amour inconditionnel, la gratuité de la vie (l'enfant doit tout à ses parents mais ces derniers ne sont créanciers de rien) s'évaporent à vue d'oeil. Sur un plan social, la désagrégation familiale est une réelle pathologie sociologique. Le mariage possédait auparavant la vertu d'invincibilité du fait de son éternité vraie ou postulée. Le mariage d'antan était protecteur. Il limitait, il canalisait l'incertitude dans le cœur des hommes et des femmes et procurait un cadre solide à leur vie même dans les périodes de tempête. Autrement dit, la sociologie est conservatrice en corroborant sur le plan séculier, à chaque fois, l'efficacité protectrice des valeurs éternelles sur les sociétés humaines.

L'identité. Qu'est-ce qu'un Français aujourd'hui ? 50 ans de relativisme obligatoire, 40 ans d'antiracisme virulent dont 30 ans d'ethnomasochisme, 70 ans de culpabilisation tous azimuts ont désactivé la faculté des Français à se connaître réellement ou à accepter dignement leur identité lorsque, par chance, ils l'ont saisie. Incertitude croissante concernant son identité, le Français (pour le désigner) se déracine continûment, spontanément, dans l'esprit d'abord avant d'être emporté par les premiers vents, dans une banque à Londres, à Amsterdam, à New-York ou à Shanghaï ou un métier intéressant ou simplement susceptible de le faire voyager. On en vient à l'économie mondiale, mondialisée faut-il préciser, qui se caractérise en premier lieu par ses aspects aléatoires et donc par une incertitude acceptée comme telle par les dirigeants de notre planète. Croissance molle, croissance forte ici, déflation momentanée là, crise, embellie, un rayon de soleil et « puis s'en va ». Missions intérimaires, CDD à l'étranger, chômage, reconversion, expatriation. Rares sont les Français d'aujourd'hui qui peuvent échapper aux mailles du filet de l'incertitude économique.

Une incertitude qui se répand et qui croît en intensité corrélativement à la montée de l'individualisme et au fur et à mesure que s'impose la mondialisation, une mondialisation d'ailleurs liée inextricablement au premier phénomène. C'est un phénomène qui a été accepté par les Français sidérés par la propagande et la culture cosmopolites. La maman bienveillante, surtout bourgeoise, pousse sa marmaille à apprendre l'anglais tous azimuts, non seulement à l'école mais grâce à des cours particuliers et à de multiples bains linguistiques qui rendront sa progéniture bilingue à souhait et qui pourra, assurément, travailler partout dans le monde, et bien s'habiller, proprement, avec de belles chemises. L'occasion aussi pour bobonne de s'y remettre, car c'est plus simple quand on voyage. Le Monde « leur appartient ». Peu importe l'incertitude, là, quand elle les grise : il n'y a que les dépressifs qui peuvent craindre cette aventure, pensent-ils en rou-



lant vers l'inconnu dans leur voiture allemande. Cependant, il existe un élément qui contrarie leur bougisme qui n'est désormais plus protégé par le mur de l'argent. L'insécurité, qui est à la fois une réalité tangible et un sentiment anxieux, est source d'une insupportable incertitude qu'aucun artifice individualisé ne peut combattre.

## L'INSÉCURITÉ, CETTE INSUPPORTABLE INCERTITUDE

La pire incertitude selon la grille de lecture libérale est bien sûr celle concernant notre intégrité physique. Le sociologue Gerald Bronner écrivait, bien naïvement, il y a une dizaine d'années, dans un texte consacré précisément à l'Incertain, qu'il existait selon lui des actions (effectuées par tous) pendant lesquelles ou pour lesquelles leurs acteurs n'étaient pas envahis par ce fameux sentiment d'incertitude. Les actes du quotidien seraient dépourvus d'incertitude. La vieille dame comme l'étudiant qui sortent de leur domicile pour aller chercher leur courrier ne se demandent pas s'ils peuvent se faire assassiner, éventuellement, en effectuant cette tâche. On comprend l'image aisément mais on ne peut aujourd'hui la valider. Même si l'immense majorité des individus ne risque rien en faisant ses courses ou en ouvrant la boîte aux lettres, même s'ils savent que la probabilité d'être agressés est dérisoire, le sentiment d'insécurité peut tout à fait les tennailler, notamment dans un contexte de tension, de psychose, comme celui dans lequel nous vivons actuellement à la suite des massacres du 13 novembre. L'incertitude devient prégnante là où elle ne devrait pas exister dans une société organisée. En théorie, une situation de cette sorte qui perdure rend le pouvoir en place, le régime de l'Etat illégitime car c'est bien toujours ce dernier qui détient officiellement le monopole de la violence qui désarme les honnêtes citoyens les empêchant de faire le ménage dans leur environnement. L'état d'urgence qui sévit chez nous, qui se prolonge et se prolongera encore, est donc accepté par l'écrasante majorité des Français soulagés par ce regain apparent de souveraineté qui est destiné, pensent-ils en tout cas, à les préserver de la barbarie aveugle et donc, en premier lieu, de l'Incertain qu'ils ont désormais en aversion. *In fine*, c'est le Système qui se trouve absolument protégé de toute contestation, révolte, rébellion, "révolution". La protection de l'Etat (exercée par l'Etat sur le peuple d'agneaux) et sa surveillance apparaissent à tous, ou presque, comme quelque chose de nécessaire et de parfaitement normale. Ainsi la semaine dernière, Bernard Cazeneuve déclarait que les églises allaient être particulièrement surveillées durant les messes de Noël. Ironie de l'histoire ce franc-maçon zélé qui prétend, au nom de l'ordre républicain, protéger le sacré (ou ce qui en tient lieu car peut-on parler de sacré quand il s'agit de la nouvelle messe ?) N'est-ce pas plutôt l'occasion pour la pourriture républicaine de réaffirmer son autorité sur une population peu encline à légitimer sa politique sociétale ? Ne peut-elle être l'illustration, cette protection, de cette volonté du pouvoir de saupoudrer de policiers ostentatoires la société tout en fichant, en surveillant, en enfermant non seulement les éventuels assaillants d'églises mais tous les réels opposants systémiques et même les moins islamistes d'entre eux ? Le péquin se rappellera du perpétuel danger représenté par une engeance intolérable et considérera comme légitimes

toutes les actions menées afin de contrecarrer ses expressions assassines. Traumatisée, désireuse de jouir en paix (afin de s'abrutir pour ne pas voir en face sa déréliction engendrée par ses incertitudes identitaires, familiales, ontologiques. L'incertitude en matière de sécurité devient d'autant plus insupportable que la sécurité est la condition fondamentale de la vitalité de la société du divertissement qui a remplacé celle des valeurs. La garantie sécuritaire, la certitude-là, pour faire oublier grâce aux loisirs bien menés, toutes les incertitudes identitaires), la masse disneylandisée procure un blanc-seing au pouvoir dans sa guerre contre la dissidence, toute la dissidence tant qu'elle est vraie.

## LES FICHES S, MÉTHODE DE CONTAINMENT DE L'INCERTITUDE

L'affaire des nouvelles fiches, des fiches S, est éloquent en la matière. Le traitement de l'information en ce qui concerne ces fameuses fiches en dit long sur le flou expressément cultivé quant à l'identité des personnes fichées et de leurs caractéristiques. Le pouvoir a fabriqué une nouvelle "généralité" avec le Fiché S. L'homme méchant fiché S est le nuisible apprécié de la sorte aussi bien par l'Etat que par la population assise. Le 27 novembre, Manuel Valls communiquait sur les fiches : « Il y a 20 000 fiches S, soyons précis. 10 500 concernent les individus mis en attention pour leur appartenance à la mouvance islamique, la mouvance radicale, ou leur lien avec la mouvance », a affirmé Manuel Valls sur Canal+. « Et puis tous les autres peuvent concerner des membres d'autres mouvements considérés comme terroristes : le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), la ligue liée à des mouvements tamouls, la branche militaire de Hezbollah, des militants violents liés à l'ultra-droite ou à l'ultra-gauche, des hooligans, etc. », a précisé le locataire de Matignon. Comme nous le voyons, le Premier ministre s'empresse de mettre dans le même sac (même si à l'intérieur de ce sac existent d'autres poches, des compartiments) musulmans apatrides dé-culturés et militants nationalistes ! Pourquoi si ce n'est non seulement pour diaboliser encore les seconds mais aussi pour pouvoir les embastiller quand bon lui chante ? Sans motif si ce n'est parce qu'ils ne vénèrent pas sa république ? Parce qu'ils diffusent un discours d'incrédulité en matière shoa-tique ? Où l'on revient immanquablement à la thématique de l'Incertain qu'il faut, pour le pouvoir, absolument contenir, endiguer au profit du seul *homo festus* et parce qu'en le faisant il réaffirme sa souveraineté, son autorité. Comment, en fait, sanctuariser la République des loisirs louée par Elisabeth Lévy en appliquant le principe de précaution aux citoyens pensants, aux citoyens qui pensent mal, aux citoyens qui veulent vivre conformément aux valeurs essentielles, aux citoyens qui refusent de vivre sous la tyrannie de l'incertitude morale et qui ne cèdent pas au chantage à l'insécurité-incertitude ? C'est pourquoi le media s'échine généralement à parler de fiches S et n'évoque qu'avec parcimonie les différents types de fichés comme les djihadistes et les terroristes véritables qui ne devraient être que les seuls visés par les enquêtes et la surveillance. C'est un phénomène logique. Le pouvoir systémique qui persifle les conspirationnistes mais qui prétend traquer partout ceux qu'il imagine s'assembler en conjurateurs dans des caves, entoure d'un cordon sanitaire, physiquement, matériellement, les consciences qu'il n'aime pas après avoir démonisé toute la pensée antilibérale, homophobe, antiféministe, antiploutocratique, antisioniste, anti-individualiste qu'il assimile au seul islamisme. Voilà un bon filon pour le Système et son engeance qui sera exploité jusqu'au-bout...

## INSÉCURITÉ ET TECHNOLOGIE

La menace terroriste, qui restera assurément vivace pendant de longs mois encore, excite également les esprits ingénieux... et commerciaux. C'est dans ce climat d'insécurité que la SNCF a

annoncé qu'elle allait expérimenter les nouvelles technologies de détection des comportements suspects bientôt installées sur ses caméras de vidéosurveillance. « Face au caractère exceptionnel » de la menace terroriste après les attentats de Paris, l'entreprise publique entend "tester" un logiciel d'analyse comportementale sur les quais et dans les trains. Et dans cette configuration, les marchands de sécurité ont le vent en poupe. Le gadget, que chérit d'ores et déjà Big Brother, va très prochainement être greffé, n'en doutons pas, aux 40 000 caméras de nos amis les cheminots. Grâce à différents capteurs à un logiciel analytique super performant, le nouvel outil "ressentira" le changement de température corporelle de l'utilisateur de la SNCF, le haussement de la voix, le caractère saccadé de ses gestes, tous les éléments comportementaux qui peuvent « montrer une certaine anxiété » ! Sur France Info, les commentateurs évoquaient à ce propos une technologie à la *Minority Report*, du nom de ce film américain où la police appréhende les criminels potentiels avant même qu'ils ne commettent le moindre geste délictueux. On y est ! Voici venu le temps pour nous d'entourer notre pauvre crâne d'une chape de plomb pour le préserver des indiscretions policières qui ne manqueront pas de voir dans les oscillations de notre encéphalogramme l'indice d'une dangerosité certaine. La généralisation et le développement de cette technologie qui fera passer tout angoissé chronique pour un terroriste exterminateur sont chose certaine. Deux facteurs vont assurer sa promotion, son essor et son institutionnalisation-banalisation. D'abord, cette fameuse incertitude (in-)sécuritaire, en ce moment à son paroxysme, qui justifie tous les moyens susceptibles de contrer le côté obscur de la force, le méchant terroriste nihiliste dont l'extrême fanatisme appelle l'engagement total « des forces de bien ». Que vaut la pudeur, l'intimité, l'anonymat des membres innocents de la masse devant l'effroyable menace terroriste et toutes les décapitations possibles et imaginables ? Un attentat déjoué, ça n'a pas de prix, n'est-ce pas ? On comprend que l'après-attentat est le moment idéal pour l'industrie de la sécurité de mettre les bouchées doubles. C'est dès maintenant que l'on sauve des vies ! Le turbo pour un secteur économique en plein boom. Et donc, aussi, une nécessité économique pour le pouvoir systémique toujours à la recherche d'une croissance factice. D'un côté l'écologie à la Cop 21 prometteuse en nouvelles taxes accueillies avec joie par les gros media et en nouvelles contraintes d'ordre technique qui ne serviront qu'à faire tourner l'industrie qu'il faudra à son tour dépolluer. D'un autre côté, l'insécurité, l'incertitude soignées également avec l'imposition de nouvelles normes qui s'avèrent déjà très coûteuses mais que personne n'osera ouvertement critiquer. Pour l'instant, le gouvernement recommande (par le truchement de ses commissaires) à tous les établissements scolaires de mettre en place différentes mesures de sécurité et de s'équiper au mieux afin de minimiser les risques de terrorisme. Sont prévus de grands et coûteux travaux, comme la construction de pièces entièrement sécurisées, hermétiques et inviolables à chaque étage des établissements scolaires. Les écoles devront en outre être équipées d'un système de vidéosurveillance complet.

Hasard ? Quelques jours après les attentats du Vendredi 13, l'Etat a publié une analyse de marché de l'économie de la sécurité en France. La France gagnerait beaucoup d'argent par ce biais... L'Etat parle d'un chiffre pour 2014 de plus de 60 milliards d'euros. On attend une croissance extraordinaire pour 2015. 1 million d'emplois sont déjà consacrés à ce secteur, on attend la création de 50 000 autres durant les 18 prochains mois. Il y en aura d'autres dans un futur proche. Les journalistes l'admettent : la France est sous-équipée en la matière, et elle a de quoi faire avant de réussir à soigner l'aversion à l'incertitude des nouveaux Français.

François-Xavier ROCHETTE.

# Philippe Ploncard d'Assac : "Leur République n'est pas la France mais son contraire"

Après avoir interrogé Vincent Reynouard, Yvan Benedetti, Pierre Sidos, Pierre Vial, Hervé Ryssen et avant d'interviewer sans exclusive d'autres personnalités de ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement national, nous donnons aujourd'hui la parole au président des Cercles nationalistes français. Philippe Ploncard d'Assac n'est pas toujours tendre dans ses écrits avec RIVAROL, c'est le moins que l'on puisse dire, non plus d'ailleurs qu'avec beaucoup de mouvements et de personnalités de la droite dite radicale. Nous lui donnons toutefois la parole, comme nous l'avons déjà fait par le passé, car il incarne l'une des composantes actuelles du nationalisme français et, à ce titre, il nous paraît naturel qu'il puisse lui aussi s'exprimer librement dans un hebdomadaire qui, de par son histoire et sa vocation, ouvre par principe ses colonnes à tous les éléments de l'opposition nationale qui souhaitent y faire connaître leur point de vue.

Précisons toutefois, comme nous le faisons régulièrement pour les entretiens que nous publions, que les personnes interviewées s'expriment certes en toute liberté mais que leurs propos n'engagent pas la rédaction de notre hebdomadaire.

**RIVAROL :** Quels commentaires vous inspirent les résultats des élections régionales ?

**Philippe PLONCARD D'ASSAC :** Une simple constatation, « *La République gouverne mal, mais se défend bien* » ! Mais c'est pire encore, car devant la descente aux enfers de notre pays depuis la Révolution dite française de 1789, il devient évident qu'il s'agit d'une volonté planifiée de destruction de la France dans tous les domaines, culturel, économique et sociétal avec la Théorie du Genre et la Loi Taubira imposant le "mariage" homosexuel, par inversion révolutionnaire de l'ordre naturel !

Le livre de Vincent Peillon, *La Révolution française n'est pas terminée*, est clair à ce sujet : « *La Révolution française, c'est un commencement absolu, c'est la présence et l'incarnation d'un sens, d'une régénération et d'une expiation du peuple français* ».

Ainsi, pour expier son Histoire, la France doit se soumettre à leur Nouvel Ordre mondial messianique. Bernard Cazeneuve donnait ainsi un exemple sur RTL le 5/8/2014, de cette haine envers ce qui a constitué la France :

« *Évoquer les racines chrétiennes de la France, c'est faire une relecture historique frelatée qui a rendu la France peu à peu nau-séuse* ».

Quant à Manuel Valls le 3 mars dernier à Strasbourg, il se félicitait que « *la France est la seule démocratie occidentale dont l'identité politique moderne s'est construite contre la religion* ».

Chrétienne bien sûr, pas contre le judaïsme, ni l'Islam dont le mondialisme messianique se sert pour tenter de nous détruire.

Ce même Manuel Valls qui, sur *Europe 1*, *I-Télé* et *Le Monde dimanche*, érucit sa crainte que « *la France se fracasse contre le Front national* »...

Or leur République n'est pas la France, mais son contraire !

Voilà ce qui est sous-jacent à la stratégie du PS pour empêcher le Front national d'arriver aux responsabilités.

Cela lui aurait permis de démontrer qu'il pourrait mieux gérer les régions que l'UMP, comme dans les mairies qu'il a conquises, réduisant les impôts locaux, la dette et l'insécurité, d'où ses résultats aux Régionales dans ces mairies, de 50 % et plus ! C'est ce qui rend malade les états-majors de l'UMP.

Comment ne pas noter la connivence maçonnique du *Républicain* Xavier Bertrand avec les Manuel Valls, Bernard Cazeneuve et autres ténors du gouvernement qui ont fait voter pour lui contre Marine Le Pen, tous membres du *Grand-Orient* !

L'union "sacrée" socialistes-Républicains contre le Front national démontre à nouveau que l'unité et l'action de la République se fait en loge.

On les comprend car la déclaration de Marine Le Pen le 6/12/15, à Hénin-Beaumont au soir du 1<sup>er</sup> tour ne pouvait que les faire frémir :

« *Il n'y aura aucun changement si on ne change pas les hommes, si on ne change pas les façons de gouverner, si on ne dégage pas les pays des tutelles qui l'empêchent de décider pour lui-même* »

C'était dénoncer ce qu'il y a de sous-jacent

au fonctionnement de la démocratie, la maçonnerie !

Et quand Marion Maréchal Le Pen déclarait contrairement à la formule du Club de l'Horloge que je ne cesse de dénoncer : « *La France n'est pas née en 1789, c'est factuellement faux* », elle allait à l'encontre du dogme républicain. Voilà pourquoi il ne fallait pas que le Front national passe.

On peut regretter certains choix de Marine Le Pen, un langage républicain, mais il faut lui reconnaître un courage peu banal et surtout qu'elle met en péril le Système.

C'est en cela qu'avec les Cercles nationalistes français que je dirige et ceux qui nous rejoignent, nous soutenons le Front national, car lui seul peut faire exploser le Système.

Pas les rigolos qui se qualifient de « *droite extrême* » après quelques chopes de bières...

À ceux qui font la fine bouche, je leur dis, si vous n'êtes pas d'accord avec certains aspects du FN, rentrez-y pour faire valoir votre voix au lieu de n'être que des "jérémyes" dans vos pantouffles !

**R. :** Le fait que le FN n'ait gagné aucune région, pas même celles où il était largement en tête au premier tour, n'est-il pas la preuve des limites de la voie électorale, le plafond de verre des 50 % ne pouvant être percé ?

**P. P. D. A. :** Cette formule fleurit actuellement, comme si le combat était terminé ? Mais qui a dit que le plafond de verre ne pouvait être percé ? Ce n'est qu'une formule qui fait le lit de Sarkozy.

Faisons confiance à l'UMP, pour démontrer leur incapacité ou plutôt leur volonté de ne pas régler les problèmes qu'ils ont engendrés, et tôt ou tard les "frileux" qui se sont encore fait conditionner par le vieux réflexe du chien de Pavlov, en votant pour l'UMP, finiront par comprendre. La réalité va durement se rappeler à eux.

**R. :** Le FN a été violemment attaqué lors de ce scrutin et depuis. Cela ne montre-t-il pas l'inanité de la stratégie de dédialisation de Marine Le Pen ?

**P. P. D. A. :** Effectivement, je ne sais quelle est la sincérité de Marine Le Pen dans sa stratégie de dédialisation, mais au risque de surprendre, je lui donne raison car nous sommes en dictature. Rappelez-vous la loi Fabius-Gayssot, vos condamnations...

C'est pourquoi, dans l'opposition entre le père et la fille, dès le début, contrairement à la direction de RIVAROL qui a pris clairement partie pour le père contre la fille, et c'est là un point de désaccord entre nous, nous avons donné raison à Marine Le Pen, car avant de parler de "parricide", on devrait parler d'"infanticide" de la part du père qui a souhaité la défaite de sa fille !

Lorsque j'étais membre du Bureau politique du FN et son responsable pour la Belgique, j'avais été frappé des provocations de Jean-Marie Le Pen à chaque fois que le FN progressait, provocations sur lesquelles le monde politico-médiatique se précipitait pour les dénoncer...

Or la trop fameuse formule de J-M Le Pen sur « *les chambres à gaz, un détail de l'Histoire* » est non seulement inutilement provocatrice, mais n'aura servi qu'à diaboliser le *Front national*, en occultant le fond du problème.

Des gens sont morts dans les camps de concentration allemands, mais comment sont-ils morts ? Du typhus transmis par les poux, comme nombre d'Allemands, ou par volonté de nettoyage ethnique ? C'est là le point central de l'affaire, ce n'est pas un "détail", car pour la première fois dans l'histoire du crime, on a jugé, condamné et exécuté des hommes uniquement sur la foi des témoignages de la partie intéressée, sans reconstitution du crime !

Norman Finkelstein, dans *L'Industrie de l'Holocauste*, en explique l'utilisation fort honnêtement.

C'est pour cela qu'en tant que scientifique par mon métier de neurochirurgien, je ne me base que sur des données vérifiables, or le seul moyen de départager les "révisionnistes" des tenants de la Shoah, c'est la reconstitution du crime sur la base des trois données irréfutables :

— Les caractéristiques du Zyklon B, insecticide inventé pour combattre les poux, qui n'est utilisé que sous certaines conditions : parois lisses, non absorbantes du bâtiment, et système d'extraction du gaz.

— Les caractéristiques des baraquements dé-

signés par les libérateurs, comme ayant été les « *chambres à gaz homicides* ».

— Le mode de mise à mort tel que décrit au Tribunal de Nuremberg.

C'est le seul moyen de démontrer si les choses se sont passées ou non telles qu'elles sont affirmées.

En résumé, ces chambres à gaz ont-elles été conçues pour éliminer des humains ou les poux vecteurs du typhus ?

Voilà ce que M. Le Pen a escamoté par son "détail" provocateur qui n'apporte rien à la vérité, mais sert à diaboliser le Front national.

C'est pourquoi il donne raison à Marine Le Pen dans son affrontement avec son père.

Par la répétition de sa provocation, il nuit à la progression du Front national et fait le jeu de la stratégie diabolisatrice de Manuel Valls.

**R. :** Que conseillez-vous aux nationaux et nationalistes qui veulent faire œuvre utile pour leur pays ?

**P. P. D. A. :** Se former et former autour d'eux, faire comprendre les dessous des événements, leur signification.

Il leur faut :

— Connaître l'ennemi, ses moyens et ses buts, d'où mes livres *La Maçonnerie* (1) et *Le Complot mondialiste* (2).

— Savoir ce que l'on a à défendre, ce que j'ai traité avec *Le Nationalisme français* (3) pour donner les lignes de l'action et les solutions aux problèmes engendrés par la démo-ploutocratie.

— Apprendre à se maîtriser, à ne pas insulter l'ennemi, ce qui est source de procès, à ne pas se défouler de façon primaire sur Internet comme l'ont fait certains exclus du Front national, mais à démasquer l'ennemi par ses propres textes, comme je m'efforce de le faire.

Ces enfantillages ne servent que le Pouvoir et entraînent l'interdiction du parti de ceux qui s'y livrent.

En complément, je recommande de rentrer au Front national pour peser en interne.

Le spectacle de haine des tenants du Système devrait ouvrir les yeux.

Le Front national est loin d'être parfait certes, mais ceux qui le critiquent le sont-ils ?

Il est la hantise des lobbies, il doit être pour nous nationalistes, l'explosif nécessaire pour faire tomber le Système sur lequel prospèrent les ennemis de notre pays, et il doit nous aider à sortir de l'Europe et de l'euro qui nous ruinent.

**R. :** Comment jugez-vous les attentats à Paris et dans son agglomération le 13 novembre dernier ?

**P. P. D. A. :** Je les juge comme tous ceux qui ont eu lieu depuis le 11 septembre 2001, véritable acte fondateur de cette « *stratégie de la terre* », les « *false flags* » qui visent, sous couvert de protection des populations, à restreindre toujours plus leurs libertés, sans pour autant assurer leur protection.

Du *Patriot Act* au lendemain du 11 septembre, sous la férule de l'amiral franc-maçon John Pointdexter, aux affaires Mehra, de *Charlie Hebdo*, et autres qui ont servi à Manuel Valls, après Nicolas Sarkozy, à imposer la *Loi sur le Renseignement*, cela ne sert qu'à surveiller, qu'à encadrer un peu plus les citoyens et la presse.

Nullement à empêcher l'attentat du 13 novembre, venu lui aussi bien à point pour remonter la cote du gouvernement, selon les sondages...

À qui donc a profité le crime ?

**R. :** Le jeu de la Turquie soutenue par les États-Unis contre la Russie n'est-elle pas un jeu dangereux et pouvant conduire à une guerre mondiale ?

**P. P. D. A. :** Ce fut ma réaction lors de la conférence donnée à Perpignan le 21 novembre d'où mon communiqué dans RIVAROL du 3 décembre :

« *La Turquie étant membre de l'Otan, on voit la manœuvre : refaire le coup de l'alliance franco-britannique avec la Pologne, pour justifier la déclaration de guerre au III<sup>e</sup> Reich. La preuve en est que la Turquie, sans même avoir été agressée s'est empressée de demander une réunion de l'Otan.* »

Il est évident que la politique de Vladimir Poutine en Ukraine, puis en Syrie, bouleverse les plans sionistes, notamment la déstabilisa-

tion du Moyen-Orient prônée par le "néo-cons" Michael Leeden, au profit du Grand Israël.

On voit à quel point l'action de la Russie leur est dommageable par les "erreurs" de l'aviation américaine qui, coup sur coup, vient de bombarder les troupes syriennes, puis les irakiennes, pour venir en aide à l'État islamique, depuis que l'aviation russe fait le ménage.

En outre, la politique du Président Poutine de désolidarisation dans les échanges avec ses partenaires du Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) met en danger la finance de Wall Street.

C'est pourquoi les États-Unis et ses féaux, la France, l'Union européenne, la Turquie et l'Ukraine, cherchent un prétexte pour la contrer, d'où la provocation turque.

**R. :** Quelles sont selon vous les idées-forces sur lesquelles doit reposer aujourd'hui le mouvement nationaliste en France ?

**P. P. D. A. :** Avant tout, détruire les sophismes de la Révolution dite française qui ont abouti à cette démocratie inorganique où le citoyen ne juge plus directement sur ce qui le concerne dans son métier, sa ville, sa région, mais au travers des media qui le formatent dans le sens des intérêts de leurs commanditaires.

Qui tient la presse, tient le vote des citoyens, on l'a encore vu aux Régionales.

Nous devons revenir à la démocratie organique basée sur les corporations et les corps intermédiaires, redonner réellement le pouvoir au peuple, comme l'ont fait toutes les Révolutions nationalistes de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle, avec les succès que l'on sait, au Portugal, en Italie, en Allemagne, en Espagne.

La Révolution nationale y serait aussi parvenue si l'expérience ne s'était faite dans les plus mauvaises conditions de l'Occupation et sans les résidus de la III<sup>e</sup> République qui l'ont trahie, ne serait-ce que dans la lenteur à interdire la maçonnerie (2).

La France ne renouera avec son héritage, ne retrouvera sa souveraineté et sa puissance qu'avec ces principes, pas en tentant de s'accommoder des sophismes de 1789 qui, par essence, sont destructeurs.

Cela passe par la sortie de l'Union européenne, par l'établissement d'alliances politiques et économiques, dont celle primordiale avec la Russie, ce qu'étrangement un Pierre Hillard se refuse à comprendre...

**R. :** Que pensez-vous du succès des "nationalistes" en Corse ?

**P. P. D. A. :** Premièrement ce ne sont pas des nationalistes, mais des séparatistes, c'est pour cela que nous condamnons les propos d'un Pierre Vial qui s'est associé au succès des séparatistes catalans !

Avec cette vision, on va droit à l'éclatement de la France en régions soumises à l'Europe communautaire supranationale, donc au mondialisme messianique.

En est-il conscient ?

**R. :** Après vos ouvrages sur *Le Nationalisme français*, *La Maçonnerie*, *Le Complot mondialiste*, entre autres, avez-vous d'autres livres en chantier ?

**P. P. D. A. :** Oui d'une part la réédition des *Doctrines du nationalisme* de mon père, et mon étude sur *L'Armée française face à la destruction de la nation*.

**R. :** Un dernier mot ?

**P. P. D. A. :** Je veux saluer l'honnêteté intellectuelle de l'un de vos lecteurs, M. Sénécal qui, après m'avoir moqué sur mes doutes envers Dieudonné, vient maintenant de reconnaître le bien-fondé de ma position, notamment envers le Front national. En outre, l'abandon du combat révisionniste par Dieudonné ne fait que conforter ma mise en garde. Quant aux négations par Vincent Reynouard de tout complot, je le laisse face à ses contradictions !

Propos recueillis par Jérôme BOURBON.

(1), (2) (3) Éditions de la S.P.P., BP 30030 La Garde cedex. Si vous voulez réagir à cette interview, vous pouvez écrire à son auteur à cette adresse électronique : [sppdassac@hotmail.fr](mailto:sppdassac@hotmail.fr).

# La folie d'opposer les mythes révolutionnaires au terrorisme

LA FRANCE ne cesse de hoqueter depuis plus de deux cents ans, depuis ce jour sinistre du 21 janvier 1793 où les Révolutionnaires — déjà des terroristes ! — coupèrent la tête au trop bon Louis XVI, rompant ainsi avec huit cents ans d'Histoire d'une nation forgée dans le respect de l'ordre naturel et surnaturel. La république, dont la discrétion n'est point la qualité première, a cru devoir une fois de plus, monter un grand spectacle d'"hommage" aux victimes du terrorisme et à leurs familles le 27 novembre dernier, alors qu'il aurait été beaucoup plus convenable de tout simplement prier pour elles, mais laïcité oblige...

Déjà, en janvier, dans des circonstances aussi dramatiques, les hommes de la république avaient cru devoir faire défiler les Français avec, sur chacun d'eux, un méchant écriteau : *Je suis Charlie*, comme si tous devaient se solidariser avec ces dessinateurs à scandale, caricaturant ignoblement ce qu'il y avait de plus sacré, qui se trouvaient être alors les malheureuses victimes des terroristes. On croyait ainsi lutter contre le terrorisme en montrant que le peuple français restait debout dans l'union avec les hommes qui avaient utilisé la Liberté républicaine pour déverser leur bave, et pire encore, sur les choses qu'ils avaient été incapables d'adorer. On avait cru ainsi en finir avec le terrorisme. Les événements de novembre dernier prouvent bien que l'on s'était lourdement trompé !

## LES TROIS COULEURS N'ONT PAS RÉALISÉ L'UNITÉ NATIONALE

Cette fois, on a recommencé à mettre en avant les mythes révolutionnaires dont ne cesse de se nourrir le terrorisme, croyant ainsi abattre celui-ci. La politique de Gribouille continue... Ainsi a-t-on renoué, pour des raisons apparemment patriotiques, avec les trois couleurs. Or, celles-ci apparurent dans l'Histoire, le 17 juillet 1789, un des jours les plus lamentables de l'histoire de la capitale. Elles étaient alors censées représenter l'union de Paris (le rouge et le bleu) avec son roi (le blanc), mais il faut se souvenir de la méchante cérémonie au cours de laquelle on les imposa au roi. Louis XVI, résigné au sacrifice, avait fait route vers Paris dans une simple voiture, que les hommes de La Fayette semblaient plus surveiller qu'escorter. A l'hôtel de ville, où fumait encore le sang des cadavres du marquis de Launay, gouverneur de la Bastille, et de Jacques de Flesselles, prévôt des marchands, massacrés deux jours plus tôt par des sauvages ivres de meurtre, le roi se vit imposer par Bailly, maire autoproclamé de Paris, de porter la cocarde tricolore. Déjà, on savait qu'on pourrait faire de lui le roi docile de la Révolution... Du reste, à peine avait-il regagné Versailles que la populace surexcitée se ruait sur l'intendant de Paris, Bertier de Sauvigny et le massacrait le 22 juillet, ainsi que le beau-père de celui-ci, Foulon de Douai, soixante-quatorze ans, intendant de Paris.

Il est vrai que, par la suite, aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, les trois couleurs portèrent le renom de la France à travers le monde et se couvrirent de gloire outre-mer, mais il ne faut pas oublier qu'à leur origine, elles furent tout le contraire d'un symbole d'amour entre les Français et que, même, elles accompagnèrent pas mal d'actions terroristes. Pour ma part, je préfère m'en tenir aux très belles paroles d'Henri V, comte de Chambord, re-



(Dessin de Chard)

fusant en 1873 ces trois couleurs révolutionnaires et perdant du même coup toute chance de régner sur la France : « *Je ne laisserai pas arracher de mes mains l'étendard d'Henri IV, de François I<sup>er</sup> et de Jeanne d'Arc. [...] C'est avec lui que s'est faite l'unité nationale [...] Je l'ai reçu comme un dépôt sacré du vieux roi mon aïeul, mourant en exil ; il a toujours été pour moi inséparable du souvenir de la patrie absente ; il a flotté sur mon berceau, je veux qu'il ombre ma tombe.* »

Pour en revenir aux manifestations d'"hommage", si l'on tenait absolument à y associer les trois couleurs, n'eût-il pas été plus sage et plus convenable de les mettre en berne, comme l'a proposé l'Agri<sup>er</sup> ?

## CE "SANG IMPUR" ?

On a voulu aussi ressortir la *Marseillaise*. Ce chant, dont la mélodie est fort jolie — c'était à l'origine un air d'opéra ! — contient des paroles écrites par Rouget de Lisle dans un esprit réellement terroriste. Ce « *sang impur* », dont on souhaitait qu'il « *abreuât nos sillons* », n'était pas le sang des ennemis de la France, mais celui de tout homme assez borné, fût-il étranger ou français, autrichien ou vendéen, pour ne point accueillir avec enthousiasme les idées de la Révolution et préférer rester le loyal sujet de ses rois traditionnels. Ce n'était qu'un chant de guerre et de propagande révolutionnaire et, pour les hommes de gauche qui prétendent nous gouverner, ce l'est encore !

## POURQUOI EFFACER SAINTE JEANNE D'ARC ET LES AUTRES SAINTS DE FRANCE ?

Il est effarant de voir que, face à la barbarie terroriste, la France d'aujourd'hui ne trouve rien d'autre à brandir que les mythes fondateurs de la république, lesquels sont des exemples des pires pages de notre histoire ! Les images de sainte Jeanne d'Arc, ou de Charles Martel, ou de Charlemagne, ou des évêques du temps des invasions se rendant, derrière la croix, crosse en main, à la rencontre des barbares et, souvent, les faisant plier... cela révélerait beaucoup plus la volonté des Français de s'opposer à la barbarie, à l'instar de leurs vaillants ancêtres ! Mais l'on ne veut aujourd'hui s'enorgueillir que de ses médiocrités et l'on salue comme des "héros" les personnes ayant trouvé la mort dans des circonstances certes abominables, mais qui ne sortaient nullement de la vie très ordinaire de dîners entre amis sur les terrasses des restaurants, un agréable soir d'automne, avec toute liberté d'aller, un peu plus loin, vendre son âme au diable au Bataclan... Dire, comme François Hollande, que ces malheureux furent des "héros" ou des "martyrs", c'est ne pas connaître le sens des mots. Ces personnes ont été emportées au moment où elles donnaient l'image du "vécu" quotidien de 2015, ce n'était guère reluisant et c'est pourquoi la meilleure chose à faire pour elles est de prier, non de leur rendre un "hommage" qu'elles n'ont nullement mérité et qui ne leur servira point dans l'au-delà !

J'ai écrit, il y a peu, dans RIVAROL, que les djihadistes terroristes d'aujourd'hui étaient les petits-fils de Marat, de Carrier et de Robespierre. On ne m'enlèvera pas cette idée, car, très souvent, ces enfants de fa-

milles recomposées ou sur-recomposées ont été sur les bancs de nos écoles de banlieue, ont reçu une éducation ratée, puis, par dépit, ont prêté l'oreille aux prêches d'imams radicaux, lesquels leur ont dit qu'ils valaient plus qu'ils ne croyaient et les ont fait voyager en Syrie. Il faut cesser de mettre toujours en avant les sacro-saints principes de 1789, qui ne cessent d'avilir les mœurs de nos sociétés et la volonté de celles-ci de se défendre, tout en favorisant l'éclosion de réactions d'enfants gâtés cherchant dans le crime le plus suicidaire l'affirmation de leur personnalité. Encore une fois, tant que la république sacrifie à de tels principes, elle ne pourra rien contre le terrorisme.

## DU CULTE DE "L'HOMME" AU CULTE D'ALLAH

Il faut en finir avec le rousseauisme qui enseigne que chacun n'est sur terre que pour y chercher sa satisfaction personnelle, qu'il ne doit donc obéir qu'à soi-même, être systématiquement en révolte contre toute loi divine ou humaine, n'avoir d'autre référence du bien et du mal que ses désirs. Il ne se lie alors à la société que par un contrat imaginaire fondé sur des rapports purement intéressés entre les hommes ; en somme il n'adhère à la société que s'il y trouve un moyen de survie de son égoïsme. Tout cela est en substance dans les livres de Jean-Jacques Rousseau, le personnage le moins civilisé et le plus antisocial que la terre ait porté !

Quand les écoles enseignent les Droits de l'Homme comme un moyen de "libérer" l'homme de l'ordre naturel, et disent que chacun, ici-bas, a une destinée strictement personnelle, que la société n'est qu'une juxtaposition d'individus et que le droit se rapporte uniquement à ceux-ci sans référence au bien commun, que les droits sont purement subjectifs et que l'homme n'existe qu'affranchi de ce qui le caractérise, de toute appartenance à une tradition familiale, territoriale, professionnelle, nationale ou religieuse, il ne faut pas s'étonner

de voir certains jouer aux plus détachés, aux plus purs d'entre les "purs", au point de vouloir "épurer" leurs contemporains en écrasant les hommes concrets sous le joug d'une vague entité collective.

Et voilà la machine de guerre terroriste enclenchée... au nom de la "pureté", contre une société décadente, qui donne elle-même l'exemple du non-respect de la vie en tuant ses enfants à naître dans le sein de leur mère (acte réellement terroriste s'il en est !). Alors, comme sous la Terreur de 1793-1794, les ratés, les envieux, les aigris de tout poil, voient s'offrir à eux une chance inouïe de prendre leur revanche sur cette société en décomposition. Il suffit alors de substituer, à l'idée absolue et totalitaire de « l'Homme », le culte d'Allah, dieu transcendant mais sans amour et sans intermédiaire entre lui et sa créature, dieu d'autant plus totalitaire qu'en l'absence de clergé, chacun peut lui faire dire tout ce qu'il veut... Du culte de « l'Homme », on passe aisément au culte d'Allah, qui n'est ni amour, ni père et qui soumet la créature à sa volonté, comme "l'Homme" des Droits de l'Homme écrase les hommes concrets sous le joug d'une idéologie absolue. L'on sait que Jean-Jacques Rousseau éprouvait une certaine fascination pour l'islam et ce n'est pas un simple hasard !

## LA PAIX DU DIEU DE LA CRÈCHE

Il faudrait que les Français retrouvent la vraie paix, la paix que donne le Christ en naissant la nuit de Noël. Car comme le disait saint Pie X dans sa première encyclique il n'est d'ordre, il n'est de paix que Jésus-Christ. Mais un peuple que l'on ne cesse de se rendre fier d'exhiber ses avorteurs et ses sodomites comme preuves de sa "liberté", est lui-même barbare ; il n'est pas prêt à cette conversion, et semble, hélas, devoir encore vivre longtemps avec la menace de la barbarie terroriste... À moins qu'une réaction se produise ! Comme disait Maurras, il n'arrive que l'inattendu...

Michel FROMENTOUX.

## DROIT AUX LETTRES

● Du Parti nationaliste français :

### L'INÉLUCTABLE AFFAIBLISSEMENT DU SYSTÈME !

Les élections régionales qui viennent de se tenir les 6 et 13 décembre ont renforcé les lignes de fracture qui fragilisent progressivement leur république, cinquième du nom.

Le fait que le parti des abstentionnistes demeure le parti le plus important de France — 49,5 % au premier tour, 41,6 % au second tour en dépit d'une plus grande mobilisation liée à la dramatisation médiatique du scrutin — confirme l'indifférence voire l'opposition d'une part croissante des Français à l'égard du régime démocratique. Cela est renforcé avec les quelque 5 % de bulletins blancs ou nuls relevés.

Le fait qu'un parti musulman, le Parti démocrate musulman, ait atteint les 5 % dans certaines banlieues occupées au 1<sup>er</sup> tour montre l'émergence d'un nouveau phénomène : le vote ethnique.

Le fait que le Front National, présenté par les media dominants comme un parti anti-système, soit parvenu à dépasser en nombre de voix les partis régimistes des gauches et de la droite libérale signale qu'un nombre croissant de Français rejette cette classe politique qui se partage le pouvoir depuis un demi-siècle et conduit la France à la ruine par incurie et par trahison.

Cependant, l'échec du Front National à gagner des élections dans lesquelles il est apparu comme la force politique principale confirme deux faits :

— le soutien implicite qu'une majorité de Français continuent à apporter à un régime dont, paradoxalement, ils dénoncent l'incapacité depuis plus de trente ans à redonner sa puissance à la France : la situation n'est pas encore assez grave pour qu'ils le rejettent explicitement.

— la capacité du régime à bien se défendre, en jouant toujours sur la peur, en isolant le Front National face à la coalition des autres formations politiques, à l'image de ce qui se passait sous la IV<sup>e</sup> République avec le RPF gaulliste.

Surtout, cet échec qui préfigure le scénario des élections présidentielles de 2017, condamne la stratégie de dédramatisation du Front National : il n'est jamais bénéfique de renier ses principes fondateurs. Par ailleurs, le Front National est inclus dans le jeu politique en tant que soupape de sûreté et tout est configuré pour qu'il ne sorte pas de ce rôle. Au cas où il l'emporterait à l'occasion de circonstances exceptionnelles échappant à la vigilance du système, son républicanisme et son démocrate fonderaient qu'il ne le menacerait nullement. Son seul danger est, qu'en cas de succès, il prive de leurs prébendes les actuels profiteurs du régime.

Toutefois, dans une France en délitement continu, l'action du Front national permet de sensibiliser les Français aux thèmes nationalistes. En ce sens, il aplanit le terrain au bénéfice des forces nationalistes qui refusent tout compromis et toute concession avec cette anti-France qu'est leur république, régime mortifère et par nature irréformable.

Le temps qui nous sépare de son effondrement inéluctable doit être activement employé à se regrouper, à s'organiser et à se former pour préparer l'inéluctable Révolution nationale que les événements exigent.

## JOYEUX NOËL !

Comme chaque année nous faisons une pause entre Noël et le Nouvel An. Ce dernier numéro de l'année 2015 restera donc en vente quinze jours. Nous nous retrouverons le JEUDI 7 JANVIER 2016. Nos bureaux étant fermés du 24 décembre 2015 au 3 janvier 2016 inclus, que nos lecteurs ne s'inquiètent pas si leurs commandes tardent quelque peu à être traitées.

Toute l'équipe de RIVAROL vous souhaite une joyeuse et sainte fête de Noël et une bonne et heureuse année 2016.

← zepresse.fr →

Un site très utile pour connaître les kiosquiers dépositaires de vos titres favoris (en commençant bien sûr par RIVAROL !) les plus proches de chez vous.

## Dites-le avec des Tweets...

Sans pour autant avoir la force de l'apophtegme, certains tweets méritent peut-être un passage dans RIVAROL...



Henry de Lesquen @HenrydeLesquen · 18 déc.

Il faut nous restituer la liberté de discrimination que l'on nous a ôtée en 1972 avec la loi Pleven.

Car au train où vont les choses nous n'aurons bientôt plus le droit de choisir notre conjoint !



Le Gorafi @le\_gorafi · 20 h

La COP22 sera consacrée à la pollution laissée par la COP21 ow.ly/W4HK1

Merci au Gorafi de nous offrir régulièrement une dose d'humour sur la Toile...



Wilfried Van Liempd @wilf\_bretagne · 6 min

Il est question toutes les 30 secondes de "faire barrage au front national".

Personne ne semble envisager faire barrage aux migrants.

Pendant que ces "migrants" ne liront pas RIVAROL, la France les accueillera à bras ouverts !



Renaud Camus @RenaudCamus · 21 min

Résumons : 1/On paie les Turcs pour arrêter les Syriens 2/On paie les Turcs pour installer les Syriens en Turquie 3/On incorpore la Turquie

Comme disait ma grand-mère, au choix : « Tout ça finira mal ! » ou « Y'aura qu'la fin d'triste ! »



Réinformation TV @ReinformationTV · 22 h

Viktor Orban fustige l'Union européenne qui n'accepte pas son plan anti-immigration de masse pour la Hongrie... fb.me/874I9sm50

Enfin un gouvernant européen qui n'a pas que du goulache dans les yeux !



Alfounet94 @intriere · 2 h

#pensecommegillesverdez. Quand tu as un trou de mémoire, tu es raciste.

Car tu as un blanc et pas un noir. @gillesverdez

A quand des agents de la Licra dans toutes les maisons de retraite de France et de Navarre ?



Jean-Luc Brac @jibrac · 15 min

Contrairement à ce qu'on peut croire, on vit dans une société beaucoup moins permissive qu'autrefois.

Eh oui, certains ne peuvent même pas décrire leurs voisins sans tomber sous le coup de la loi...



Quebec-Patrie @famillecg · 7 h

Quel effet cela fait-il de savoir que mathématiquement dans 35 ans la France sera majoritairement musulmane ? Vos enfants ? La Charia ?

Qu'on le veuille ou non, il y a des questions qui empêchent d'être heureux hic et nunc...



Wilfried Van Liempd @wilf\_bretagne · 19 déc.

La France interdit les mannequins anorexiques mais laisse des hordes de #migrants agresser les Calaisiens. #priorité

Mais voyons !, il y a des priorités dans la politique du Pingouin élyséen !



ELISABETH HK @elisahk92 · 18 déc.

Attentats : les églises sous haute surveillance pour Noël leparisien.fr/faits-divers/l... via @Le\_Parisien

Les charmes de la société multiculturelle... Joyeux et saint Noël quand même et bonne et heureuse année à tous !

## Les écrivains peu connus

### Léon Bopp

Léon Bopp est né en 1896 à La Chaux-de-Fonds, en Suisse. Il suit des études à Genève puis à Paris, à l'École normale supérieure à partir de 1915. Il sera journaliste en Angleterre entre 1920 et 1922. Docteur ès lettres en 1926, revenu à Paris, il côtoie le gotha de la littérature parisienne et,

notamment, Jean Paulhan et Albert Thibaudet mais finit par s'installer définitivement à proximité de Genève. Lorsqu'un critique évoque Léon Bopp, il pense inévitablement à l'utopie et à l'uchronie. L'uchronie ? C'est refaire l'histoire avec des 'si'. On connaît la fameuse phrase de Charles Renouvier qui écrivait en 1876 : « Si le nez de Cléopâtre avait été plus court, la face du monde aurait été changée ». Pour ce qui est de l'utopie, cousine si l'on peut dire de l'uchronie, Saint Thomas More en fut

le premier à la situer sur le plan littéraire, imaginant une île, Utopia. Il écrira dans la première partie de son livre, dénonçant la brutalité de l'aristocratie tudorienne : « On se trompe en pensant que la misère du peuple est une garantie de paix, car où y a-t-il plus de querelles que parmi les mendians ? » On sait qu'il finit décapité et on connaît la fameuse parole qu'il adressa à son bourreau : l'exécution a lieu le 6 juillet 1535 à Londres. Quand il arrive au pied de l'échafaud, il dit à l'officier présent : « Je vous en prie, je vous en prie, Monsieur le lieutenant, aidez-moi à monter ; pour la descente, je me débrouillerai... » Et puis, il y eut la Cité du soleil du moine italien Campanella qu'évoque Eric Dussert dans son article consacré à Léon Bopp (dans *156 portraits d'écrivains oubliés*) : « Chercher le bonheur des peuples conduit à produire des règles qui valent contraintes, et contre lesquelles le rêve

d'harmonie et la liberté individuelle se brisent ». Mais le véritable père de l'utopie moderne se nomme Louis-Sébastien Mercier qui publia en 1771 un livre au titre étrange : *L'An 2440, rêve s'il en fut jamais*. Au vingtième siècle apparut ce curieux et original personnage qu'est Léon Bopp. A

partir de 1935, il entreprit la parution d'un énorme pavé de 1947 pages, dont le titre est *Liaisons du monde* qui décrit au jour le jour l'histoire uchronique d'une France devenue communiste. C'est un roman écrit en temps réel, si l'on peut dire, puisqu'il adapte les évolutions guerrières et politiques à ses milliers de personnages, s'appuyant sur des faits qui évoluaient jour après jour. Ce texte présente la particularité, unique parmi les uchronies, d'avoir été écrit à mesure que les faits se déroulaient, l'écriture et

la publication s'étant étalées entre 1938 et 1945. Il écrira aussi un roman que Dussert qualifie de « roman cosmique » que l'on appelle aujourd'hui un « roman-monde », paraissant lui aussi entre 1938 et 1944. On peut considérer Bopp comme le principal écrivain de science-fiction de Suisse. Au lendemain de la guerre, il poursuit son œuvre uchronique, écrit des essais, est critique littéraire, tente une analyse de ce qu'est un roman, comment en 1945 un *Entretien avec M. Hitler*, entretien parfaitement imaginaire bien sûr, une *Vie de Jésus*, une biographie de Napoléon, un essai *Contre la guerre et la misère*, des exercices spirituels comme *L'Art de vouloir, d'aimer, de comprendre*. Il meurt en 1977, à Grange-Canal, en Suisse, sans que sa disparition n'entraîne une considérable émotion dans le milieu littéraire...

R. S.

## CINÉMA

### De magouilles en vadrouille

Vous avez sans doute eu vent de la chose en lisant vos journaux, en regardant la télé ou en surfant sur Internet, l'événement cinématographique N° 1 en cette période de l'Avent est la sortie en fanfare du septième épisode d'une saga de science-fiction se déroulant « il y a bien longtemps, dans une galaxie lointaine, très lointaine » que les hordes de fans hystériques conditionnés depuis des mois, voire des années, par un ramdam médiatique obscène, attendaient comme le messie. N'étant pas spécialement un fidèle de la secte et malgré mon attachement au genre, j'ai préféré faire l'impasse sur ce énième blockbuster hollywoodien du studio aux grandes oreilles pour me risquer dans le cinéma d'auteur bien de chez nous avec deux nouveautés envoyées au casse-pipes par leurs courageux distributeurs, *Le*

*Grand Jeu* et *La Vie très privée de monsieur Sim*.

Pour les cinéphiles distraits, levons d'emblée l'ambiguïté, *Le Grand Jeu* n'est en rien une resucée du classique éponyme de Jacques Feyder (1933) avec Pierre-Richard Wilm et Marie Bell, mais le fruit des cogitations intenses du scénariste-réalisateur Nicolas Parisier qui pour son premier long-métrage persiste et signe dans le cinéma à tendance politique (engagé à gauche faut-il le préciser) ayant fait ses premières armes dans des courts et moyens aux titres explicites, Ségolène a gagné (2008) et *La République* (2009). Cette fois, il donne dans le thriller complotiste et parano avec comme figure de proue d'une opaque conspiration ourdie dans les hautes sphères du pouvoir, un homme de l'ombre, une éminence grise, qui tire les ficelles d'un jeu aussi dangereux que pipé, dont la cible est le ministre de l'Intérieur du gouvernement de droite. Joseph Pasquin, ce manipulateur machiavélique, interprété par le toujours impeccable André Dussolier, est l'élément fort d'une intrigue plutôt nébuleuse dont *Pariser* ne nous livre que très vaguement les tenants et les aboutissants, inspirés de très loin, par l'affaire Tarnac (pour mémoire, le sabotage d'une ligne TGV imputé à une bande d'agitateurs gauchistes menés par Julien Coupat, qualifiés dans un premier temps de terroristes par le Parquet).

Pour faire avancer ses pions dans la partie engagée, Pasquin noue une sorte de pacte faustien avec Pierre Blum (Melvil Poupaud), un bobo de 40 ans, écrivain raté souffrant d'un sévère syndrome de la page blanche depuis son premier, et unique, roman publié il y a une dizaine d'années. La

rencontre initiale entre les deux hommes sur la terrasse d'un casino où se déroule le mariage de l'ex de Blum, est le prélude à une première partie captivante, parfaitement maîtrisée par Parisier tant dans les dialogues finement écrits d'une belle qualité littéraire (on pense parfois à Rohmer) que dans sa mise en scène élégante plongeant le spectateur dans l'ambiance ouatée et mystérieuse des arcanes d'un pouvoir insaisissable. Le suspense et le malaise prégnant nous tiennent en haleine. Las, le film se perd ensuite en course de route par la faute d'une stratégie narrative du cinéaste fort discutable, pour ne pas dire suicidaire. Exit Pasquin, place aux affres existentielles et sentimentales pas bien passionnantes de Blum qui retrouve ses idéaux d'antan au sein d'une communauté aussi rurale que radicale, ainsi que des sentiments amoureux forts avec une jeune militante d'extrême gauche. En outre, circonstance aggravante, le récit qui traîne en longueur est plombé par une absence totale d'humour, un ingrédient qui aurait allégé le sérieux pontifiant et le côté abscons de cette dénonciation alambiquée pour le moins, des dérives et des magouilles d'un pouvoir politique corrompu qui n'en a que faire de la morale élémentaire et des cochons de votants. Un coup d'essai ambitieux donc mais qui n'est que partiellement réussi dont on retiendra surtout le grand jeu d'acteur de Dussolier.

C'est aussi par le biais du cinéma politique que Michel Leclerc avait connu il y a 5 ans, un certain succès critique et public avec *Le nom des gens*, amusante

pochade autour d'une jeune passionaria de gauche ne draguant que des "fachos" de droite pour les convertir à ses idéaux socialistes. Dans *La vie très privée de monsieur Sim*, son 4<sup>e</sup> opus, Leclerc adapte le roman de l'Anglais Jonathan Coe (publié chez Gallimard) dont il a transposé l'histoire dans la France en crise d'aujourd'hui. Le personnage titre est lui-même très mal en point quand le film commence. Quinquagénaire dépressif, rongé par la certitude d'être médiocre et ennuyeux et d'avoir complètement raté sa vie, François Sim s'est fait larguer par sa femme et se retrouve au chômage. Son destin va basculer lorsqu'il parvient à décrocher un petit boulot de représentant en brosses à dents écolos durables, en bois de noisetier et en poils de sanglier. Au volant de sa voiture de fonction équipé d'un GPS à la voix féminine ensorcelante, ce solitaire entame une grande vadrouille picaresque et initiatique sur les routes, à la rencontre des autres et de lui-même. Va-t-il trouver la lumière au bout du chemin ?

Le rôle de monsieur Sim est taillé sur mesure, c'est une évidence, pour Jean-Pierre Bacri et l'éternel bougon du cinéma français ne déçoit pas ses admirateurs, faisant flèche de tout bois dans l'une de ses compositions les plus mémorables, dans le rire comme dans l'émotion. C'est sur lui que repose essentiellement le charme de cette comédie humaine douce-amère, écrite et réalisée avec autant de subtilité que de délicatesse mais parfois assez languette, qui délivre, in fine, un message plein d'espoir et d'optimisme, toujours bon à prendre par les temps qui courent.

Patrick LAURENT.

## RIVAROL.COM

Dès le mardi soir, vous pouvez consulter notre site Internet pour vous assurer que notre hebdomadaire a bien paru, en connaître le sommaire, lire l'éditorial et le billet hebdomadaire, consulter l'agenda et le courrier des lecteurs.

Pour toutes les correspondances administratives, utiliser l'adresse <contact@rivarol.com>, l'adresse <jeromebourbon@yahoo.fr> étant réservée au courrier rédactionnel.

# Conte de Noël



par  
**Hannibal**

Le 24 décembre à 15 heures 45, cela faisait des années qu'on ne disait plus quatre heures moins le quart, François Dessouche eut une crise d'éternuements sous les

arcades de la place centrale de La Bastide d'Armagnac. Il en sortit épuisé vers 16 heures 16, et décida, le jour baissant déjà, d'installer ses cartons pour la nuit ; heureusement l'air humide n'était pas trop froid. C'était une maigre consolation : il avait perdu son travail, sa femme était partie, ses enfants l'avaient abandonné, ses voisins, dont il ignorait l'ethnie n'étant pas explorateur, étaient entrés dans sa maison et l'en avaient chassé, la justice lui avait donné tort, la presse l'avait traîné dans la boue, son dentiste avait refusé de le soigner, les soupes populaires le recevaient avec dégoût, il ne se rappelait plus quand cela avait commencé, mais il était fatigué. Il n'avait même plus de Smartphone à qui parler. Il déplia un quotidien gratuit qu'il avait ramassé par terre, toujours avide de connaître une actualité politique qui lui semblait le dernier lien qui le rattachât à ses semblables — si on pouvait nommer ainsi l'humanité qui vague en France à ses occupations.

Cette année-là était une année décisive pour le pays, on allait entrer dans l'année qui précéderait l'élection présidentielle, et le nouveau président aurait une importance cruciale, il serait celui qui reconcilierait le peuple avec la politique — entendez qui reprendrait le cours tranquille de la relation qui doit normalement lier les dirigeants du monde au troupeau du vulgaire, c'est-à-dire qu'avec lui nous allions retrouver la confiance aveugle que nous n'aurions jamais dû perdre. Ce nouveau président avait été choisi par tout ce que l'Europe, l'Amérique et la France comptent d'hommes éclairés. C'était un garçon dont le crâne poli comme une Cadillac neuve et les maxillaires ridés comme l'arrière-main d'une limousine ou d'une Salers disaient l'âge et la sagesse. On le nommait Ali Juppé. S'il n'avait pas lu le saint livre du coran, il le regretterait publiquement, il avait quand même reçu la lumière de Mahomet par les loges dont il était le vieux poulain. Dans sa ville du port de la lune, il était l'ami d'un imam français modéré, ou, selon le terme consacré, modérément français, qui dissimulait comme il le pouvait, selon les prescriptions du prophète, son islamisme conquérant.

Entre deux déclarations lénifiantes sur le foulard et les femmes, cet imam réclamait par exemple que « l'histoire de la France soit réécrite en fonction de la présence musulmane aujourd'hui ». Lors d'une conférence de presse, il n'avait pas hésité à expliquer aux journalistes : « L'Islam touche à tous les domaines de la vie. Comme le veut le Coran, c'est un Etat, c'est un pays, dans le sens géographique, c'est-à-dire qu'il regroupe toute la communauté dans une géographie où il n'y a pas de frontières. La frontière entre deux pays musulmans est une hérésie méprisante par l'Islam... La politique des musulmans ce n'est pas la politique des autres, la politique des autres est construite sur le mensonge ». Etait-ce pour cette déclaration qui montrait une conception audacieusement ouverte de la nation, ou pour sa participation à l'UOIF (Union des organisations islamiques de France, proche des Frères musulmans) qu'Ali Juppé lui avait remis les insignes de chevalier de la Légion d'honneur en 2014 ? Soucieux

(Dessin de Chard)



d'unir et de rassembler les Français, Ali Juppé œuvrait en effet à la diffusion de l'islam en France et se retrouvait ainsi en phase avec l'UOIF dont les dirigeants citaient volontiers la devise des frères musulmans, « Le Coran est notre constitution ». L'un d'entre eux, Ahmed Jaballah, avait même avoué : « L'UOIF est une fusée à deux étages. Le premier étage est démocratique, le second mettra en orbite une société islamique. »

Les récentes élections régionales avaient vu la victoire totale d'Ali Juppé, telle était du moins l'opinion des politologues sérieux. Sans doute plus d'un Français sur deux s'était-il abstenu au premier tour, pendant que près d'un tiers votait pour le Front national, sans doute, en Aquitaine, la pouliche d'Ali Juppé, Virginie Calmels, avait-elle pris une veste mémorable, offrant au président du conseil sortant, André Rousset, une réélection de maréchal, mais tout cela avait été annulé par le barrage républicain et le plafond de verre au deuxième tour. Et la poignée de main Hollande-Bertrand. La franc-maçonnerie avait donc demandé à ses media de raconter l'histoire suivante : d'abord, à la suite des attentats du vendredi treize, et grâce à ses formidables capacités de chef de guerre et d'invitéur de présidents étrangers, François Hollande avait remonté comme une fusée dans la cote d'amour des Français. Ensuite, Marine Le Pen, bête de premier tour, était immanquablement écrabouillée au deuxième par le sursaut républicain, moral et citoyen. Et sa nièce faisait à peine mieux, même une chèvre républicaine, même un estrosidiot du village la battait. La combinaison de ces deux éléments donnait pour résultat un sondage, le premier qui donnait Marine gagnant le premier tour de la présidentielle devant Hollande second et Sarkozy troisième. C'est-à-dire la réélection assurée de Hollande en 2017. En revanche, si Ali Juppé était le candidat de la droite, il passait en tête au premier tour devant Marine et la piétinait littéralement au second. Suspense ! Qu'allait en conclure le lecteur du *Figaro* ? Il devenait évident dans Paris que l'Etat islamique n'avait commis les attentats du 13 novembre et les Français plébiscité le FN le 6 décembre que pour une seule chose : qu'Ali Juppé remportât en 2016 la primaire des républicains et fit un ticket plus tard avec Manuel Valls. François Dessouche replia son gratuit sans joie ni peine. Ça ou autre chose, lui ou un autre... On venait de connaître à la file Hollande et Sarkozy, juste après Chirac et Mitterrand, Dessouche n'avait plus de larmes pour pleurer, plus de rictus pour sardonner, plus de mépris, plus de honte, plus de haine disponibles, juste un désespoir atone, à peine tiède, comme une entropie de l'âme.

— Zut, vous pourriez faire attention tout de même !

C'était une jeune fille qui venait de buter sur ses jambes allongées et qui l'apostropha en plus, perdue l'instant d'avant dans la musique de son baladeur, son index tapotant compulsivement un iPhone supertrophyphonar X24B7.

— C'est tout de même fantastique ! Y en a qui bossent !

Il décida d'être amène, elle était jolie dans son jean, c'était une sorte de pause dans sa déveine :

— Et vous faites quoi dans la vie ?

— Mes études de droit, ça ne se voit pas ? J'essaie de me procurer en ligne la jurisprudence complète des cassations sans renvoi par la Cour de cassation. J vous raconte pas la galère.

En un mot comme en cent, elle s'était accroupie à côté de Dessouche et continuait de gratouiller son écran, elle devait avoir besoin de parler, en un mot comme en cent il y avait à proprement parler un problème sur ce coup-là. D'abord, le site de la plus haute juridiction pénale lui-même était organisé de façon telle qu'on ne pouvait trouver de réponse à la question. On sait que le jugement du second conseil de guerre condamnant Alfred Dreyfus fut cassé sans renvoi, procédure exceptionnelle mais non sans précédent. En effet, Gustave Eiffel en avait bénéficié en 1893, le président de la Cour étant le même, Alexis Ballot-Beaupré. Elle surfait depuis deux heures pour avoir des détails, et là, c'était vraiment affligeant.

— Le web ! On dirait qu'ils ne référencient que les plus nuls. Et ça se recopie les uns les autres ! A la virgule près. Tenez, en voilà une bonne douzaine qui parlent du jugement « cassé par la Cour de cassation grâce à la brillante plaidoirie de Pierre Waldeck-Rousseau » et présentent Eiffel comme innocenté. Mon œil ! Waldeck, le futur président du conseil, a simplement plaidé la prescription de l'affaire...

Dessouche émit un profond soupir. La petite se dressa sur ses jambes pour faire revenir le sang aux genoux :

— Ça vous embête ce que je raconte ? Vous n'en saisissez pas l'importance ?

Sur le fond, rien n'avait été tranché. Eiffel s'était fait un max de blé dans le scandale de Panama pendant que les petits actionnaires étaient ruinés et que des milliers d'ouvriers crevaient dans les fièvres. C'était si moche que la ville de Dijon, où il était né, avait débaptisé le quai qui portait son nom.

## RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris  
Tél. : 01-45-86-06-39

www.rivarol.com et www.boutique-rivarol.com  
Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr  
Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

FONDATEUR : René MALLIAVIN (1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,  
éditorialiste : Fabrice Jérôme BOURBON

E.U.R.L. "Editions des Tuileries", au capital de 51 000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : Roto Presse Numéris, 36-40 boulevard Robert Schuman, 93190 Livry Gargan — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon. CPPAP n° 0218 C 82763, ISSN n° 0035 56 66.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Editions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPPAR)

— Et quand on veut en savoir plus, en tapant sur un site qui propose des bouquins d'histoire en ligne, tenez, celui-ci, par exemple, voici ce que Google vous envoie.

Dessouche se pencha sur l'écran que la jeune fille tendait devant son nez. On y voyait un robot en pièce, l'air désolé, tenant dans sa main droite une clé de seize avec la légende suivante :

— 403 That's an error. Your client does not have permission to get URL/books from this server. That's all we know.

— Et c'est tout ce qu'on saura ! Il y a dix sites comme ça. Tous ceux qui paraissent intéressants. Comme si l'on voulait empêcher les étudiants de se renseigner.

Dessouche s'évertuait à paraître intéressé parce qu'il aimait bien sa façon de bouger le cou et ses cheveux, mais à la vérité il s'en fichait complètement, il ne croyait pas plus à la liberté sur internet qu'ailleurs, il ne croyait plus à rien, il avait envie de dormir, il remonta son duvet jusqu'à son menton, c'était terrible, ces coups de froid qui alternaient avec ces bouffées de chaleur, et voilà que ça recommençait. Au dixième éternuement la jeune fille s'en alla vexée. Il regarda la lumière décroître dans l'encadrement de l'arcade, il aurait aimé qu'il neigeât, mais même pas, tant pis, il s'en fichait, c'était vrai qu'il ne croyait à rien, il n'avait envie de rien, il n'avait même pas faim. Et dire qu'il y avait des gens qui allaient se gaver de foie gras et boire du champagne, des passants rentraient, s'affairaient aux dernières courses, il en eut un frisson de dégoût, et se trouva bien finalement, maussade dans son duvet.

Lorsqu'il s'éveilla, la place était vide, les vitrines éteintes, l'église fermée, seules les guirlandes de Douglas luisaient d'un éclat terne à la lumière des décorations de fêtes. Il se dressa pour se désengourdir et en se retournant vers la boucherie contre laquelle il s'était adossé, il aperçut dans l'ombre, à côté de son propre reflet, celui d'un inconnu vêtu de noir qui lui ressemblait comme un frère. En le détaillant plus attentivement dans la glace de la devanture, il lui sembla se reconnaître lui-même dans un miroir. Cela réveilla une curiosité assoupie depuis longtemps, d'où la peur n'était pas absente. Il en fut presque agressif :

— Qui êtes-vous ?

L'Autre lui répondit doucement :

— Saddam Hussein, quand ils l'ont baladé en slip avant de lui faire un prélèvement d'ADN dans la bouche pour être certains de ne pas pendre un sosie, Gaston Amaudruz, dont je viens de fêter l'anniversaire, quand ils l'ont fourré en prison à 81 ans, et tous les autres du même régime, Honsik, Faurisson, Mahler, tous ces pelés, ces galeux, ces déchets de l'humanité, ces faussaires... Je ne suis pas Charlie, ni Paris, je ne suis jamais avec les justes ni les scribes, avec Gilbert Bourdin, Bernard-Henri Lévy, Stéphane Richard, Bernard Arnaud, Pierre Berger, Patrick Drahi, Patrick Bruel, Barbarin, Ulrich, Hanouna. Je suis les publicains, les beaufs, les négationnistes, les Français moyens, ceux qu'on dit racistes, xénophobes, stupides, remplis de bas instincts, de fantasmes, de délires. Je suis celui qui souffre et qu'on méprise en plus. Ce soir, je suis toi-même. Je suis le Christ aux outrages. En vérité je te le dis, cesse de faire la tête et sois heureux.

## Chard sur la toile

Allez donc vous délecter des caricatures de Chard auxquelles un de ses admirateurs, fervent lecteur de RIVAROL, vient de consacrer un site, déjà très fréquenté :

<<http://dessinsdechard.free.fr>>

# CHARLIE... BERTÉ, ÉGALITÉ, etc.



Page conçue, imaginée et dessinée par CHARD.